

mobilisation

Pour un Front Commun à la base



Les travailleurs des services au Québec
Bilan de la lutte du Front Commun de 1972
Tâches et perspectives des révolutionnaires
dans la prochaine lutte

Qui sont ces employés des banques
Nouvelles stratégies et tactiques de la révolution
Porto-Ricaine

mobilisation

La publication de la revue MOBILISATION est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes. Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques. MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

...

L'abonnement régulier à Mobilisation est de \$5.00 pour 10 numéros.

Pour abonnements et correspondance, vous adresser à:
MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

...

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

Courrier de la deuxième classe —
Enregistrement no. 3390

sommaire

Avant propos 1

Les travailleurs des services au Québec 4

Cahier MOBILISATION 15

- bilan de la lutte du Front Commun de 1972
- tâches et perspectives des révolutionnaires dans la prochaine lutte

Qui sont ces employés de banque 31

Nouvelles stratégies et tactiques de la révolution Porto Ricaine 40

DU BOULOT POUR L'ATELIER

Notre atelier de photocomposition continue à fonctionner pendant l'été. C'est le temps de faire faire les projets que vous laissez traîner sur les tablettes, et pour préparer la reprise du travail à l'automne.

Nous disposons de tout le matériel nécessaire pour produire tracts, affiches, brochures, revues, journaux.

N'hésitez pas à nous consulter pour n'importe quel travail d'imprimerie

Le service d'imprimerie de la
Librairie Progressiste
1867 Amherst, Montréal
tél.: 522-1373



AVANT- PROPOS

La situation après la grève "générale"

En complément au Dossier Spécial
publié par Mobilisation le 20 mai 1976

La lutte des classes actuellement au Québec vient d'entrer dans une nouvelle phase.

En effet, le quartier général de la bourgeoisie qui vient de sortir d'une "mini-crise" politique qui larvait depuis un an (scandales, crises sociales qu'on lui attribuait, désordres qu'il était incapable de résoudre ou de réprimer, etc...) sans trop y perdre de plumes (selon les plus récents sondages), a décidé de renforcer son principal instrument: l'Etat.

Ainsi, le calme est revenu sur les chantiers, garantissant le succès des gros projets comme les Jeux Olympiques en '76 et la Baie James; sans compter tous les autres petits projets des capitalistes. La Commission Cliche vient de traîner dans la boue les syndicats (faisant apparaître la saleté du gouvernement moins pire) en leur attribuant tous les maux et tous les désordres sociaux, tout en permettant à l'Etat de les contrôler et d'ainsi mieux les réprimer. Les pouvoirs judiciaires et policiers ont été étendus, consolidés et raffermis (commissions d'enquête, groupes de flics "très spéciaux", lois spéciales, réaménagements des forces policières et des tribunaux, etc...). Après quelques heurts avec le gouvernement au début, ces appareils de répression semble s'être stabilisés (avec l'enquête sur la charogne qui sans doute redorera le blason de ces "justiciers" de la CECO), et semble également prête à s'attaquer dans un proche avenir à la "subversion sociale" cataloguée comme "crime organisé". Avec la United, l'Etat, après avoir joué du bâton et démontrer sa force et sa "fermeté", semble maintenant en position de s'attribuer les honneurs du règlement du conflit, quant les ouvriers rentreront à genoux, après avoir été massacrés, démobilisés et enfin trahis par ces chefs qui considèrent Cournoyer comme un "bon gars".

Donc, après une période de crise politique relativement courte (1 an ou deux) et une montée de la combativité des masses laborieuses et populaires dans les quartiers, où l'Etat et son gouvernement discrédités semblaient incapables

d'intervenir sans créer des remous encore plus grands, nous assistons maintenant à la mise en place d'un Etat fort, unifié, impitoyable et répressif. En se donnant ainsi un Etat fort, les capitalistes comptent de cette façon résoudre du moins temporairement la crise à leur avantage, c'est-à-dire sur le dos des grandes masses et plus spécialement sur le dos des travailleurs.

Or, face à la crise, les masses laborieuses, les travailleurs tentent eux aussi de résoudre la crise à leur avantage. Jusqu'ici ces tentatives se sont traduites par une **résistance** plus ou moins spontanée aux effets de l'inflation, de la détérioration des conditions de vie, des mises à pied, des réductions de personnel, etc... Il est important ici de comprendre qu'il ne s'agit encore que d'une résistance, c'est-à-dire qu'on tente de minimiser les effets de l'attaque du capital, malgré que cette résistance soit parfois très dure. En effet, pour véritablement résoudre la crise à son avantage, le prolétariat ne doit pas seulement résister (ce qui est toujours à recommencer, l'initiative demeurant toujours dans les mains des capitalistes), mais également **préparer l'attaque**, c'est-à-dire, se préparer dans la résistance à renverser définitivement le pouvoir de la bourgeoisie, à abolir le capitalisme, en se forgeant dans la lutte une organisation capable de diriger toutes les grandes masses dans cette longue lutte à finir.

• • •

Pour organiser la présente résistance, la grande masse des travailleurs a comme principal instrument et organisation les syndicats. Or ces syndicats, sont en grande majorité sous le contrôle et la direction de "labor boss" (Surtout aux échelons les plus élevés). En s'appuyant sur une minorité privilégiée, ils ont introduits depuis maintenant longtemps une pratique de collaboration de classe avec les patrons et l'Etat des boss qui prend diverses formes (corruption, banditisme, syndicalisme d'affaires, réformisme, social-démocratie, etc...). En général, ils sont plus préoccupés à conserver leur "bargaining power" afin de négocier une "bonne entente" avec les capitalistes qu'à mobiliser les masses dans la lutte, organiser la résistance ou encore moins préparer l'attaque contre le capitalisme (dont de toute façon ils ne voient pas la nécessité de se débarrasser).

Or la grande montée des luttes des dernières années, pour résister à la crise et à l'attaque du capital a aussi entraîné les travailleurs à entamer la transformation de leurs syndicats ébranlant ainsi la main-mise quasi-totale jusqu'ici des "labor boss" sur le mouvement syndical. Toutefois, faute de perspectives claires à long terme, une armée d'opportunistes et de réformistes "nouvelle vague" s'est glissé à la place des anciens "labor boss" et en se servant des luttes des masses, les a détournées à leurs profits. Mais en affaiblissant la domination du syndicalisme d'affaire traditionnel, les luttes des dernières années et mêmes celles qui sont plus récentes ont également avivé les contradictions entre les "labor boss" dans les appareils syndicaux, qui souvent doivent "céder" aux masses (comme à la United) la collaboration devenant de plus en plus difficiles. Les masses, leur mouvement et les organisations nouvelles ou les syndicats combatifs qu'elles se sont donnés, se trouvaient donc en bonne position, pour reprendre en main leurs syndicats.

Mais le mouvement syndical, représentant un enjeu trop grand pour la bourgeoisie, il n'était pas question de laisser faire ça; de laisser ses agents de faire vider et que les masses reprennent en main leurs syndicats. Profitant alors de cette "crise de leadership" au sein du mouvement syndical, l'Etat se prépara à frapper un grand coup.

1) s'appuyer sur les réformistes et les sociaux-démocrates (surtout ceux de la CEQ, CSN, PQ, pour attaquer ses alliés d'hier (les bandits) qui de toute façon commençait à lancer les travailleurs contre certains capitalistes sans trop de discernement, sans compter la crédibilité qu'ils commençaient à perdre (ils n'étaient plus tellement appréciés...). Cette première opération amenant comme conséquence un rivalité accrue entre la CSN et la FTQ qui débordait largement le cadre de la construction.

2) entraîner la FTQ à une escalade folle et inconséquente qu'elle ne pouvait mener à bien sans l'appui des autres centrales et sans la mobilisation massive des travailleurs. La conséquence fut la "grève générale" du 21 mai, où on vit: ● le refus des autres centrales d'embarquer, la CSN trop contente de voir ses rivaux manger

leur claque tout en criant aux vierges offensées face à l'attaque de l'Etat, et surtout, ne voulant pas épuiser ses troupes dans un combat "qui n'était pas le sien", préférant conserver ses forces pour les prochaines négociations dans le secteur public, où elle se trouverait en bonne position pour obliger la FTQ à suivre ou à rester en arrière. • Une absence quasi-totale de mobilisation avec le flop qui était prévisible. Seules les "grosses" machines de la FTQ ont réussi à faire sortir leur monde sans qu'ils sachent trop pourquoi d'ailleurs. Là où il y eut mobilisation de masse et explication des enjeux, non seulement les travailleurs sont sortis plus déterminés à engager la lutte à l'Etat, mais également ils s'en prirent à leurs dirigeants pourris;

3) cette manoeuvre de division du mouvement syndical par l'Etat semble actuellement remporter un grand succès. Le piège était pourtant grossier. Pourtant les "labor boss" et les réformistes de toutes sortes y sont tombés tête baissée, espérant conserver des morceaux de leurs petits fiefs intacts, après la tempête. Conséquence, le Front Commun dans la Fonction publique est disloqué, divisé et morcellé.

•••

Nous croyons, que les tâches que nous nous étions fixés pour la prochaine lutte demeurent essentiellement justes. Nous devons toutefois apporter quelques précisions d'ordre tactique que nous impose la situation nouvelle. Notamment il est nécessaire de préciser ce que nous entendons par **FRONT COMMUN à la base** dans une conjoncture où il risque de ne pas y avoir de Front Commun des centrales sinon partiellement dans certains secteurs ou encore dans certains milieux ou entreprises.

Ca veut dire, que dans la prochaine lutte, la solidarité entre les travailleurs devra reposer sur une compréhension plus grande des enjeux fondamentaux de la lutte et des revendications fondamentales d'ensemble des travailleurs. Ce veut dire que ceux qui lutteront, les éléments combattifs, devront briser les barrières et les divisions établies par l'Etat et entretenues par les "labor boss" et les réformistes de tout poil qui n'hésitent pas à jouer les intérêts d'une couche de travailleurs contre un autre couche.

De là l'importance du rôle qu'auront à jouer les éléments progressistes dans cette lutte pour introduire cette explication et rallier les grandes masses en lutte à cette compréhension. De là l'importance de leur organisation et du renforcement de leur direction et de leur responsabilité vis-à-vis les éléments combattifs. De là l'importance de leur intervention coordonnée dans la lutte et dans les organisations démocratiques à tous les niveaux, ou bien la démocratisation de ces niveaux de regroupement, en partant de bas en haut.

De là également l'importance pour les révolutionnaires de fournir aux éléments progressistes les éléments de cette explication, de cette conscience que la prochaine lutte en prépare une encore plus grande et plus longue, de cette conscience que le prolétariat forme une **seule** et même classe qui a des intérêts identiques face à une autre classe avec laquelle il a des intérêts antagonistes, irréconciliables; et que si cette dernière classe peut continuer à exploiter impitoyablement la grande masse des travailleurs, c'est en s'appuyant sur l'Etat, son principal instrument de domination, de répression, d'intégration, d'oppression des luttes du peuple.

•••

L'importance de consolider les groupes progressistes dans les différents milieux, pour qu'ils acquièrent cette compréhension d'ensemble est des plus prioritaires, afin qu'ils mènent la lutte pour la démocratie, la combativité et la solidarité des syndicats. De plus, pour renforcer la solidarité, il est également indispensable qu'ils luttent pour consolider et développer le courant progressiste au sein des regroupements combattifs régionaux, afin d'en faire des organes de résistance aux menées des bureaucrates syndicaux. Finalement, il importe que les révolutionnaires, actifs dans les organisations progressistes ou les syndicats parmi les travailleurs du secteur public luttent pour l'unification de l'ensemble du prolétariat et du peuple, et utilisent la prochaine lutte du secteur public comme un moyen de constituer le camp du peuple, le front de toutes les couches exploitées contre l'impérialisme et le capitalisme.

Les travailleurs des services au Québec

On sait que c'est la nécessité de l'accumulation du capital qui est la cause première du développement de la production capitaliste. On sait aussi que c'est la même nécessité qui est à la source du développement de la sphère de la circulation du capital et des marchandises, et que c'est elle qui détermine le développement des structures politiques et idéologiques d'une société. En d'autres termes, c'est la nécessité de produire et d'accumuler la plus-value sur une échelle élargie qui détermine tous les aspects de la société capitaliste.

Pour élaborer un peu plus, rappelons d'abord que le but premier de tout capitaliste propriétaire de moyens de production est de faire un profit, c'est-à-dire de faire produire par les travailleurs qu'il emploie des marchandises dont la valeur est plus grande que celle des moyens de production utilisés pour les fabriquer. En ce sens, toute marchandise produite dans une usine capitaliste contient une plus-value.

Pour être capable de se maintenir comme capitaliste, c'est-à-dire de continuer à faire du profit, le capitaliste doit faire en sorte que la marchandise qui vient d'être produite dans son usine soit convertie en nouveaux moyens de production, afin de remplacer ceux qui ont été consommés au cours du processus de production qui vient de s'achever. Autrement dit, il doit vendre sa marchandise pour acheter d'autres moyens de production, il doit réaliser la plus-value produite. Ce processus de vente et d'achat est nécessaire pour que la plus-value puisse être réinvestie dans l'entreprise, c'est-à-dire pour que soient

achetés des moyens de production meilleurs et plus nombreux. Ceux-ci permettront à leur tour de produire une plus-value accrue et de la réinvestir en quantité croissante dans l'entreprise, d'accroître de nouveau la plus-value, etc..., d'accumuler.

Si c'est la nécessité d'accumuler le capital qui est la cause première de l'existence d'une sphère de circulation (différente de la sphère de la production), c'est évidemment aussi le développement de l'accumulation qui est la cause de son développement: plus il y a de production plus il y a de plus-value produite dans les usines, plus sa réalisation, c'est-à-dire le processus de sa transformation en nouveaux moyens de production, devient complexe. C'est ce qui explique le développement des activités commerciales et bancaires à un rythme extrêmement rapide.

D'autre part, pour que s'accroisse la plus-value et que se développe l'accumulation, il est nécessaire que se développe la contradiction fondamentale entre le capital et le travail, c'est-à-dire que l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat se généralise et s'affermisse, et par extension que la bourgeoisie mette en place les conditions nécessaires pour exploiter le prolétariat de façon la plus intensive et extensive. Autrement dit, la bourgeoisie doit faire en sorte que le prolétariat ne puisse pas prendre conscience de son exploitation d'une part, et qu'il ne puisse pas lutter contre, d'autre part: il lui faut empêcher la révolution, seul moyen par lequel peut être résolue la contradiction fondamentale.

Or, comme "la tendance à la révolution se généralise" à mesure que se développe la contradiction fondamentale entre les forces productives activées par un nombre croissant de travailleurs mais possédés privément par un petit nombre de capitalistes, il devient nécessaire pour ceux-ci de mettre de plus en plus d'efforts sur les moyens à prendre pour contrecarrer cette tendance, c'est-à-dire principalement sur la répression et sur la reproduction idéologique.

Ceci dit, il demeure clair que la plus-value n'est produite qu'à l'intérieur des entreprises de production, et que la sphère de la circulation ainsi que les structures politique et idéologique remplissent des fonctions différentes. Mais parce que ces fonctions ont pour objet le maintien et l'élargissement du mode capitaliste de production, les entreprises et les institutions qui les assurent sont habituellement dites de services. Pour le moment, nous conserverons cette appellation, avec tout ce qu'elle a d'ambigu.

On retrouve donc des services aux trois niveaux de structure du mode de production capitaliste:

• Niveau **économique**: a) certains font partie intégrante de la sphère de la production des marchandises (transport, conservation...); ils sont donc directement productifs, et existent grâce à une avance de capital.

Il est clair par exemple que sans transport, le minerai de fer ne pourrait pas être transformé en acier, et qu'ainsi le temps de travail nécessaire à la production fait partie du temps nécessaire à la production de la marchandise et de la plus-value, même si la marchandise ne subit aucune transformation pendant qu'elle est sur le bateau ou sur le train.

b) Les autres services économiques ont pour fonction principale la transformation de la marchandise produite en argent, puis celle de l'argent en moyens de production. C'est ce qu'on appelle la sphère de la circulation de la marchandise, c'est-à-dire la période de temps pendant laquelle celle-ci passe des mains du producteur à celles du consommateur, et où l'argent passe des mains du consommateur à celles du producteur. Ce sont les services commerciaux et financiers en général qui assument cette tâche, et ils sont financés à même la plus-value produite par les travailleurs de la production. On ne peut pas les appeler productifs.

• Niveaux idéologique et politique: ces services ont pour fonction principale la reproduction des rapports sociaux de production par la répression, par la diffusion de l'idéologie dominante, et par l'intervention directe dans le processus de reproduction des classes.

Une fois ces distinctions faites, il apparaît néanmoins que dans la plupart des cas les différents niveaux et sphères croissent au sein d'une même entreprise, d'une même institution ou d'un service particulier. Par exemple, la fonction principale de la publicité est de faire vendre la marchandise; elle est donc avant tout un service économique affecté à la circulation. Mais pour remplir adéquatement cette fonction il lui faut utiliser l'idéologie dominante, et elle se trouve ainsi à jouer un rôle important, quoique secondaire, dans sa diffusion. D'autre part, il est certain que les services de santé favorisent directement la circulation et la production de certaines marchandises porteuses de plus-value, que ce soient les produits pharmaceutiques, l'équipement médical, la construction d'édifices, etc... Il n'en demeure pas moins que leur fonction principale demeure la reproduction d'une force de travail productive.

Ce qu'il importe de bien situer donc, ce n'est pas le rôle de tel ou tel service par rapport à la production d'une ou de quelques marchandises particulières, mais plutôt sa fonction par rapport à l'ensemble de la production capitaliste et aux conditions générales de son expansion.

Autrement dit, tout service doit d'abord être défini par sa fonction spécifique dans la lutte des classes considérée dans son ensemble. Ainsi, même si l'immense appareil répressif de l'impérialisme américain joue un rôle clef au niveau strictement et restrictivement économique, ce rôle demeure secondaire par rapport à son rôle politique, c'est-à-dire la reproduction de sa domination de la bourgeoisie sur le prolétariat au niveau interne. En d'autres termes, l'armée américaine n'a pas pour rôle principal de prévenir la crise économique, mais de réprimer la crise politique potentielle. Dans un tel cas, ce qui importe donc d'abord pour la bourgeoisie américaine, c'est la reproduction des rapports sociaux qui lui permettent de maintenir son hégémonie sur la production et donc sa capacité d'accumulation; et secondairement, c'est le rôle de l'appareil belliqueux par rapport à l'accumulation au sein de quelques branches de production (l'aéronautique par exemple).

Les services en général

Les services à la reproduction du capital

Sauf exception (comme au Québec la Caisse de dépôt ou la Société des alcools), la plupart des services financiers et commerciaux sont aux mains des capitalistes, au même titre que les entreprises de production. Quand on dit qu'ils sont financés par une partie de la plus-value produite par les travailleurs productifs, cela signifie que c'est à même la plus-value que sont payés leurs moyens de travail et les travailleurs qu'ils emploient. Et parce que les commerçants et les financiers les font travailler gratuitement pendant une partie de la journée, ils conservent une partie de cette plus-value comme profit commercial ou bancaire.

On peut donc déjà dire que si dans la société capitaliste monopoliste les services économiques ont pris une extension considérable, c'est que la plus-value produite par la classe ouvrière dans les usines est elle-même immense, et ce à cause principalement du développement de la productivité et de l'intensité du travail, ainsi que celui d'un grand nombre de nouveaux produits, surtout dans le secteur des biens de consommation.

De là se dégage non seulement la nécessité de développer des moyens de réalisation, mais aussi la possibilité de le faire: c'est possible d'une part parce qu'une plus grande fraction de plus-value peut y être investie, et d'autre part parce que le développement de la productivité et de l'intensité du travail, ainsi que la disparition de la petite production individuelle libèrent une masse de travailleurs susceptibles d'y être employés.

Contrairement aux travailleurs productifs, la fonction spécifique des travailleurs de ces services économiques non productifs n'est pas de produire de la plus-value (ou par extension un capital accru à partir d'un capital original moindre), mais de recevoir cette plus-value (ou plutôt ce capital accru) sous la forme d'une marchandise (puisque comme on le sait la marchandise contient le capital original et la plus-value), et de lui redonner sa forme originale de capital productif.

La circulation de capital-marchandise ayant pour objectif la conversion de celui-ci en capital-argent, et la circulation de capital-argent ayant pour objectif la transformation de celui-ci en capital constant et en capital variable, on peut donc dire que la sphère de la circulation constitue "une phase du procès de reproduction du capital industriel" et qu'elle est "une fonction nécessaire du capital industriel, donc une opération nécessaire du capitaliste" (3). Dans cette fonction, "le commerçant remplace seulement le capitaliste industriel" (4). Le remplaçant et se spécialisant dans la circulation, le capitaliste commerçant apparaît comme avançant lui-même le capital nécessaire à la circulation. Et comme il est autonome, le commerçant détourne moins de capital de la production vers la circulation que le capitaliste industriel ne devrait le faire s'il occupait lui-même de la circulation. De plus, celui-ci, vendant la production au capitaliste commerçant, se trouve à la convertir immédiatement en capital-argent, et n'a donc pas à attendre que la marchandise soit rendue au consommateur pour ré-investir. En ce sens, il "peut aider indirectement à augmenter la plus-value produite par le capitaliste industriel" (op.cit., p. 291); en ce sens, "le capital marchand peut être indirectement productif" (p.292). A noter ici que le capital marchand inclut aussi le capital financier; d'ailleurs, on n'a pas à démontrer comment les banques ont un rôle de premier plan à jouer, quant à l'efficacité de la circulation du capital.

Parce qu'ils remplissent des fonctions propres au capital industriel, et parce qu'ils existent grâce à des avances formelles de capital, ces services à la reproduction du capital industriel ont donc eux aussi droit à réaliser eux des profits, même si ce n'est pas chez eux que la plus-value est produite. En d'autres termes, comme l'argent investi dans les services commerciaux et bancaires fait fonction de capital, il réclame un profit: "Les dépenses à faire pour les frais de circulation sont donc, pour le capital commercial, un investissement productif" (op. cit., p. 311), c'est-à-dire lui procurant un profit, comme d'ailleurs tout investissement de capital.

1) Nous laissons délibérément de côté les services productifs.

2) Karl Marx: Le Capital, Livre III, IVE Section: Transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial et en capital financier (capital marchand).

Editions sociales, tome I, p. 280.

3) et 4) id., p.300.

Les services à la reproduction

Si on peut dire avec certitude que ce que nous appelons ici les "services à la reproduction du capital" sont pour leurs propriétaires sources de profits ce qu'ils ne sont "rien d'autre que la forme autonome d'une partie du capital industriel affectée au procès de circulation" (p. 308), on n'en peut dire autant des services autres qu'économiques.

Contrairement aux premiers, l'argent qui sert à les faire fonctionner ne se retrouvera jamais comme capital à l'intérieur de l'appareil de production ou du processus de production. Cet argent ne servira jamais à produire de la plus-value, à reproduire le capital. Il sera transformé en marchandises, bien sûr, (achats d'équipements, de force de travail, construction d'édifices...), mais ces marchandises ne seront pas à leur tour transformées en argent, puis en capital productif: elles seront consommées, comme de la nourriture et le vêtement, donc achetées avec du revenu.

D'où la nécessité, pour qu'ils se maintiennent et se développent, de renouveler sans cesse le processus consistant à aller chercher le revenu (et non le capital) qui leur permet d'être reproduits une fois qu'ils ont été consommés. Au Québec par exemple, l'Etat est pourvoyeur de services de santé et d'éducation; il échange ces services (M) contre les impôts payés par les travailleurs et les capitalistes(A), impôts qu'il utilisera pour remplacer le service consommé (M). Quant au capitaliste ou au travailleur qui achète ce service (car en système capitaliste il est bel et bien devenu une marchandise), il ne fait que transformer ses impôts (A) en une marchandise spécifique (M) qui sera la santé, la connaissance technique.... Autrement dit, l'argent n'est plus avancé comme capital (A-M-A'), mais il ne fait que circuler comme moyen d'échange (M-A-M), comme revenu.

A cause de leur fonction de reproduction des rapports sociaux, ces services sont sous le contrôle de la classe dominante, et par conséquent c'est celle-ci qui détermine quels sont les revenus qui doivent les payer, les revenus de telle ou telle classe sociale. C'est aussi la classe dominante qui détermine leur importance respective selon la conjoncture de la lutte des classes (police ou éducation par exemple), et leur mode d'administration particulier. Etant source de profits inexistantes ou très bas, ils ne sont pas aux mains de capitalistes directement,

mais laissés à la petite-bourgeoisie traditionnelle ou confiés à des appareils comme la famille, les églises, etc..., et surtout à l'Etat.

Comme on l'a mentionné, ils ont tous fondamentalement une même fonction: la reproduction des rapports sociaux de production capitalistes, la reproduction des rapports de classes ou, autrement dit, la reproduction des différentes classes sociales dans leur spécificité respective. Toutefois il importe de distinguer entre:

- ceux dont la fonction spécifique consiste en la reproduction des rapports de domination comme telle de la bourgeoisie sur le prolétariat par la diffusion de l'idéologie dominante et la répression;
- d'autre part ceux dont la fonction spécifique consiste en la reproduction du support matériel de ce te domination, c'est-à-dire des classes en tant que classes distinctes et opposées, de la classe ouvrière en tant que capacité de travailler et secondairement de la classe bourgeoise en tant que capacité de diriger, c'est-à-dire en tant que capacité de remplir les fonctions spécifiques du travail dans un cas, et du capital dans l'autre. L'aspect principal de ces services, c'est qu'ils reproduisent la force de travail, puisque sans cette marchandise, la production capitaliste ne pourrait pas fonctionner.

Historiquement, les services répressifs sont sous le contrôle de l'Etat; quant aux services idéologiques et à la reproduction de la force de travail, ils ne sont pas originellement sous sa responsabilité, mais tendent à le devenir de plus en plus à cause du développement du mode de production capitaliste, c'est-à-dire au fur et à mesure que les contradictions entre les deux classes fondamentales se développent. Ces appareils(5) étant des moyens de régler ces contradictions en fonction de ses intérêts, il est logique que la bourgeoisie les confie de plus en plus à son instrument de domination privilégié, l'Etat.(6)

5) Désormais, nous utiliserons ce terme plutôt que celui de service; en effet, ce dernier laisse sous-entendre une relation unilatérale de dépendance par rapport à son objet et une trop grande spécialisation quant à ses fonctions spécifiques.

6) C'est bien sûr d'abord à l'intérieur de la sphère de la production que les rapports de domination et supports matériels sont reproduits, puisque c'est du procès de production que l'ouvrier sort propriétaire de sa seule force de travail et que le capitaliste sort propriétaire d'un capital accru. Mais il

L'Etat québécois et les services

On sait qu'avant les années '60 la bourgeoisie n'avait pas au Québec la responsabilité des appareils d'Etat, mais qu'elle comptait sur la petite-bourgeoisie traditionnelle pour exercer le pouvoir en fonction de ses intérêts; ce que celle-ci fit d'ailleurs pour un temps avec un zèle fort apprécié par la classe capitaliste: qu'on se rappelle la répression des luttes ouvrières ou encore la porte ouverte aux capitaux américains pour l'exploitation minière. La bourgeoisie, et finalement la bourgeoisie américaine, s'était allié la petite-bourgeoisie traditionnelle pour promouvoir ses intérêts.

La petite-bourgeoisie quant à elle pouvait exercer librement le contrôle idéologique sur la classe ouvrière et le peuple en général, et constituer à l'intérieur de la société québécoise une force comme elle n'aurait pu constituer à l'intérieur de la majorité des pays capitalistes avancés. C'est entre ses mains qu'étaient regroupés les appareils d'éducation, de la santé et l'appareil gouvernemental dans sont ensemble, avec tout ce que cela pouvait comporter d'archaïque.

Cet archaïsme devait entrer en contradiction avec le développement de l'appareil de production et de circulation des marchandises et c'est pourquoi le contrôle de l'appareil de reproduction des rapports sociaux fut finalement accaparé par le parti de la bourgeoisie au Québec, le parti libéral. Actuellement, le contrôle de l'appareil

est aussi clair que la consommation que fait l'ouvrier de services d'éducation ou de santé (par exemple) est une consommation productive au sens où Marx l'entend au chapitre XXIII du Livre I: "La consommation individuelle de l'ouvrier, qu'elle ait lieu au-dedans ou au-dehors de l'atelier, forme donc un élément de la reproduction d capital, de même que le nettoyage des machines, qu'il ait lieu pendant le procès de travail ou dans les intervalles d'interruption." (Le Capital, Livre I, Garnier Flammarion, p. 414).



C'est avec enthousiasme que plus de 210,000 travailleurs formeront un large Front Commun des 3 centrales syndicales, dans le secteur public au Québec, pour résister à la détérioration de leurs conditions de travail et de vie.

d'Etat appartient à la bourgeoisie et ce contrôle s'est étendu aux systèmes de la santé et de l'éducation. Si la petite-bourgeoisie est toujours présente à l'intérieur, le rapport qui existe entre elle et la bourgeoisie n'est plus un rapport d'alliance, mais un rapport de domination directe.

Au Québec, l'Etat est financé principalement (60%) par les impôts sur les revenus, qui sont prélevés:

- Sur les revenus des particuliers principalement (surtout si on y ajoute les différentes taxes à la consommation), dont près de 80% sur les revenus du prolétariat (c.f. Statistique fiscale, tableau 9, concernant les impôts payés au fédéral par les particuliers québécois; on assume que le schéma est le même pour les impôts prélevés par la province).

- Secondairement sur les profits des sociétés, représentant 10-11% des revenus(7) fiscaux de la province, en 1971, donc sur la plus-value. Mais contraire-

ment à ce qui se passe dans les appareils commerciaux et financiers, la partie de plus-value qui sert à financer l'Etat ne revient pas directement (sauf dans des cas particuliers comme les subventions, les prêts de la Caisse de dépôt aux entreprises...) à l'entreprise comme capital productif. Directement, cet argent ne sert pas à créer une plus-value nouvelle, n'entre pas directement dans le processus d'accumulation. C'est pourquoi, pour chaque capitaliste pris individuellement, l'argent versé en impôts, au RRQ, au RAMQ ou en taxes scolaires et municipales apparaît comme une dépense toujours trop grande, et constitue en fait une dépense improductive.

Nous avons là une des raisons fondamentales pour laquelle la classe capitaliste cherche constamment à faire porter par la classe ouvrière le poids de la reproduction des rapports de classe en général: si la classe capitaliste devait en assumer entièrement les dépenses nécessaires, son **taux d'accumulation** (c'est-à-dire le rapport entre la plus-value ré-investie et la plus-value produite) s'en trouverait considérablement réduit. En d'autres termes, la reproduction élargie du mode de production capitaliste serait compromise, ou du moins fortement ralentie.

Et parce que, sous la menace de "graves troubles sociaux", elle doit tout-de-même assumer une partie de ces dépenses improductives, la classe capitaliste fait constamment pression sur son Etat pour qu'il les réduise.

Concernant plus spécifiquement les appareils de reproduction de la force de travail, la nécessité d'en réduire les frais d'entretien est causée non seulement par des raisons concernant le taux d'accumulation du capital, mais aussi et surtout par la nécessité de maintenir et d'augmenter le **taux de profit**. En effet, plus les coûts d'entretien et de reproduction de la force de travail sont élevés, plus la valeur de celle-ci s'élève: "En tant que valeur, la force de travail représente le quantum de travail social réalisé en elle... Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se résout donc dans le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance; ou bien la force de travail a juste la valeur des moyens de subsistance nécessaires à celui qui la met en jeu." (Le Capital, livre I, chap. VI, p. 133, éditions G-F). Donc, laisser s'élever de façon incontrôlée la valeur de la force de travail signifierait que les capitalistes devraient consentir à des investissements en capital variable (v) plus élevés pour un même nombre de travailleurs et pour un capital constant (c) égal ou plus élevé, donc consentir à des taux de plus-value (pl) et à des taux de profit (pl c-v) inférieurs, (toutes choses égales d'ailleurs, c'est-à-dire à durée, à productivité et intensité du travail égales).

Au cours des années '60, la bourgeoisie a consenti à d'énormes dépenses improductives afin d'augmenter la productivité de la force de travail (surtout par les dépenses visant à réformer les systèmes d'éducation et de santé), et de là son taux de profit. A moyen terme, ces dépenses ajoutées aux investissements en capital constant (nécessaires, si la productivité doit réellement augmenter), ne pouvaient qu'avoir des effets néfastes sur le taux de profit. D'où la nécessité pour les capitalistes de réduire leurs coûts de production, c'est-à-dire principalement leurs investissements en capital variable; une telle réduction sera favorisée par une baisse relative de la valeur de la force de travail (nous disons relative, puisque à moyen et à long terme, la valeur de la force de travail tend évidemment à augmenter à mesure qu'augmente la valeur de la production sociale).

7) Pour une analyse des revenus et dépenses du gouvernement du Québec, voir: La situation du gouvernement du Québec dans les affaires économiques de la province, par Kémal Wassef (CCNSP-CSN), octobre 1971.

Les chiffres cités sont tirés de Statistique Canada, 68-207: Finances des administrations publiques provinciales.



“...s'appellent classe de grands groupes d'individus qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement déterminé de la production sociale, par les rapports qu'ils ont avec les moyens de production (rapports auxquels dans la plupart des cas, on a donné une forme et une force légales), par leur rôle dans l'organisation sociale du travail et, par conséquent, par la manière dont leur revient une part du revenu social et par le montant de cette part. Les classes sont des groupes d'individus, dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre grâce à la place différente qu'il occupe dans un système déterminé de l'économie social.”

V.I. Lénine,
La grande initiative

couche de la petite bourgeoisie à une autre. Cela explique les caractéristiques idéologiques des employés de cette époque : espérant « remonter » dans l'échelle sociale, marquant leur différence d'avec le monde ouvrier (par le port du fameux « col blanc »), affiliés à des syndicats confessionnels et respectueux (la CFTC), tout à fait perméables au paternalisme du patronat bancaire.

Mais depuis 25 ans tout cela a profondément changé.

Les effectifs ont doublé et 100.000 travailleurs supplémentaires sont devenus employés de banque.

Aucune statistique n'indique de façon précise l'origine de ces travailleurs. Nous disposons cependant de statistiques concernant l'ensemble des employés (pas seulement des employés de banque) qui reflètent certainement la situation des employés de banque (3).

Une enquête faite en 1964 par l'INSEE (2) montre qu'un grand nombre de ces nouveaux employés ont été recrutés dans la classe ouvrière qui représentait l'origine sociale de plus d'un tiers des employés :

Répartition des employés en 1964 en fonction de la profession du père

ouvrier et manœuvre	34 %
agriculteur et ouvrier agricole	16 %
petit commerçant et artisan	15 %
employé	13 %
cadre moyen et contremaître	11 %
cadre supérieur et patron	6 %
autre	5 %

Il semble que depuis 1964 la tendance au renforcement de l'origine sociale ouvrière se soit poursuivie : en 1970 sur cent jeunes employés (hommes) à la fin de leurs études, on comptait 37 fils d'ouvriers (contre 32 en 1964).

Or on sait que, afin de réduire leurs frais de personnel et d'avoir une main d'œuvre plus « malléable », le patronat bancaire a accru ses effectifs en faisant essentiellement appel aux jeunes. En témoigne l'important abaissement de la moyenne d'âge des employés de banque qui est passé de 41 ans en 1955 à 32 ans en 1971.

Mais l'origine sociale n'est pas la seule donnée qui influe sur les affinités de classe au sein des employés : la classe sociale à laquelle appartient le conjoint (mari ou femme) de l'employé(e) est également très importante. Or de ce point de vue la politique du patronat bancaire a été déterminante. Cherchant toujours à réduire au maximum ses frais de personnel, il a largement fait appel au travail des femmes, auxquelles il se permet de payer un salaire inférieur de 14 % (dans la région parisienne) à 25 % (en province) à celui des employés hommes. Cette possibilité lui est offerte principalement en raison de l'exploitation renforcée de la classe ouvrière depuis 25 ans : en effet les conditions ont évolué de telle façon qu'un ménage ouvrier ne peut plus vivre comme souvent autrefois sur le seul salaire du mari. Aussi existe-t-il un chômage latent important chez les femmes d'ouvriers qui pèse sur les salaires aussi bien des ouvrières que des employées. C'est pourquoi la proportion des femmes parmi les employées de bureau est importante et n'a cessé de croître : elle est passée de 53 à 61 % entre 1954 et 1968. Parmi les employés de banque la proportion est de 47 % : sur deux employés on compte une femme.



(2) *Etudes et Conjoncture*, février 1967.

(3) De nombreuses données dans la suite de l'article sont extraites de la revue du P.C.F., « Economie et Politique », n° 228, juillet 1973.

C'est en distinguant les employés-hommes et les employés-femmes que les statistiques sur les activités professionnelles des conjoints sont extrêmement révélatrices comme le montre le tableau suivant (enquête INSEE 1968) :

<i>Activité des femmes mariées à des employés (hommes)</i>	<i>Activité des hommes mariés à des employés</i>
inactives 55 %	ouvriers 43 %
employées 26 %	employés 20 %
ouvrières 10 %	cadres moyens 19 %
autres 9 %	cadres supérieurs et patrons 12 %
100 %	autres 6 %
	100 %

De ces chiffres il ressort d'abord que près de la moitié des employées-femmes sont mariées à des ouvriers (et sont probablement elles-mêmes pour la plupart d'origine ouvrière) alors que seulement 10 % des employés-hommes ont des femmes ouvrières.

Il s'ensuit que l'influence idéologique de la classe ouvrière sur la couche des employés s'exerce principalement par l'intermédiaire des employées.

Cela est entièrement confirmé par les faits : durant la dernière grève aussi bien par le nombre que par la combativité les femmes représentaient nettement la force principale.

Les chiffres ci-dessus montrent un autre fait important : à côté des employées mariées à des ouvriers, on compte plus de 30 % d'employées mariées à des cadres moyens ou supérieurs. Les contradictions de classe au sein des employées seront donc assez marquées. Cela explique que durant la dernière grève, on trouvait parmi les non-grévistes une proportion relativement importante de femmes résolument hostiles à la grève.

Au contraire, les employés-hommes ont des affinités de classe beaucoup plus homogènes : une infime partie d'entre eux sont mariés à des femmes cadres moyens ou supérieurs, alors que plus de 80 % ont des femmes employées ou inactives. L'idéologie des employés-hommes est donc beaucoup plus homogène que celle des employées et ils refètent plus nettement les caractéristiques idéologiques propres à la petite-bourgeoisie.

Cette analyse un peu précise des affinités de classes au sein de la couche des employés montre que la réalité n'est pas simple, qu'elle évolue et qu'elle ne peut réduire à quelques vérités toutes faites établies il y a 30 ou 50 ans. Les contradictions idéologiques au sein des employés (d'une façon générale au sein de la petite-bourgeoisie) sont nombreuses et complexes. Il faut les étudier minutieusement pour savoir comment agir sur elles.

L'introduction de l'ordinateur et la rationalisation du travail ont amené une dégradation importante des conditions de travail du plus grand nombre. A côté de quelques employés informaticiens hautement qualifiés, la nouvelle organisation du travail autour de l'ordinateur a entraîné une déqualification massive des employés dans les centres administratifs parisiens des grandes banques. La dizaine de milliers de « perfos-vérifs », rassemblés dans des grandes salles avec contremaître, dont le travail consiste à taper sur un clavier des informations codées à des cadences rapides et contrôlées, avec des temps de pause minimum et minutés, ces employés (qui sont pour le plus grand nombre des femmes jeunes) ont des conditions de travail très proches de celles des ouvriers spécialisés de la grande industrie.



loin, il nous faudrait faire aussi une analyse des autres niveaux, c'est-à-dire le fédéral, et le municipal, ainsi qu'un travail théorique sur le Capitalisme Monopoliste d'Etat.(8)

Il n'en demeure pas moins que le rôle principal assigné par la bourgeoisie à l'Etat québécois nous paraît être les activités de reproduction de la force de travail avec des dépenses de l'ordre de \$5,269 millions (ne tenant pas compte des dépenses autonomes de ce secteur), puis son rôle économique avec des dépenses et investissements de l'ordre de \$2.6 milliards (si on inclut, en plus des \$1.2 milliards consacrés à la mission économique, des investisse-

ments de l'ordre de \$1.4 milliards du côté dessociétés d'Etat). Dans la conjoncture actuelle, on ne peut réduire les dépenses économiques: il faut rentabiliser Sidbec, la SGF, SOQUIP, ont besoin d'injections de capital, le projet de la Baie James s'avère extrêmement dispendieux. Ces raisons, qui demeurent conjoncturelles, viennent s'ajouter aux raisons fondamentales citées plus haut en faveur de la réduction des frais d'entretien et de reproduction de la force de travail. On ne peut toutefois pas parler de tendance, comme le démontre le tableau suivant:

EN % DES DEPENSES TOTALES DU SECTEUR PUBLIC

	1961	1967	1970
D2PENSES 2CONOMIQUES	26.6%	23.6%	20.6%
EDUCATION ET CULTURE	26.9%	25.5%	25.5%
SANTE ET BIEN-ETRE	28.9%	25.5%	25.4%

Source: CSN, op. cit.

Ainsi, on ne peut affirmer que le rôle de l'Etat au Québec a évolué depuis une cinquantaine d'années vers une intervention économique directe quantitativement plus importante. Ce qu'on peut dire toutefois, c'est qu'à l'intérieur de ces interventions, il y a eu déplacement de la construction d'infrastructures vers les activités productives (Hydro, Sidbec, SGF, Soquip...) et que dans la conjoncture, il y a nécessité de mettre l'accent sur des investissements productifs.

Concernant la part des dépenses étatiques directes affectées à la reproduction de la force de travail, on ne peut pas non plus encore parler de tendance à la réduction. Ce n'est en effet que depuis l'an dernier que le budget de l'Etat est explicite là-dessus. Toutefois, l'effort est bel et bien présent (réduction de 4.5% par rapport à 1973-74: de 67.7% du budget à 64.6%, puis nouvelle réduction à 64.3% cette année. En chiffres absolus cependant, ça continue bien sûr à augmenter).

De plus, les travailleurs font depuis 1972 l'expérience directe de cet effort, plus particulièrement du côté de la santé. En effet, ils sont de plus en plus forcés de lutter contre l'Etat à ce niveau, et l'introduction récente de nouvelles politiques administratives, comme le budget global, les incitatifs financiers à la réduction des coûts, le non remplacement des travailleurs à la retraite ou le remplacement de plusieurs travailleurs non spécialisés par un nombre moindre de travailleurs spécialisés, la hausse plus rapide des dépenses en salaires et traitements par rapport à la hausse des dépenses en biens d'équipement (en 1961, les traitements et salaires bruts représentaient 62% des dépenses totales des hôpitaux, et 73.5% en 1972, dont 66.4% pour le personnel non médical, selon Statistique Canada 83-215), nous font croire que cet effort n'est pas passager, mais qu'il est destiné à se transformer et se transforme déjà rapidement en politique systématique.

On peut prévoir aussi que les politiques étatiques toucheront à court terme plus les travailleurs des appareils de la santé que ceux des appareils d'éducation. Les indices que nous avons sont les suivants:

- Ce sont eux qui ont d'abord été touchés systématiquement.
- Les dépenses de la mission sociale sont plus élevées de l'ordre d'à peu près \$300 millions.
- Alors que dans l'éducation les salaires représentent environ 50% du total des dépenses, elles représentent plus de 70% dans les hôpitaux.
- Les "employés généraux" sont plus nombreux dans les hôpitaux, moins formés, moins instruits. Le "coût social" de leur mise-à-pied est donc moindre. De plus, il est préférable d'envoyer d'abord ceux-ci dans l'armée de réserve, parce qu'ils sont plus facilement recyclables, et à coût moindre.
- Du côté de l'éducation, on peut, dans un premier temps, utiliser des moyens autres que les réductions de personnel pour réduire les coûts: la sélection, réduction des bourses aux étudiants... On peut plus facilement empêcher l'étude que la maladie...!
- De plus, la tendance à la hausse de la productivité dans ce secteur est passablement plus avancée que dans les hôpitaux: les polyvalentes et CEGEPs régionaux ont déjà remplacé la multitude d'écoles de quartier et de collèges privés, et les travailleurs de soutien sont souvent déjà à l'emploi de sous-traitants (très souvent donc non syndiqués), ou ont été engagés lors de

8) Ce travail devrait bien sûr s'appuyer sur le matérialisme historique et le matérialisme dialectique, et non pas se limiter à aligner quelques données empiriques et interprétées selon des notions propres à l'économie bourgeoise. C'est ce que fait Jean Grenier dans ses "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec" (Mobilisation, dossier no.1), lors qu'il traite du rôle de l'Etat. En ce sens, cette étude n'est pas marxiste.

BUDGET DU QUEBEC

	1970-71		1971-72		1972-73		1973-74		1974-75	
	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
Mission sociale	36.9	1353.5	35.9	1492.4	37	1696.2	37.4	1893.1	34.6	2123.1
Mission éducative et culturelle	30.7	1126.3	31.2	1297.8	31	1388.2	30.3	1534.7	30	1842.7
Total des deux	67.6		67.1		68		67.7		64.6	

**ÉVIDEMMENT, TOUS CES
CHANGEMENTS C'EST POUR
LE BIEN DU MALADE
... ET BLA, BLA, BLA, BLA...**



l'ouverture de ces écoles, donc selon les nouvelles normes de productivité et d'intensité du travail. Bien des travailleurs d'hôpitaux ont au contraire été engagés selon les anciennes normes de ces institutions.

- Du côté de l'éducation donc, la majorité des grosses dépenses est déjà chose faite. Du côté de la santé, il faut encore mettre sur pied les CLSC, ce qui occasionnera des dépenses supplémentaires pour lesquelles on puisera dans l'argent économisé du côté des hôpitaux.(9)

- Avant de lancer l'offensive générale contre l'appareil d'éducation, on attend probablement le moment où la population étudiante diminuera, justifiant ainsi les fermetures massives d'écoles; d'ailleurs, c'est déjà en partie commencé.

En attendant, on jouera certaines couches et classes de travailleurs contre d'autres.

Les classes sociales dans les appareils de reproduction de la force de travail

On sait qu'en système capitaliste les classes sociales sont d'abord définies comme classes contradictoires par le rapport qu'elles entretiennent face au capital et au travail; on appartient à l'une ou l'autre des deux classes fondamentales selon qu'on répond aux deux critères suivants:

- La propriété ou la non propriété des moyens de production et de circulation;
- l'achat ou la vente de la force de travail.

Fondamentalement donc, deux classes seulement assument les deux aspects de ce rapport:

- La bourgeoisie, propriétaire de capital, achète la force de travail en vue de produire la plus-value.
- Le prolétariat, propriétaire de la force de travail, vend celle-ci au propriétaire de capital afin d'assurer sa survie. D'autres classes, entre les deux, n'assument qu'un des deux aspects de ce rapport ou les deux, mais seulement en partie:
 - La petite-bourgeoisie traditionnelle, par exemple, est propriétaire de moyens de production ou de travail, mais elle ne les fait pas fonctionner comme capital.
 - D'autres ne sont ni propriétaires de

capital ni propriétaires de moyens de production, mais iniquement propriétaires de force de travail et peuvent être payés non pas pour sa reproduction, mais pour l'activité ou le travail qu'elle accomplit, c'est-à-dire pour services rendus au capitaliste: le contremaître dans une usine, le chef de département dans un magasin, le policier... Autrement dit, le capitaliste n'agit pas, quand il rémunère ces employés, autant que propriétaire d'un capital à faire valoir: ils assument des fonctions que le capitaliste doit assumer s'il veut se reproduire comme tel, mais qu'il ne peut remplir lui-même. Il doit donc déléguer certains de ses pouvoirs tout en demeurant propriétaire de son capital. Non propriétaire de capital, celui qui est ainsi délégué du capital ne peut pas non plus, en tant que tel, remplir ces fonctions en tant que prolétaire, ni être rémunéré en tant que prolétaire, c'est-à-dire pour la valeur de sa force de travail. Certaines personnes peuvent il est vrai remplir ces doubles fonctions contradictoires. Le plus bel exemple est celui du "lead hand", dont la fonction principale est de travailler comme les autres; il est donc payé à ce

9) Du côté de la "mission sociale", le contrôle des coûts ne touche pas que les travailleurs employés dans ces appareils, mais aussi très durement et directement ceux qui sont pour un temps ou en permanence rejetés par la bourgeoisie hors du circuit de la production et du travail: les assistés-sociaux qui sont obligés de lutter contre la baisse de leurs revenus.

niveau pour la valeur de sa force de travail. Comme il doit par contre remplir certaines fonctions de surveillance et de direction, il reçoit un supplément pour ce service. Il sera donc mieux payé que les autres, non parce que sa force de travail vaut plus cher, mais parce qu'en plus de travailler, il rend un service au capitaliste en assumant une fonction qui revient à ce dernier, mais qu'il ne peut assumer. Il délègue donc cette fonction et la rémunère selon son importance.

L'appartenance de classe étant fondamentalement définie dans le xxx par le rapport entretenu face au capital et au travail, il n'est donc pas nécessaire, pour être capitaliste, d'être propriétaire de moyens de production; il suffit d'être propriétaire de capital, et de faire en sorte que celui-ci soit reproduit comme tel (car le procès de production capitaliste est en même temps procès de reproduction). Du point de vue du capitaliste, peu importe donc qu'il soit reproduit dans la sphère de la production ou dans la circulation. Ainsi on a des industriels capitalistes, mais aussi des banquiers et des commerçants capitalistes. Les travailleurs qu'ils emploient sont donc des prolétaires, parce que rémunérés pour la valeur de leur force de travail et fournissant du travail gratuit pour que leurs employeurs puissent réaliser un profit, accumuler. Pour être prolétaire, il n'est donc pas nécessaire de produire de la plus-value; le prolétaire est plutôt celui qui submit le rapport contradictoire entre le capital et le travail.(10)

Mais qu'en est-il des travailleurs des appareils de reproduction de la force de travail? En tant que travailleurs, leurs caractéristiques sont les suivantes:

- ils sont uniquement propriétaires de leur force de travail; avant de trouver à la vendre, ils sont donc sur le même pied que tous les autres travailleurs, et en concurrence avec eux sur le marché du travail;
- lorsque employés par l'Etat, ils sont payés uniquement pour la valeur de leur force de travail; comme indice de cela, disons que leur salaire est loin de se situer dans la moyenne supérieure.

En ce sens, ils ne sont donc pas de la petite-bourgeoisie, ni traditionnelle, ni nouvelle. Par contre, dira-t-on, leur

force de travail n'est pas achetée par le capital. C'est vrai, mais cela ne veut pas dire qu'ils ne subissent pas sa domination, bien au contraire. En effet, une des fonctions du capital consiste en l'allocation de la force de travail. Sur le marché du travail, les travailleurs sont sur un pied d'égalité, n'ayant à vendre que leur force de travail; c'est le capital, ou le capitaliste, qui décide d'employer un travailleur et de laisser l'autre de côté (toutes choses étant égales d'ailleurs). Celui qui n'est pas engagé n'a alors pas le choix: il doit soit aller offrir sa force de travail à un autre capitaliste ou à l'Etat, soit joindre l'armée de réserve des chômeurs et attendre les ouvertures. Il ira là où il peut, selon la décision du capital. Ainsi, même s'il n'est pas payé par le capital, c'est quand même celui-ci qui décide de l'utilisation de sa force de travail. En ce sens, sa force de travail est sous la domination du capital: domination indirecte, mais réelle. Lorsque employé par l'Etat, comme ce n'est que la valeur de celle-ci qui est rémunérée, on peut dire que face à ce travailleur l'argent qui le paye est un équivalent du capital. Contrairement à ce qui se passe dans ses échanges avec les consommateurs de services, l'Etat employeur achète la force de travail des travailleurs qu'il engage pour vendre ensuite un marchandise spécifique, les services de santé par exemple (A-M-A, quoique pas A-M-A'). Quant au travailleur, il fait comme avec les capitalistes: vendre sa force de travail pour acheter ses subsistances (M-A-M). Il est donc

prolétaire, prolétaire non productif, mais prolétaire.

Plus concrètement...

A l'intérieur des appareils de reproduction de la force de travail, on retrouve à peu près toutes les classes sociales présentes à l'intérieur de la société québécoise:

- La bourgeoisie et ses représentants directs, au sein des conseils d'administration des hôpitaux, universités, CEGEPs... Ce sont eux qui sont chargés de l'application des politiques de leur Etat à l'intérieur de chacune des institutions où ils siègent. Ils sont des ennemis de classe.

- La nouvelle petite-bourgeoisie, chargée de l'application quotidienne de ces politiques: ce sont les cadres salariés, les exécutifs: du directeur général aux chefs de départements, en passant par les chefs de services. Dans les hôpitaux, ils assument pour la plupart des fonctions de direction ou de surveillance, et encela ils ne peuvent être considérés, du moins à court terme, comme alliés potentiels.

Dans les universités et CEGSPs, la situation est quelque peu différente: les professeurs ne sont pas des petits boss par définition. En cela, certaines alliances sont possibles, mais dépendantes des conditions subjectives locales, ainsi que des offres qui leur seront faites (on peut s'attendre à ce qu'elles soient relativement avantageuses, d'au-



10) Dans Le Capital, Marx n'utilise pas comme telle l'expression "prolétariat commercial". Engels l'utilise par contre dans une note au bas de la p.310 du Livre III, tome I, et d'une façon qui est loin d'être contradictoire avec l'esprit général de la quatrième section, et plus particulièrement les pp.302-310.

tant plus qu'au cours des deux dernières années ils n'ont pas subi une détérioration aussi importante de leurs conditions de vie que le prolétariat.

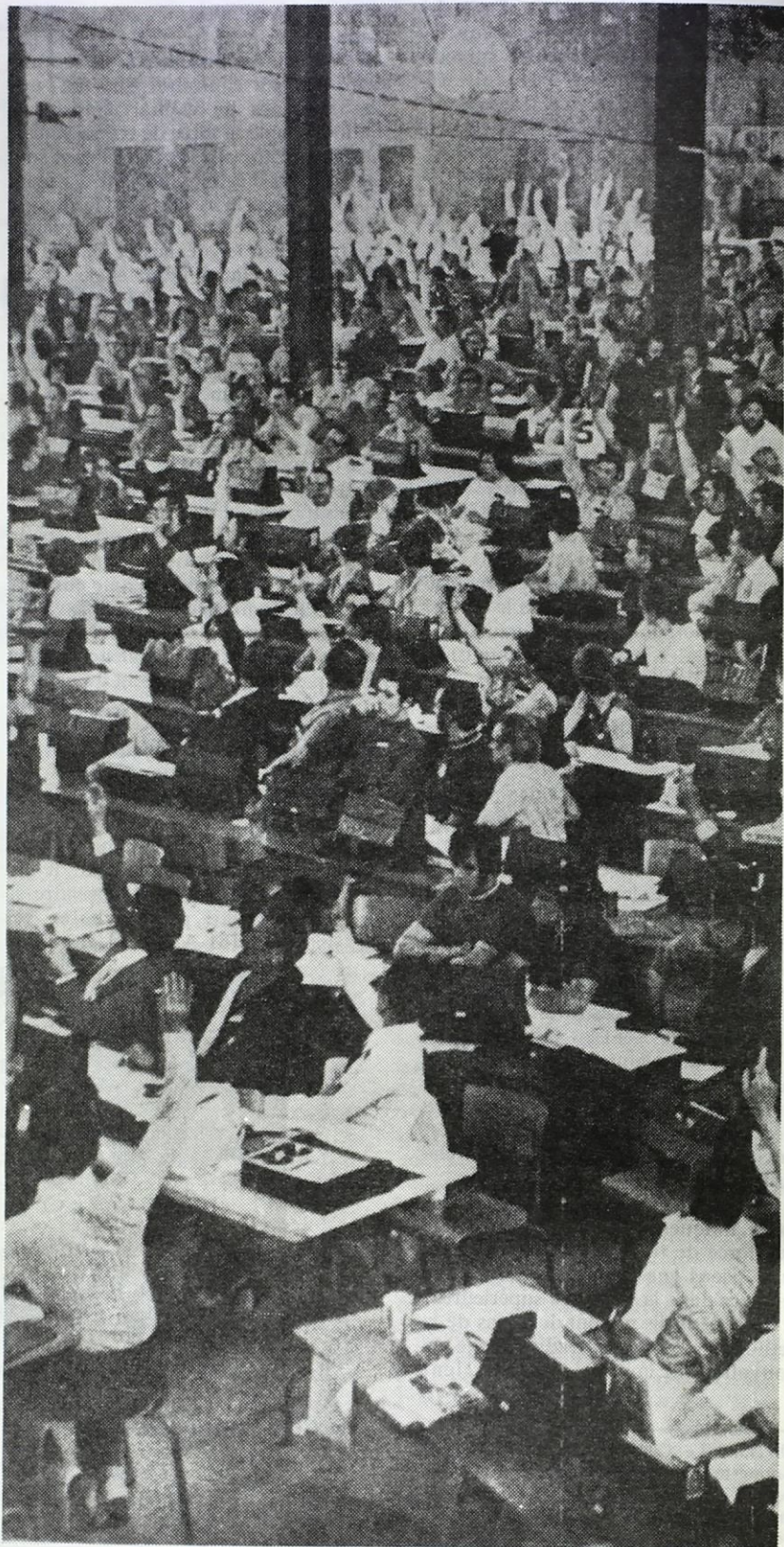
• La petite-bourgeoisie traditionnelle: essentiellement, dans les cas qui nous intéressent, ce sont les médecins. Ils en sont à se battre contre leur disparition; mais le processus est déjà bien amorcé, et il a déjà suscité l'éclatement de certaines contradictions entre eux et l'Etat bourgeois; d'autres surgissent quotidiennement.

Par contre, il faut être conscient que cette couche de la petite-bourgeoisie, longtemps responsable du pouvoir d'Etat, riche, individualiste, entretient depuis longtemps une attitude de mépris face à la classe ouvrière et au prolétariat, même si elle ne les exploite pas.

Il faut aussi être conscient que si elle est touchée négativement par les politiques administratives de la bourgeoisie, en ce que celle-ci tend à lui enlever tout contrôle sur les services de santé, il n'en est pas nécessairement de même concernant les politiques qui visent à améliorer la productivité du travail qui s'accomplit sous leur direction: soins infirmiers, services techniques. Car ce sont eux qui en profitent: plus l'intensité du travail des travailleurs augmentera, leur charge à eux diminuera (meilleurs équipements...); pour un même temps de travail, ils pourront poser plus d'actes, et gagner plus d'argent...

Comme on peut s'y attendre, les possibilités de recevoir des appuis de la part de la petite-bourgeoisie sont à toutes fins pratiques inexistantes, du moins dans les hôpitaux (sauf dans certains cas d'individus isolés). De plus, l'Etat tentera de les diviser principalement entre travailleurs spécialisés et travailleurs non spécialisés. On tentera de donner des avantages immédiats aux premiers, déjà sujets à une pénétration plus forte de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Ainsi par exemple on jouera sur leur statut "professionnel", sur les salaires des infirmières et autres techniciens, pour leur faire accepter des "responsabilités" plus grandes qui ne seront en définitive que des charges de travail accrues.

Il faut donc s'attendre à ce que la lutte du prochain Front Commun soit dure, comme le furent les quelques luttes que nous avons connues récemment dans les hôpitaux, et comme le fut celle de 1972 dont nous devons faire un premier bilan si nous voulons être en mesure de dégager certains éléments de propositions concrètes quant aux tâches à mettre de l'avant dans le contexte actuel.



CAHIER

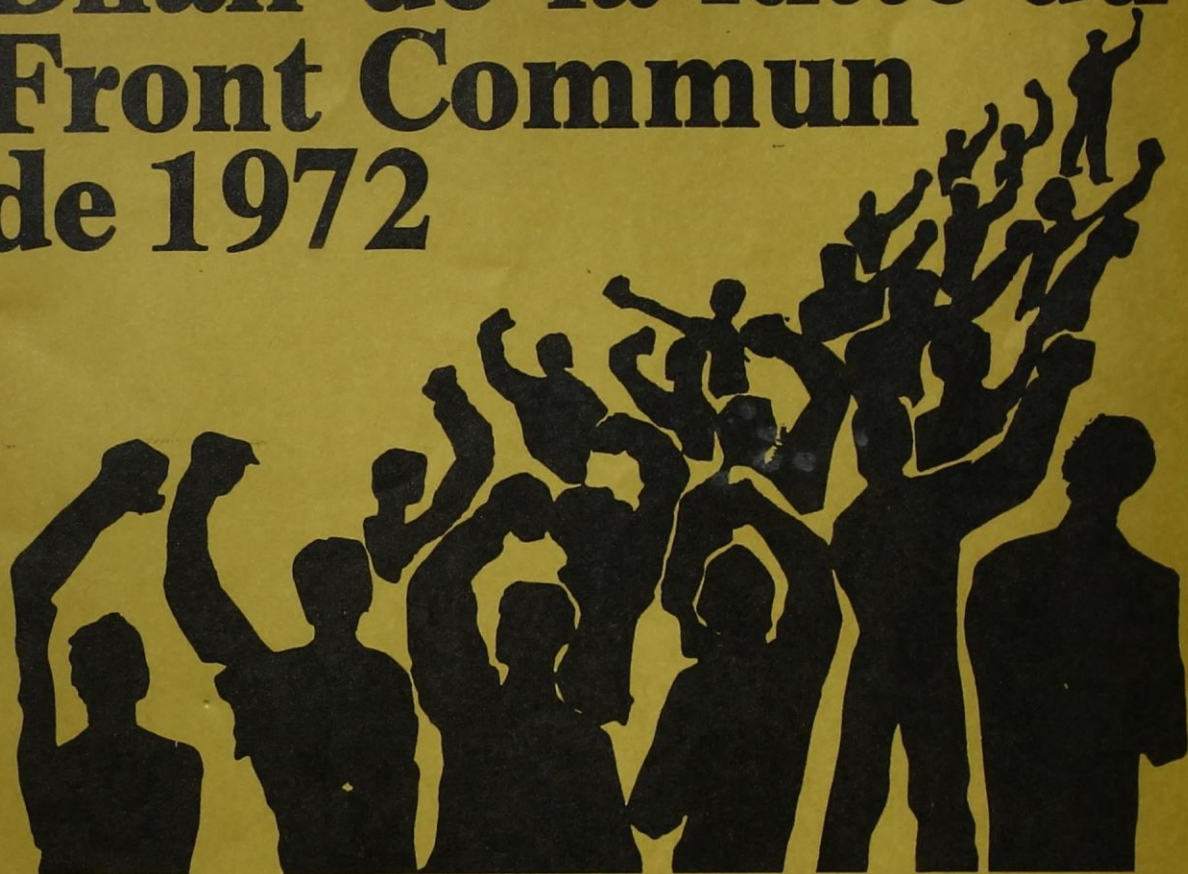
Supplément vol.4 no.8

\$0.10

mobilisation

DOCUMENT DE TRAVAIL

Bilan de la lutte du Front Commun de 1972



Tâches et perspectives

dans la prochaine lutte de la fonction publique

mobilisation

AVANT- PROPOS

La publication de la revue MOBILISATION est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes. Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

• • •

Des copies supplémentaires du présent document de travail sont disponibles à la librairie progressistes 1876 Amherst Montréal.

• • •

L'abonnement régulier à Mobilisation est de \$5.00 pour 10 numéros.

Pour abonnements et correspondance, vous adresser à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

• • •

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

Courrier de la deuxième classe —
Enregistrement no. 3390

On se souvient des journées de lutte d'avril-mai 1972, des occupations de Sept-Iles et de Chibougamau, des manifestations et des séquestrations. L'euphorie que nous ressentions tous à ce moment découlait à la fois du magnifique mouvement de masse spontané des prolétaires québécois et de notre inexpérience et de notre jeunesse. Bien peu de militants révolutionnaires purent à cette époque évaluer les courants et les limites qui traversaient le mouvement ouvrier, encore moins dégager des alternatives concrètes. Quand le mouvement fut cassé et que l'on s'aperçut que les acquis concrets (au niveau des revendications économiques et des transformations organisationnelles) étaient très minces, des centaines de militants ouvriers combattifs de même que les militants révolutionnaires furent démobilisés, dans un état de démoralisation générale. Ce n'est que plus tard, que l'on en est revenu, à travers les luttes locales, à travers le bilan de l'expérience, et finalement dans le cours de la transformation des militants révolutionnaires en cadres marxistes-léninistes et que de nouveau la "tendance principale, fut la lutte" pour paraphraser une citation célèbre.

Alors que les travailleurs dans les hôpitaux et les autres services publics et para-publics se préparent pour la prochaine lutte, il devient urgent de systématiser ces acquis non pas pour se contempler soi-même, mais pour parfaire nos armes et avancer dans la lutte. Le texte qui suit est une contribution dans ce sens. On y dégage les causes, les limites, les contradictions du mouvement de grève d'avril-mai '72. Surtout, on y introduit ce qui se dégage comme alternative et ce que les militants révolutionnaires sont en train de préparer au coeur même de la lutte et

du mouvement de masse. En fait, ce qui suit ne constitue finalement qu'une introduction d'ensemble, qu'une amorce pour avancer le programme de luttes qui émergera d'ici l'autonome. Ce bilan politique ainsi nous permettra de "partir des masses pour retourner aux masses", c'est-à-dire de proposer aux masses sur la base des acquis passés un nouveau plan d'organisation et de lutte.

Malgré nos forces qui sont minimes et notre expérience révolutionnaire limitée, nous sommes conscients de la nécessité de dépasser le localisme et le réformisme qui ont dominé le mouvement pendant quelques années et qui ont abouti aujourd'hui à la formation du "Regroupement des comités de travailleurs" (RCT). Nous sommes un groupe de militants révolutionnaires, issus des luttes prolétaires et étudiantes au Québec. Nos pratiques dans le prolétariat nous ont permis jusqu'à date de dégager une orientation embryonnaire dont quelques acquis vous ont déjà été livrés dans le bilan **Servir le peuple**.^{*} Nos interventions dans les luttes des travailleurs du secteur public et para-public se situent dans ce contexte. Par des bilans politiques, nous espérons ainsi contribuer de cette façon au difficile et long processus de construction du parti communiste de type nouveau, l'organisation révolutionnaire du prolétariat, et participer de ce fait à la jonction de la théorie marxiste-léniniste et du mouvement ouvrier. Nous espérons de même que ces idées servent de base à la confrontation des expériences et à la lutte idéologique active qui correspondent à cette étape au processus d'unification des forces révolutionnaires.

^{*}Servir le peuple, bilan d'un travail militant dans une grande entreprise, Mobilisation, vol.4, no.5.

1

La situation en mai '72

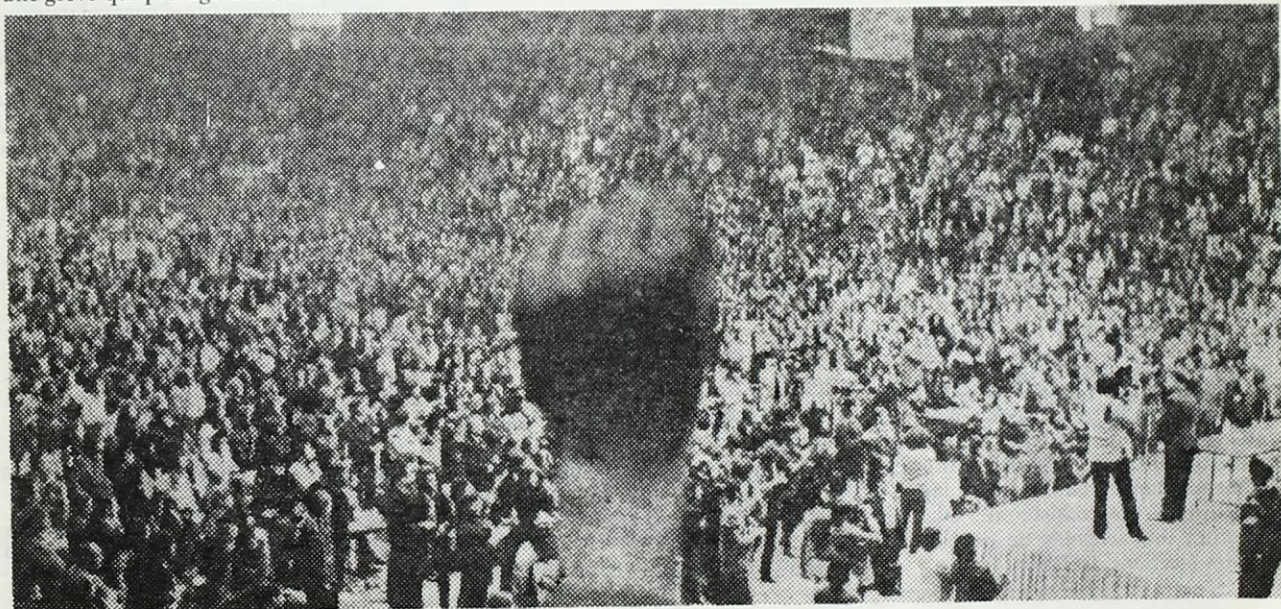
Alors que le Québec avait vécu en 1970-71 l'apogée d'une difficile crise économique et politique, la reprise partielle de 1972 s'ouvre sur une combativité ouvrière accrue et un climat répressif accentué. En effet, les travailleurs et le mouvement ouvrier avaient traversé durant les années précédentes une dure période: le chômage atteint plus de 10% au taux officiel (certainement plus près de 16-18% au taux réel), des dizaines de fermetures d'usines, la répression qui suivit les événements d'octobre '70, etc. Bref, un recul généralisé au niveau des conditions de vie et de travail. Le prolétariat ne recommence à se mobiliser de façon spectaculaire qu'avec la grève de **La Presse** à la fin de 1971, (1) une grève qui présage des événements à

venir.

Durant ces années, l'offensive capitaliste affecte durement les appareils syndicaux désemparés face aux transformations qui ne leur permettent plus de régulariser à l'"amiable" la lutte des classes dans le cadre des négociations contractuelles traditionnelles. C'est ce que certains appelleront la "radicalisation" des centrales et qui sera en fait le résultat de la poussée de la base. Malgré le verbiage (les fameux manifestes) (2) et l'entrée au sein de l'appareil d'un certain nombre d'éléments plus progressistes, les centrales demeurent et demeureront l'instrument aux mains de cette fraction de la petite bourgeoisie québécoise qui contestent l'état actuel et tentent l'impossible: trouver la "troisième voie" entre la solution

ouvrière (la révolution socialiste) et la solution capitaliste (celle de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie canadienne).

1) Même si la grève de la Presse marque un tournant dans la reprise de la lutte du prolétariat, il ne faut pas oublier que de nombreuses luttes s'étaient également menées en 71, surtout contre les fermetures d'usines (Cabano, Sogefor, C.I.L., Canadian Pittsburg, etc.). Une analyse partielle de toute cette période est contenue dans "*Début d'un mouvement socialiste à Montréal*". Mobilisation, 2ième édition revue corrigée et augmentée, automne 1974.
2) *L'Etat, rouage de notre exploitation*, de la FTQ, *Ne comptons que sur nos propres moyens* de la CSN et *L'école au service de la classe dominante* de la CEQ, tous publiés en 1972.



L'entre deux crise: 1972

La fin de 1971 et le début de 1972 marquent le début de cette période de transition qui sera caractérisée par une reprise économique partielle. En effet, plusieurs facteurs conjoncturels à l'échelle du pays et du monde résultent en une expansion économique durant ces deux années. Alors que l'impérialisme, par l'intermédiaire du plan Nixon, déclenche une offensive dans le monde à la fois contre le restant du monde capitaliste (mesures économiques contre l'Europe et le Japon) et contre les luttes des peuples (dernière poussée agressive en Indochine), le capitalisme nord-américain tente un "dernier sprint" avant que l'attaque américaine ne rebondisse dans la face des monopoles américains.(3)

Au Canada, particulièrement au Québec, ce regain signifie une reprise de l'emploi et de l'activité économique. Ce qui évidemment entraînera l'explosion de la combativité ouvrière contenue durant deux ans: on veut rattraper le temps perdu!

D'autant plus que cette reprise ne ralentit nullement la poursuite de l'inflation qui atteint bientôt des sommets de plus de 10%. En effet, l'offensive américaine utilisant dans une première étape la dévaluation du dollar et la surtaxe aux importations, intensifiera son attaque dans une 2e phase en haussant les prix contre ses concurrents européens et japonais: la "crise" du pétrole en sera le phénomène le plus marquant. Moins dépendant des ressources naturelles énergétiques et minières, l'impérialisme pense ainsi mettre ses ennemis à terre en "boostant" les prix. Cette tactique qui semble lui réussir durant ces années va se retourner durement contre lui à partir de la fin des années '73- début '74.

Un autre facteur déterminant au moment de mai '72. C'est le climat politique. Ce qui se consolide depuis déjà deux ans et qui n'arrêtera pas de se renforcer, c'est le pouvoir de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne, celle qui couche dans le même lit que l'impérialisme américain: celle du Parti Libéral de Trudeau et de Bourassa. En fait, on peut constater que cette fraction est tellement dominante qu'on ne peut lui distinguer d'ennemis dangereux, à court terme. L'opposition nationaliste au Québec ressentira tout le poids de cette force lors des élections de 1973. (4)

Ainsi au début de '72, le gouvernement libéral se sent fort et sûr de lui-même. Les forces de la moyenne et de la petite bourgeoisie québécoise qui dirigent le PQ comptent trop de risques pour que l'impérialisme américain change sa politique d'alliances, et cela malgré tous les rêves de Parizeau et de Lévesque!

Voici donc le tableau en ce beau printemps 1972. Une reprise économique partielle combinée à une poussée constante des prix, le mouvement ouvrier qui s'est retenu pendant des mois, une base prolétaire qui s'agite, finalement, une domination solide et bien assise du Parti Libéral, représentant plénipotentiaire de l'"alliance" continentale entre l'impérialisme américain et la bourgeoisie canadienne. (5)

On ne peut dire à ce moment que le mouvement révolutionnaire soit présent dans ce processus social. Alors que nous le verrons plus loin, le mouvement révolutionnaire et ses divers courants au sein du mouvement des Comités d'Action Politique (Caps) émerge à peine de la période de démobilisation de 1970. Alors que le débat au sein du FRAP permet l'expression d'un embryon de force révolutionnaire et l'isolement de la ligne réformiste et opportuniste à la tête du FRAP, on se retrouve début 72 avec un mouvement décentralisé en groupes locaux (les Caps)(6), profondément marqués par le réformisme, composé de très jeunes militants sans formation marxiste-léniniste et qui commencent à peine de s'implanter dans la classe ouvrière. La lutte qui marque le mouvement à ce moment sera celle des travailleurs de la petite usine de Rémi Carrier(7) dans l'est de Montréal. Partout dans les quartiers, dans les écoles, parmi les quelques militants ouvriers, les énergies sont concentrées sur le mouvement d'appui à cette lutte qui sera quelque peu oubliée lors des grève d'avril-mai. C'est ce qui explique que l'intervention militante dans la lutte du Front Commun n'eut pas et ne pouvait avoir de véritables impacts sur le rapport de force d'ensemble.

C'est dans ce contexte que se déroulera le mouvement de grèves. Le rapport de forces extrêmement défavorable au prolétariat découle des facteurs objectifs qui renforcent la bourgeoisie et des facteurs subjectifs (absence d'organisation révolutionnaire,

domination des bureaucrates syndicaux). Alors que les prolétaires à travers le Québec s'engagent dans cette lutte avec un enthousiasme inégalé, presque juvénile, la bourgeoisie prépare ses forces. Elle sera au rendez-vous.

3) On se souvient de l'effroyable offensive aérienne des Etats-Unis au Nord-Vietnam qui lackèrent sur ce petit pays plus de bombes que durant toute la guerre mondiale de 1939-45. Malgré l'agression, le peuple vietnamien fera subir aux américains un véritable "Dien Bien Phu aérien" détruisant par centaines les avions américains y compris les super-forteresses volantes B-52 réputées indestructibles.

4) Malgré les efforts du PQ, ses votes n'augmentent que d'environ 6% et surtout à cause du système électoral, il ne fait élire que six députés sur 110.

5) Quand nous parlons de l'"alliance", c'est pour signifier le caractère spécial du rapport existant entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain. En effet, le Canada, quoique dominé politiquement par sa propre bourgeoisie qui constitue une force sociale possédant ses propres moyens d'accumulation et un véritable contrôle sur le pays et ne se compare donc nullement aux bourgeoisies "compradores" du tiers-monde, est dominé économiquement (dans la grande majorité des secteurs économiques importants) par l'impérialisme, c'est-à-dire la bourgeoisie américaine, ce qui rend notre situation spécifique et nullement semblable à ces pays capitalistes indépendants du "deuxième monde" tel les pays de la CEE et du Japon. Les rapports qui existent donc entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain nous semblent donc presque uniques au monde en ce sens qu'il s'agit d'une intégration économique continentale presque complète avec deux partenaires inégaux mais qui gardent tout de même une "indépendance", tout au moins une autonomie relative. Il reste à chercher plus loin et à déterminer plus précisément la nature de cette relation. Toutefois, nous savons dès maintenant qu'on ne peut se contenter de schémas faciles qui mettent le Canada (et conséquemment notre lutte) dans une relation de type "coloniale" avec les Etats-Unis, ou encore à l'autre extrême, qui nous classent comme un pays capitaliste indépendant. Cette question d'une importance extrême fera l'objet d'études à paraître bientôt dans *Mobilisation*.

6) Voir *Début d'un mouvement socialiste...*, opt. cit.

7) Cette lutte a fait l'objet d'un bilan politique dans *Mobilisation*, vol.3, no.8, mai 1974.

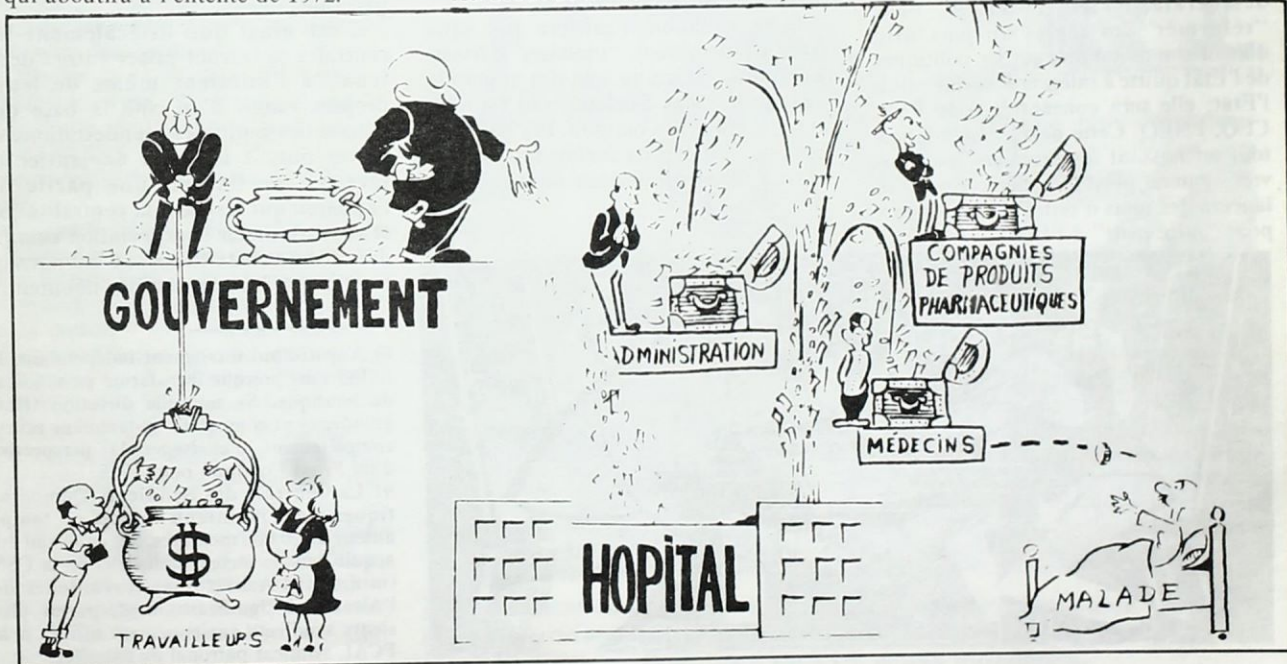
2 Front commun et négociation sectorielle

Alors que la conjoncture spécifique de l'année '72 nous conduit à la lutte, le Front Commun initié par les centrales syndicales ne constitue pas un "bond en avant" pour les syndicats. En 1966, lors de la grève coordonnée dans 149 hôpitaux et en 1970, quand les travailleurs des institutions privées réclamèrent les mêmes conditions que dans les institutions publiques, il était évident que le mouvement syndical devait coordonner son intervention dans ce secteur. En 1971, la CSN entame des pourparlers avec la FTQ et la CEQ pour formaliser l'idée d'une unité d'action. La grève de la Presse sera la première étape d'un processus qui aboutira à l'entente de 1972.

La "rationalisation capitaliste"

D'autre part, l'institution d'un Ministère de la fonction publique et la nécessité de planifier à ce niveau posait la nécessité pour le gouvernement de négocier sectoriellement avec ses employés. La rationalisation capitaliste de l'administration publique allait de pair avec une régularisation et une stabilisation des relations ouvrières patronales. Au début de la "révolution tranquille",

durant cette grande période de réorganisation capitaliste, le sous-ministre Sauvé, ancien secrétaire général de la CSN et précurseur des 3 D, déclarait: "La planification des ressources et de la production, la redistribution du revenu national, la fixation d'objectifs prioritaires, toutes ces techniques modernes du développement découlent de l'acceptation par tous et chacun des règles du



jeu. Cette acceptation découle elle-même de la confiance mutuelle; et cela ne peut arriver que si les entreprises, les associations de travailleurs et l'Etat ne repensent leur action" (Cité dans **La négociation sectorielle** par Henri Gagnon).

C'est ainsi que les négociations débuteront sur une base sectorielle par l'uniformisation des systèmes d'évaluation et de classification, la mise en place de mécanismes de consultation et de négociation permanents entre l'Etat et les centrales.

Les travailleurs de la fonction publique approuvaient l'initiative d'un Front Commun pour "**être plus forts face au gouvernement**". Les expériences des luttes de la RAQ et des hôpitaux rendaient cette idée évidente. Mais pour les travailleurs, le Front Commun signifiait l'unité, la solidarité, la centralisation de leur action contre un même ennemi. Pour les dirigeants des fédérations et des centrales, le Front Commun voulait dire: négociation sectorielle telle que voulue par le gouvernement dans le but d'intégrer les centrales syndicales aux politiques sociales et économiques de l'Etat.

Mais, de cette conception de collaboration avec l'Etat, deux tendances s'affronteront au sein du mouvement syndical sur **la façon** de le faire. La première tendance, typique au syndicalisme d'affaire voudra limiter la lutte dans le cadre économique et s'empresera de se contenter de miettes; cette tendance dominera aux tables sectorielles et sera concentrer au SCFP, SFPQ, local 298. La seconde tendance, sociale-démocrate, mettra le paquet pour "réformer" les règles du jeu afin d'avoir son mot à dire sur les politiques de l'Etat; elle sera concentrée à la FAS, CEQ, FNEQ. Cette dernière tendance, tout en laissant les premiers manoeuvrer, jouera plus la table centrale et lancera des mots d'ordre inconséquents pour "faire peur" à l'Etat.



Front Commun des directions, ou Front Commun de la base?

C'est dans ce contexte que le Front Commun des trois centrales détermine sa stratégie face aux négociations et se prépare à entamer les pourparlers. Pour les appareils syndicaux, l'organisation du Front Commun se concrétisait dans la centralisation encore plus grande des décisions, de la stratégie, de l'information. Encore moins qu'avant était entrevue la nécessité d'établir à la base une véritable démocratie de masse. Même à l'intérieur des appareils syndicaux, cette situation causera des frictions entre les structures normales des syndicats et le comité de permanents conjoint aux trois centrales qui déterminera toute la stratégie, ce qui sera reconnu explicitement par la CSN elle-même: "Fort peu de coordination entre les structures de négociations et les structures d'appui et d'information... pas de contacts entre les négociateurs et ceux chargés de l'information..." (Bilan du Front Commun 72, CSN). La structure traditionnelle de lutte des centrales, celle qui divisent **d'un côté** ceux qui "négocient" (lire: ceux qui décident), les permanents des centrales ou des fédérations, **de l'autre côté** les structures d'action "politique" et les conseils centraux, qui sont censés s'occuper de l'information et des appuis, même cette structure aussi bureaucratisée soit-elle n'a pas été respectée ou encore moins qu'avant dans le Front Commun.

Cette situation n'existera pas sans créer de nombreux "malaises". Ainsi, les contradictions au sein des appareils ne cesseront pas d'éclater tout au long et après le Front Commun. Les bases de ces contradictions seront multiples, mais auront un dénominateur com-

mun: la centralisation bureaucratique des centrales. En effet, même si ce sont des cliques de bureaucrates encore pires qui amorcent pendant le Front Commun des mouvements d'opposition à la direction sur la base d'une soumission encore plus forte à l'idéologie de collaboration de classe, la centralisation excessive effectuée par le Front Commun cause bien des problèmes à la base même des travailleurs. Les événements se précipiteront. En plein coeur des négociations, la clique des Breuleux (président du puissant Syndicat des fonctionnaires SFPQ)(8) entraîne les 50,000 fonctionnaires en dehors du Front Commun et amorce la campagne de désaffiliation. A l'intérieur même de l'exécutif de la CSN, les tristement célèbres Dalpé, Dion et Daigle - les 3D-entretiennent la division et se révéleront les agents directs du Parti Libéral quand ils annonceront que la CSN ne pourra se rendre responsables des amendes que les travailleurs pourraient récolter s'ils n'obéissent pas à la loi 19 interdisant les débrayages illégaux. Quelques mois plus tard, ils entraînent plus de 20,000 travailleurs dans la CSD. (9) Au niveau de la CEQ, l'Alliance des professeurs de Montréal vote contre la grève et se désolidarise du Front Commun. A la FTQ, les syndicats "internationaux" menaceront de partir quand les dirigeants parleront de grève générale...

C'est ainsi que littéralement les centrales se verront prises entre "deux feux" à l'intérieur même de leurs propres rangs: d'un côté la base qui pousse (les multiples manifestations et grèves durant les mois de janvier et février), de l'autre, une partie de l'appareil qui résiste à la centralisation et veut continuer la négociation comme dans le bon vieux temps... C'est dans ce fouillis que les négociations débutent.

8) Aujourd'hui totalement indépendant, le SFPQ s'est presque transformé en syndicat de boutique. Sa nouvelle direction (Harguindeguy et consorts) a notamment refusé complètement d'envisager la perspective d'un Front Commun pour 1975.

9) La Centrale des Syndicats Démocratiques s'est maintenu depuis ce temps autour de 20,000 membres. Ses gains ont été acquis dans le secteur industriel de la CSN (mineurs d'Asbestos et travailleurs de l'Alcan), et significativement, parmi plusieurs syndicats anciennement affiliés à la FCAI, syndicat patronal de gangsters.

3 Les revendications et la négociation

Les objectifs des centrales sont très modestes. En fait, les revendications correspondaient à la rationalisation et à la planification de l'Etat en matières de dépenses: on réclamait au niveau des salaires ce que prévoyaient les politiques sociales du gouvernement, c'est-à-dire des augmentations égales à l'accroissement du rendement des impôts moins l'accroissement de la population. Quant au processus de réorganisation des services publics qui signifie augmentation des tâches, réduction du personnel, etc..., rien n'est remis en question. Ce qui écarte encore plus fortement la thèse que le Front Commun avait été mis sur pied pour porter un grand coup à l'Etat.

Le Front Commun publicisera ses revendications à partir de quatre demandes principales:

- \$100 par semaine pour 32¼ heures
- à travail égal, salaire égal, pour l'ensemble des services publics et para-publics
- augmentations moyennes de 8% par année
- sécurité d'emploi valable et réelle.

Il faut tout de même rajouter qu'un effort fut mis dans la popularisation des revendications sur le rattrapage des "plus petits". On voudra diffuser largement l'image de ces milliers de travailleurs et travailleuses d'hôpitaux payés \$70-\$80 par semaine. En général, les revendications étaient modestes et ne s'attaquaient nullement au sacrosaint droit de gérance des patrons. Par contre du point de vue de la Bourgeoisie, ces revendications compromettaient son plan d'attaque (Budget) contre les travailleurs de la fonction publique visant à opérer sur le dos des travailleurs la "rationalisation" de l'Etat capitaliste.



La revendication du \$100 minimum par semaine constitua une des principales revendications qui rallia non seulement les travailleurs de la fonction publique mais aussi tous les autres travailleurs.

L'explication politique des centrales

Tout au long du conflit et dès le départ, les centrales n'attaquèrent nullement l'Etat québécois comme un instrument au service de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Tout en émettant de vagues protestations contre l'emprise des monopoles étrangers au Québec, on en appelait à l'Etat, "moteur de notre développement", et à un "Etat solide" dont les garanties auraient résidé dans la qualité de ses fonctionnaires bien rémunérés.

Selon les déclarations du Front Commun, le gouvernement n'est pas mauvais en soi au Québec, le problème, c'est qu'il est contrôlé par les mauvais libéraux trop proches de la haute finance:

"...Les directives de l'opération du Parti Libéral montrent bien que ce n'est pas le gouvernement du Québec qui refuse de négocier avec le Front Commun, mais bien le Parti Libéral. Lorsque le gouvernement invoque le bien commun pour refuser de négocier, pour passer la loi 19, pour mettre les chefs syndicaux en prison, pour nous imposer des amendes qui atteignent proche le demi-million, nous savons maintenant que ce n'est pas le gouvernement du Québec qui fait ça, mais la gang du Parti Libéral..."

De plus, durant la période de négociations, aucune information ne fut diffusée parmi la base. On avait droit aux dénonciations et aux grandes déclarations de solidarité, mais sur le contenu véritable de la lutte, sur la stratégie, rien. Tout cela était justifié avec l'argument massue: il faut garder le secret pour développer une meilleure stratégie!

En fait ce qui fut su après seulement, ce sont les multiples compromis accordés au gouvernement, concédés dans le secret le plus absolu. A un moment donné, la structure des 60 délégués des syndicats chargés de superviser les négociations furent même écartés pour laisser le champ libre aux permanents, puis c'est 5 et finalement 3 permanents qui ont négocié seuls avec le gouvernement sans consulter le comité provincial de négociation. Ainsi au niveau des demandes principales, ils ont fait des compromis énormes: au lieu du \$100 pour 32¼hres, c'est devenu \$100 à la fin du contrat seulement pour 35, 36¼, 38½ heures de travail; ce qu'ils ont appelé sécurité d'emploi, c'est une priorité d'emploi dans le secteur des affaires sociales; en ce qui concerne

l'égalité des salaires, ce n'est pas vrai entre les hommes et les femmes, etc.

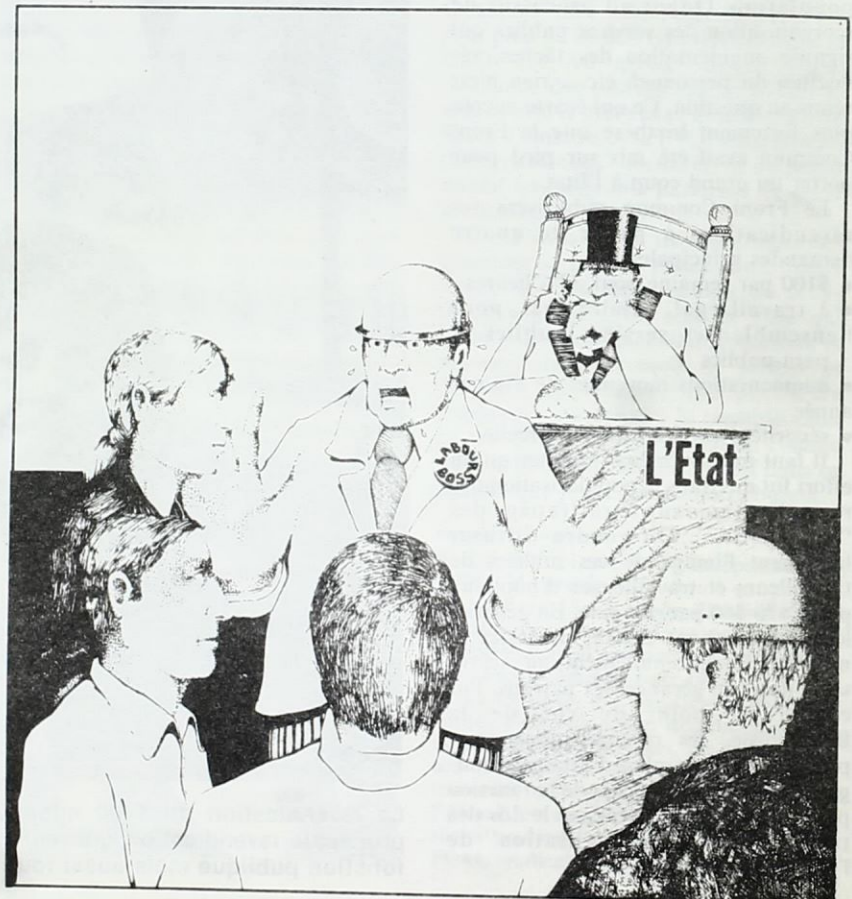
Dans le secteur universitaire, les permanents se sont entendus avec les négociateurs des bureaux du personnel sur une évaluation mitigée: des facteurs ont été déterminés ainsi que des points pour chacun d'eux de telle sorte qu'ils purent reconstituer une hiérarchie semblable à celle qui existait déjà. Pour les négociateurs patronaux, cela allait leur permettre de mettre fin à l'anarchie qui régnait dans les fonctions, d'avoir une meilleure connaissance de leur personnel et par la suite, un meilleur contrôle sur les augmentations et les réductions de personnel. Il allait être plus facile de procéder à des réorganisations, d'amener des déclassifications. L'échelle salariale n'a pas été négociée et le rythme de croisière a suivi celui de la fonction publique.

Dans la fonction publique, les centrales ont aussi institué (avec le gouvernement) ce qu'ils appellent des

"négociations permanentes":

"De même avec les comités mis sur pied pour l'application de la convention collective (sécurité d'emploi, régime de retraite, assurances, CEMOH-Comité d'étude sur la main d'oeuvre hospitalière), on assiste actuellement à ce qu'on pourrait appeler des négociations permanentes..." (**Bilan du Front Commun '72, CSN**). Toujours selon la CSN, dans ces comités paritaires, les centrales travaillent en collaboration avec le gouvernement pour planifier et rentabiliser dans le domaine des affaires sociales..."

Après le soulèvement de mai-juin et l'adoption du bill 19, les négociations reprisent (sauf la CEQ) pour proposer finalement une convention finale à l'automne '72. Le tragique et ou le ridicule de la situation apparut alors plus clairement lorsque les travailleurs réalisèrent que la convention proposée résultait effectivement en une diminution de salaires et à une détérioration de leurs conditions de travail. Après la grande démobilitation de l'été, ils ne leur restait plus qu'à se résigner... mais pas pour longtemps. Les explosions à Notre-Dame, Sacré-Coeur, St-Lambert, St-Luc, Ste-Justine, Maisonneuve-Rosemont, etc. sont là pour le prouver!



4 Le mouvement de masse du printemps 1972

Malgré la trahison et la faiblesse des appareils syndicaux, malgré le rapport de forces défavorable, malgré la centralisation excessive de la lutte et de l'information, le mouvement de grèves et de luttes a pris une ampleur jamais égalée dans l'histoire du mouvement ouvrier en Amérique du Nord depuis le mouvement des huit heures aux Etats-Unis en 1885-86!

Pendant les négociations, plusieurs éléments laissaient présager les événements. Le gouvernement, fort de ses positions, ne cédait presque rien. La base s'impatientait, débrayait et manifestait spontanément. Le 22 mars, le front Commun avertit officiellement le

gouvernement que la grève serait déclenchée le 24. Les portes-paroles syndicaux déclarèrent:

"Après 5 jours de négociations directes à la table centrale, tout ce que le gouvernement a accepté de faire fut d'expliquer le pourquoi et le comment de ses différentes positions. Sur quelque sujet que ce soit, le gouvernement n'a absolument pas modifié ses offres... 4.8% d'augmentation par année. Il n'a pas voulu engager la discussion sur la demande du \$100 par semaine minimum..."(10)

10) Cité dans *Ce n'est plus un début, le combat est commencé*, APLQ, 1972.

organisée et la mobilisation préparée, il suffisait simplement de lancer un appel fracassant à la grève générale de 24 heures et ça sortirait, puis ensuite on pourrait reprendre les négociations. C'était préparer la défaite en laissant les masses désorganisées tout en se fiant sur leur révolte spontanée qui permettrait de mettre de "la pression" sur le gouvernement et d'ainsi faire aboutir les négociations. C'est d'ailleurs une des caractéristiques des réformistes, d'être incapable d'analyser le rapport de force en présence qui découle de leurs analyses de l'Etat, neutre et au dessus des classes.

Les réformistes, qui défendent objectivement les intérêts à long terme de la bourgeoisie, sont également entraînés à défendre les intérêts à court terme du prolétariat pour conserver leur domination et rechercher un compromis avec la bourgeoisie, tout en ne menaçant pas les intérêts historiques de la bourgeoisie. Toutefois, il arrive que la bourgeoisie se trouvant dans une position de force refuse le compromis dans la perspective justement de renforcer ses intérêts historiques. Dans ce cas, les réformistes sont acculés à l'affrontement. **Mais n'ayant pas préparé les masses à cet affrontement, ils ne peuvent que les conduire à la défaite, soit en lançant des mots d'ordre qui ne correspondent pas à l'état des forces (comme "on va casser le système") ou encore en liquidant tout simplement la lutte. Et c'est ce qui va se produire.**

La grève du 28 mars

Après quelques délais, la grève est finalement déclenchée le 28 mars pour 24 heures seulement. 200,000 grévistes dont plusieurs défient les injonctions à l'hydro, et dans les hôpitaux. Le succès de cette grève respectée presque à 100% ne change nullement la situation. Le ministre L'Allier déclare qu'il ne s'agit que d'une "mesure de pression très forte que le Front Commun exerce sur le gouvernement et la population au cours des négociations qui viennent à peine de s'amorcer..." Le gouvernement ne bronche pas d'un pouce après cette grève d'avertissement.

L'Allier n'avait pas tout à fait tort. Il avait saisi la nature fondamentale du Front Commun telle que conçue par les dirigeants syndicaux: un Front Commun pour mettre de la pression sur les négociations sectorielles. En effet, cette

grève du 28 mars résulte des menaces des négociateurs de l'Hydro de quitter le Front Commun si celui-ci ne se mettait pas en branle pour mettre de la "pression" dans les négociations sectorielles. Les centrales acceptèrent à contre-cœur, même si ça compromettrait la stratégie à la table centrale, tout en justifiant cette grève comme étant pour faire déboucher les négociations à la table centrale. Cette première concession à la "ligne sectorielle" sera le prélude aux nombreuses désaffection qui vont suivre, dont celle même de l'Hydro.

Cette ligne bourgeoise du primat de la négociation sectorielle sur l'unité de la lutte se doublera du primat de la négociation sur la lutte. Ainsi selon cette même ligne du 90% de négociation 10% de lutte, la grève n'avait pas à être

Les journées d'avril

Le 5 avril, les négociations sont rompues. Les syndicats déclenchent leur campagne pour préparer à la grève. Plusieurs milliers de délégués syndicaux s'entendent pour dire que la base désire plus qu'une autre grève de 24 heures. On veut une grève générale illimitée, qui sera déclenchée le 11 avril, sans que les négociations ne soient reprises. Le Front Commun exige que le gouvernement bourge sur les salaires et la sécurité d'emploi.

La grève s'annonce un succès total. Dans les hôpitaux frappés d'injonction, il y a des lignes de piquetage massives que tout le monde respecte. A l'extérieur de Montréal, ce sont les professeurs qui à plusieurs endroits sont les plus actifs. Malgré le calme relatif, il y a des incidents. A l'Hydro, on enfonce les lignes de piquetage. Bientôt les sommations pour accusation d'outrage au tribunal arrivent chez les travailleurs: 16 employés d'hôpitaux sont accusés et passibles d'un an de prison et de \$50,000 d'amendes.

Le 13 avril, le syndicat de l'Hydro décide d'appeler les travailleurs à rentrer. Ailleurs le mouvement reste fort. Des manifestations de 600 et de 800 personnes dans des petites villes comme Montmagny et Rivière-du-Loup montrent la combativité des travailleurs. Les débrayages se poursuivent à Québec, Sept-Iles, Thetford, etc... où presque tous les travailleurs d'hôpitaux défient les injonctions. Le 19 avril, les premières condamnations sont prononcées: des peines de 3 à 6 mois de prison et des amendes de \$5,000 à 19 travailleurs. Plusieurs autres seront condamnés dans les jours qui suivront.

On arrive bientôt à la fin de cette première étape le 21 avril avec la proclamation de l'infâme Loi 19 qui suspend le droit de grève pour tous les travailleurs du secteur public et parapublic. Les travailleurs qui ne respectent pas la loi sont passibles d'une amende de \$50 à \$250 par jour, les syndicats, à des amendes de \$5,000 à \$50,000.

L'annonce de la loi provoque la panique, la démoralisation. Ce sera l'occasion pour les dirigeants syndicaux d'adopter l'attitude la plus capitulationniste et de conseiller à tout le monde de rentrer chez eux. La réaction des travailleurs de la base sera partagée. Certains, comme ce travailleur de l'hôpital Sacré-Coeur à Montréal, déclareront leur mécontentement: "Il y

a de mes gars et des mes filles qui ont l'impression d'avoir été trahis par les chefs syndicaux. Proposer maintenant une grève de 24 heures, c'est du floklore à côté de ce qu'il y avait comme force sur les lignes de piquetage vendredi soir et jusqu'à 1.30 h samedi matin chez nous..."(11)

Certains militants ne manqueront pas de souligner l'inconscience des chefs syndicaux d'avoir déclenché le mouvement sans prévoir l'inévitable. Ainsi cette déclaration du Conseil Central de la CSN à Montréal:

"Les diatribes des trois porte-paroles du Front Commun contre la loi 19 et contre le gouvernement Bourassa laissent les militants syndicaux perplexes parce que les porte-paroles du Front Commun semblent surpris du comportement du gouvernement comme s'ils ne connaissaient pas la nature d'un gouvernement capitaliste et comme s'ils

n'en n'avaient pas vu les manifestations de matraquage; quant aux militants syndicaux, ils n'étaient pas surpris du matraquage judiciaire des favoris du gouvernement. Ils n'étaient pas surpris non plus que le gouvernement aille jusqu'à passer une loi qui est hors de sa juridiction comme Duplessis, Lesage et Drapeau l'ont fait antérieurement..." (Communiqué du Conseil Central de la CSN, Montréal).(11)

Dans les journées de la fin-avril, ce sera le va-et-vient constant dans le mouvement syndical sur la grève: faut-il la faire ou prendre son trou. Tour à tour, des syndicats locaux, des conseils centraux, des fédérations proposeront la grève générale, la grève du premier mai, etc. Rien ne se passe. Pendant ce temps, les condamnations continuent de pleuvoir sur des militants syndicaux de base. Le 8 mai, les présidents des trois centrales, Pépin, Laberge et Charbonneau, sont condamnés à un an de prison.

11) idem.

L'explosion du mouvement de masses: mai 1972

Les trois chefs n'étaient même pas encore emprisonnés (ils devaient se présenter l'après-midi) que le puissant mouvement de masse se déclenche. A partir de cette date, ce sont les travailleurs qui deviendront l'"aspect principal" de la lutte. Défiant complètement la légalité bourgeoise, ils débrayeront par milliers. Ils développeront des formes de luttes et d'organisation nouvelles (occupation et administration auto-gérée comme à Albert-Prévost, séquestration des patrons, occupation des postes de radio et de télévision, occupation de villes entières). Ils développeront la solidarité entre groupes de travailleurs et luttes. La question politique sera posée dans les masses. Toutes sortes de regroupements de masse à caractère militant se créeront spontanément. Durant les premiers jours de la révolte, les directions syndicales seront à la traîne, les permanents et les chefs passifs, impuissants, et divisés.

Le mouvement de débrayage qui s'amorce au matin du 9 mai est d'abord le fait des travailleurs des ports de Montréal et de Québec, suivis de peu par les cols bleus des banlieues de Montréal. Durant l'après-midi, le débrayage se poursuit dans les hôpi-

taux, les universités et autres institutions scolaires, les enseignants, etc. Le lendemain, les masses accentuent le mouvement (de façon extrêmement spontanée dans la plupart des cas): dans la construction, le restant de la fonction publique et para-publique. De plus, la lutte prend un caractère régional quand par exemple des militants syndicaux à St-Jérôme décident de faire le tour des usines et d'inviter les travailleurs à suivre le mouvement, ce qui réussit presque à 100%. De nouvelles formes de luttes sont aussi initiées, comme par exemple l'occupation et la prise en mains des postes de radio, à St-Jérôme, Thetford Mines, etc. A Sept-Iles, la situation est presque "insurrectionnelle". La ville est prise en mains par les grévistes qui en bloquent les accès, entourent les forces policières et ferment les entreprises et les commerces. Bilan approximatif de la journée: environ 70,000 travailleurs en grève sauvage, deux villes occupées. L'Etat est en alerte générale et le ministre Choquette rassemble les forces de la Sûreté du Québec en 14 points stratégiques de la province.

Le 11 mai, on commence la journée avec 5 villes en grève générale et absolue: Thetford, Murdochville,



St-Jérôme, Baie-Comeau et Sept-Iles. Les débrayages se poursuivent un peu partout avec les occupations de radio. La répression commence à se faire sentir. A St-Jérôme par exemple, 40 travailleurs sont arrêtés par la SQ et des accrochages se font plus fréquents sur les lignes de piquetage et lors de manifestations de masse à Rouyn, Sorel, Montréal... A la fin de la journée, les dirigeants de la FTQ demandent aux travailleurs de retourner au travail.

Les événements se succèdent à une vitesse incroyable. Il serait trop long de lister les milliers de luttes aux quatre coins de la province qui contiennent tous des acquis et qui se manifestent sous des formes de luttes originales. La bourgeoisie, chambranlante durant ces 2 journées chaudes, recommence à concentrer ses forces. Cournoyer remplace l'Allier au ministère de la fonction publique. Les rumeurs de démission de d'autres ministres sont démenties. Même le PQ, démontrant une fois de plus son véritable visage, dénonce la lutte des travailleurs. Lévesque déclare 'A tous les syndiqués, spécialement ceux qui sont membres du PQ, nous demandons instamment de ne pas compromettre dans une crise insoluble et autodestructrice toutes les chances chaque jour plus proches du véritable renouveau social et politique auquel tant d'entre eux ont réellement travaillé ces dernières années...' (12)

Le 12 mai, rien ne semble indiquer un ralentissement incessant des mouvements de grève. Les 2,000 travailleurs de la Davie Ship Building sortent à Lévis. Le mouvement reste fort dans les hôpitaux, s'étend aux journaux, aux entrepôts Steinberg et Dominion (3,000 travailleurs). C'est à Montréal que la situation reste plus calme, les dirigeants syndicaux locaux (en particulier le Conseil central et Michel Chartrand) ne trouvent rien de mieux à proposer que des assemblées où on applaudit les débrayages qui se poursuivent en

province. A Joliette, la grève est presque totale, à Firestone, Abex, Ciment Indépendant, les hôpitaux, etc... Les 10,000 travailleurs de la région de Ste-Thérèse se joignent au mouvement chez GM, Sicard, Hydro-Québec, etc. Le mouvement extrêmement fort dans la région de St-Jérôme, Ste-Thérèse ne s'étend pas sans difficultés tel que le relate la revue **Résistance** publié par des militants syndicaux de base de St-Jérôme: "Cette grève de 72 heures a fait constater à la classe ouvrière qu'il est important de se débarrasser de ceux qui prônent le syndicalisme d'affaire bien têtueux. Les incursions à la Rolland Paper et à l'Uniroyal ont montré aux travailleurs que la plupart des membres de l'exécutif de ces deux syndicats qui ont pourtant dans le passé fait appel à la solidarité ouvrière (pour faire des piasses il faut croire!) n'ont rien à voir avec la lutte que nous avons menée contre le gouvernement et ses valets. Quand des officiers brisent une ligne de piquetage comme à l'Uniroyal ou qu'ils disent qu'ils ont reçu des ordres de leur syndicat international de Washington comme l'ont déclaré ceux de Rolland Paper, nous devons voir dans ces attitudes une nette volonté de ces exécutifs de faire bande à part et d'ignorer la lutte que mène la classe ouvrière à St-Jérôme..."

Le mouvement de grèves prend une grande ampleur en Abitibi, à Rouyn et surtout Chibougamau, où les mineurs du cuivre et du fer s'emparent de la ville. Sur la Côte-nord, la situation est stable du point de vue des travailleurs: c'est la grève, c'est l'occupation et le contrôle des villes! La semaine chaude arrive à son terme alors que la fin de semaine sera le signal d'un certain essoufflement et surtout de la reprise en main par les appareils syndicaux. Plusieurs déclarations allant du CTC à Toronto jusqu'à la CSN et la FTQ à Montréal lancent des "appels au clame". Malgré tout, il y a des

initiatives intéressantes, comme le début de l'occupation à l'hôpital Albert-Prévost à Montréal où les travailleurs instaurent l'"autogestion" de la base. D'autres faits sont moins importants, mais montrent bien l'imagination et l'humour de certains groupes de travailleurs, comme l'occupation temporaire de Québec-Press pour supprimer la chronique de l'"économiste" Jacques Parizeau, ce qui conduira la haute direction du PQ à crier à la suppression de la démocratie! Sur la Côte-nord, les bourgeois locaux s'organisent en "comité d'action de la majorité silencieuse" pour préparer l'offensive anti-ouvrière.

Lundi 15 mai, il y a reprise partiellement mais le mouvement reste fort dans certaines régions et s'étend à d'autres: la Gaspésie par exemple. Les arrestations se multiplient sur les lignes de piquetage. Le nombre des grévistes varie de 150,000 à 250,000 durant ces journées.

Le lendemain, 16 mai, c'est un peu la même situation. Rentrée dans certains secteurs, extension à d'autres: Canadair à Montréal, Iron Ore de Sept-Iles, Fonderies de Sorel, etc. Les portes-paroles du Front Commun appellent eux-aussi au calme et parlent de la "provocation" que le Parti Libéral fait contre les travailleurs dans le but de "gagner la prochaine élection". Les portes-paroles syndicaux parlent de "résistance interne" pour justifier le retour au travail.

Le 17, 18 et 19 mai sont des journées de retour au travail et de défaites. Arrestations et condamnations se multiplient, les dirigeants syndicaux reprennent les choses en mains. Ici et là, des poches de résistance se maintiendront, en particulier les travailleurs de l'hôpital Albert-Prévost qui poursuivront leur mobilisation sous diverses formes pendant plusieurs mois. La presse bourgeoise à l'instigation de l'Etat et de la bourgeoisie déclenche une campagne hystérique contre les syndicats et les travailleurs qu'on accuse de tous les maux. C'est rage au coeur et dans un état de démobilitation générale que les travailleurs, surtout ceux du secteur public et para-public, rentreront la tête basse sous les insultes et les rires sarcastiques des patrons et de leurs valets.

12) Le PQ se démasquera encore plus quand il s'opposera à la revendication du \$100 minimum en qualifiant celle-ci d'"irréaliste", ce qui n'empêchera pas ce "parti plus proche des travailleurs" (sic) de mettre dans son programme électoral de 1973 le salaire horaire minimum à \$2.50, ce qui pour les 40 heures normales donnent \$100 par semaine!

5

L'intervention militante

On suit les centrales

Encore en pleine enfance, le mouvement militant en 1972 est en train de "se mettre sur ses pieds" après la débandade de 1970 et la longue démarcation contre la ligne réformiste et social-démocrate du FRAP. Les principales priorités dégagées sont la **formation** marxiste-léniniste, c'est-à-dire l'acquisition des concepts élémentaires du marxisme par l'étude de textes classiques, et l'**implantation** dans les masses (surtout dans les entreprises). Les déviations issues de la composition de classe du mouvement et de son manque d'expériences sont nombreuses, et nuisent à l'établissement de justes rapports entre la pratique révolutionnaire et la théorie révolutionnaire qu'on a tendance à ce moment à concevoir de façon assez distincte. Ce qui apparaît surtout, c'est une sorte de surestimation de la pratique de lutte, qui conduit tout droit au spontanéisme en matière d'organisation ("l'organisation apparaîtra de façon spontanée dans le développement de la lutte") et à l'ouvriérisme: l'idéalisation des luttes syndicales. De l'autre côté, en apparente contradiction mais en fait en complémentarité, fleurissent toutes sortes d'idées dogmatiques, qui surestiment le point de vue de la théorie, en érigeant en cultes les expériences étrangères et en confondant l'analyse concrète aux thèses fondamentales du marxisme-léninisme.(14)

14) Il est toujours intéressant de voir que les déviations de "droite" rejoignent presque toujours en pratique les déviations de "gauche" en apparence mais de droite en réalité. Découlant d'un même point de vue bourgeois sur la révolution, les déviations de droite et de "gauche" découlent d'une analyse erronée du rapport théorie-pratique, qui lui-même se traduit en une mauvaise articulation du rapport avant-garde-masse. Autant d'un côté comme de l'autre, cela aboutit à l'isolement des révolutionnaires par rapport aux masses et leur incapacité d'en prendre la direction. Pour un exposé sur cette question, il est intéressant de consulter *Deux années de travail au sein de la classe ouvrière tunisienne*, une brochure ré-éditée par la librairie progressiste en mars 1975.

Comment caractériser en gros l'intervention militante lors du Front Commun de 1972? On peut affirmer que c'est le suivisme par rapport aux centrales (revendications et formes de mobilisation) qui a prévalu. Les groupes qui interviennent sont d'abord ceux qui, autour du mouvement des Caps St-Jacques et Maisonneuve, ont une base d'implantation minimale dans le secteur public (les hôpitaux surtout). Mais il y a aussi divers groupes à composition majoritairement étudiante qui effectueront un travail de propagande.(15) En général, tout le monde se contentera d'expliquer les objectifs du Front Commun tels que définis par les centrales, sans aucune ou presque aucune critique ou réserve (notamment quant à leur stratégie et à leur rôle collaborateur), et sans explication politique du conflit (la nature de l'Etat, les limites de la lutte économique, la nécessité de la lutte politique, le rôle de la santé, de la médecine, des écoles, des différents services publics, etc...).

De l'extérieur des milieux de travail pour la plupart, les militants eurent comme principale activité l'appui sur les lignes de piquetage. Aucune analyse des rapports de forces en présence, aucune identification claire des ennemis et des alliés, aucun travail spécifique en direction des couches les plus avancées des travailleurs, aucun de ces éléments qui auraient permis d'intervenir réellement n'étaient présents. Il est évident que dans une telle situation il fut impossible de présenter une direction d'ensemble ni non plus au niveau local, que ce soit dans les journées de grève d'avril ou lors du mouvement massif du mois de mai.

Autre facteur d'importance: la structure organisationnelle du mouvement révolutionnaire, ou plutôt l'absence de

structure organisationnelle rigoureuse; ce qui faisait en sorte que l'encadrement des militants (ceux des entreprises comme ceux de l'extérieur) était extrêmement faible. Un peu à la dernière minute, les Caps St-Jacques et Maisonneuve, en collaboration avec le Cap Santé (un regroupement de révolutionnaires en médecine) forment le "noyau hospitalier", dont l'objectif consistait à coordonner les militants actifs dans les hôpitaux de la région de Montréal. Mais déchirés par diverses tendances, ce groupe de coordination disparaîtra. D'un côté, les défenseurs acharnés de l'"implantation", qui voulaient limiter leur travail strictement au niveau local, de l'autre, les défenseurs tous aussi acharnés de la "propagande large" (incapables de proposer un juste rapport entre le travail d'organisation local et les tâches de propagande de l'organisation, ces derniers s'isolaient encore plus de la lutte). On reconnaît là les manifestations des courants qui traversaient et traversent encore le mouvement révolutionnaire et dont la critique véritable (portant en son sein la proposition de nouvelles alternatives) ne vient à peine que de s'amorcer.

15) Parmi ces groupes, il faut distinguer entre *d'une part* ceux qui tentèrent honnêtement de se lier à la lutte des masses et qui le firent bien artisanalement mais sans volonté de nuire, et *d'autre part*, les groupuscules traditionnels, trotskistes, "Parti Communiste du Québec (marxiste-léniniste)", "Parti du travail du Canada", etc... qui y sont intervenus dans le style contre-révolutionnaire, dogmatique et sectaire typique aux sectes isolées qu'ils constituent.

“S’implanter” ou diriger la lutte de masse

En ce qui concerne les liens avec les travailleurs, on constate que ce qui a manqué principalement, c'est une analyse suffisamment développée des couches diverses du prolétariat.(16) Ainsi le travail de masse est effectuée de manière indifférenciée, sans distinguer parmi les travailleurs les niveaux différents de conscience et d'organisation et surtout sans proposer à ces travailleurs de différents niveaux des formes de liens et d'organisation correspondant à leurs besoins. En pratique, il n'y avait pas plus de perspectives de travail que le fait même de s'implanter et de se "lier". Il n'y eut pas non plus après la lutte de bilan politique systématique, pas plus que ne fut entamé un travail d'enquête en profondeur. On a laissé les militants se démerder localement sans aucun guide commun. Dans la période de démobilitation générale qui suivit la lutte, il fut très difficile d'assurer une continuité au travail amorcé avec les contacts identifiés dans les luttes. C'est au cœur de la lutte, aux moments chauds de la mobilisation des masses qu'il aurait fallu présenter aux couches avancées et combattives des alternatives qui auraient pu assurer ce caractère de continuité. Ce travail préliminaire

n'ayant pas été fait, on n'avait manqué le "moment de l'organisation", c'est-à-dire l'instant où la question de l'organisation est posée ouvertement dans la lutte. Il faudra attendre que la défaite soit un peu oubliée pour que l'atmosphère soit de nouveau à la lutte et à l'organisation. L'esprit de démobilitation, face à la lutte syndicale, face aux grandes phrases vides des centrales, subsista durant quelques mois. Les militants subirent ce recul eux aussi,

d'autant plus qu'ils n'avaient pas ou peu proposé d'alternatives concrètes. Plusieurs entreprirent des bilans politiques intensifs sur leur travail. Ces réflexions se déroulèrent parallèlement à toute la période de désintégration du mouvement des Caps durant l'année '73.

Il a donc fallu repartir à neuf et c'est ce qu'on a entrepris de faire durant ces deux années pas tellement tranquilles durant lesquelles le mouvement de masse dans le secteur des hôpitaux particulièrement s'est développé sur des bases encore plus fortes.

(16) Un premier essai de différencier les couches parmi le prolétariat est contenu dans la conclusion du bilan politique *Servir le peuple*, Mobilisation, vol.4, no.5.

Un nouveau départ

Cette renaissance s'est appuyée sur trois grands facteurs: (1) l'essor des luttes économiques et syndicales, et dans plusieurs cas, la transformation des syndicats locaux en instruments démocratiques et combattifs; (2) l'émergence de groupes de base à caractère syndical, de comités d'information ou d'organisation de délégués, qui ont joué un rôle moteur dans la transformation des syndicats locaux et dans la direction des luttes de masse; et (3) l'encadrement des militants révolutionnaires sur

une base plus avancée (dans le contexte de la réorganisation du mouvement révolutionnaire qui a suivi le démantèlement du mouvement des Caps)(17), l'encadrement de leurs pratiques, la formation marxiste-léniniste des ouvriers les plus avancés. Ces trois facteurs, combinés à la crise économique et politique générale que connaît le Québec en 1974-75, posent les conditions pour envisager la prochaine lutte du Front Commun avec plus d'assurance. Déjà avec les éléments que nous avons, nous pouvons constater les transformations dans le rapport de force global entre la masse des travailleurs et l'Etat, entre les travailleurs et leurs syndicats, et entre l'Etat et les syndicats d'une part, et les militants révolutionnaires d'autre part. Quoiqu'incapables encore de prétendre à la direction d'ensemble de la lutte des travailleurs du secteur public et parapublic, les révolutionnaires sont en mesure actuellement de proposer des alternatives pour la prochaine lutte et de faire en mesure que des acquis organisationnels puissent en ressortir. Car, dans la lutte qui s'amorce comme dans la très grande majorité des luttes économiques des travailleurs, la principale victoire que le prolétariat peut obtenir n'est pas tellement dans ses gains économiques, mais dans la mesure où sa conscience et son organisation progressent.

(17) Démantèlement initié par la direction réformiste du "secteur travail" du Cap St-Jacques qui se trouve aujourd'hui à la tête du *Regroupement des comités de travailleurs* (RCT).

LES TRAVAILLEURS OBTIENNENT LA RELANCE DU FRONT COMMUN: LA RIPOSTE EST ENGAGÉE!



C'est par dizaine de milliers que les travailleurs débraient lorsqu'ils apprennent la condamnation des chefs syndicaux à la prison.

6 Les tâches des révolutionnaires

Pour cerner correctement le rôle et les tâches des révolutionnaires dans la prochaine lutte dans la fonction publique, il faut analyser correctement les conditions objectives et subjectives qui fondent la lutte qui s'amorcera bientôt. D'abord, il est important de rappeler que nous sommes à l'époque de l'impérialisme et plus précisément à l'étape d'effondrement de l'impérialisme caractérisée par des crises de plus en plus aigües qui avivent les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie dans les pays capitalistes avancés (1). Dans les pays capitalistes, cette lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, prend actuellement la forme d'une attaque généralisée de la bourgeoisie contre le prolétariat et l'ensemble du peuple (inflation chômage, détérioration des conditions de vie et de travail, répression des luttes, injonction, etc...). A ces attaques, le prolétariat et le peuple commencent à se mobiliser pour se défendre. Ainsi, assiste-t-on présentement à une montée de plus en plus grande des luttes ouvrières et populaires, tant quantitativement que qualitativement. On assiste à des formes nouvelles de luttes et d'organisations. Cette lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat se reflète également au sein même du mouvement ouvrier. Elle se traduit présentement par une lutte entre deux voies dans le mouvement syndical:

● **la voie de la collaboration de classe:** la voie de la bourgeoisie. C'est la voie qui domine actuellement dans le mouvement syndical. Elle tente de freiner la combativité des différentes couches du prolétariat ou du moins à endiguer les luttes dans des voies qui ont pour effet de sauvegarder les privilèges d'une minorité au détriment de l'ensemble des grandes masses. Et c'est justement en s'appuyant sur une minorité privilégiée de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, en corrompant cette fraction du prolétariat, que la bourgeoisie a pu introduire sa domination sur le mouvement syndical. En se servant de ces agents au sein du mouvement syndical, la bourgeoisie a

ainsi pu intégrer les syndicats, principal instrument de défense du prolétariat, à son appareil d'Etat, c'est-à-dire à l'encadrer juridiquement avec une série de lois. Elle fut aidé en cela par une armée de bureaucrates et de permanents grassement payés ainsi que par des syndicalistes honnêtes et sincères qu'elle a habilement trompé. Ces agents de la bourgeoisie ne se cachent pas d'ailleurs pour exercer leur contrôle en employant plus souvent qu'autrement des méthodes anti-démocratiques, démagogiques, manipulatrices sinon carrément banditistes et fascistes. Leur principale fonction est de freiner la combativité, empêcher la prise en main du mouvement syndical par les masses, et maintenir la division de la masse laborieuse, en masquant les contradictions de classe irréconciliables entre la bourgeoisie et le prolétariat.

● **la voie du syndicalisme de combat:** la voie prolétarienne. C'est la voie qui est actuellement en montée dans le syndicalisme au Québec. Cette voie s'oppose au syndicalisme d'affaire et à la collaboration de classe. On y reconnaît que les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie sont irréconciliables. Conséquemment, on y prône **la nécessité de la lutte** pour la défense des intérêts économiques du prolétariat et du peuple en général; la priorité de la lutte sur la négociation selon le principe 90% de lutte 10% de négociation. Pour mener à bien ces luttes, on y reconnaît **la nécessité de reprendre en main les syndicats** et d'en retirer le contrôle des mains de la bourgeoisie pour le remettre aux masses: dans de nombreux cas pour opérer cette démocratisation des syndicats on met sur pied des organisations autonomes de masse. Enfin, on y prône l'absolu **nécessité de l'unité et de la solidarité** entre les travailleurs d'une même entreprise tout comme la solidarité de l'ensemble du prolétariat, conscient que la classe ouvrière constitue une seule et même classe en lutte contre l'ensemble des capitalistes qui constituent la classe

bourgeoise.

létarien dans le mouvement syndical, cette voie demeure fragile, souvent localisée et risque à tout moment de tomber dans le corporatisme. En effet ce courant ne pourrait guère dépasser le "trade-unionisme" sans que cette lutte entre les deux voies dans le mouvement ouvrier ne soit accompagnée d'une prise de conscience de la nécessité pour le prolétariat de s'organiser politiquement pour s'attaquer au principal instrument de domination de la bourgeoisie, l'état capitaliste.

En effet, même si l'impérialisme et le capitalisme engendrent les conditions objectives pour leur propre destruction, ils n'iront pas automatiquement à leur perte. Sans l'intervention du facteur **conscient** au sein de la classe qui a objectivement le plus d'intérêt à mener la révolution à terme. Sans l'organisation consciente du prolétariat pour diriger la lutte de tout le peuple contre l'exploitation et l'oppression, le capitalisme peut agoniser encore longtemps. La jonction de la théorie révolutionnaire avec la classe ouvrière devient alors une des conditions préalables à tout changement social véritable. Sans cette intervention de la théorie révolutionnaire, de la théorie marxiste-léniniste, les luttes du prolétariat et de l'ensemble du peuple demeureront "trade-unionistes", localisées, sectorielles, entraînés plus vers des réformes que vers un changement social radical, vers la révolution.

(1) Il n'y a évidemment pas que la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie dans les pays capitalistes qui s'avivent. La contradiction entre les super-puissances, entre les super-puissances et les autres pays capitalistes, et surtout entre le Tiers-Monde et les super-puissances, de même qu'entre les pays socialistes et les super-puissances s'avivent elles aussi. La récente victoire des peuples indochinois, constitue ainsi une des manifestations les plus éclatantes que l'impérialisme court à sa perte et que la tendance principale dans le monde c'est la révolution.

L'objectif stratégique de l'heure : édifier un parti communiste de type nouveau.

Dans de telles conditions, l'objectif stratégique des révolutionnaires sera donc d'introduire le facteur conscient dans les luttes du prolétariat et du peuple en général, d'édifier et de bâtir une authentique direction prolétarienne aux seins des masses.

Les tâches prioritaires des révolutionnaires consisteront donc à faire en sorte que les meilleurs éléments du prolétariat et du peuple en général s'empare de la question du Parti. Regroupés en noyau et en organisations marxistes-léninistes qui se fixent comme tâche centrale, comme objectif stratégique, l'édification du parti révolutionnaire du prolétariat, les révolutionnaires doivent proposer aux éléments avancés du prolétariat des tâches et des formes d'organisation correspondant à leur niveau de conscience, de détermination et de combativité, de façon à apprendre

à diriger les luttes de tout le peuple. Ces regroupements progressistes dans les entreprises, les services publics, les quartiers, distincts des organisations de masse autonome ou des syndicats, prennent actuellement différentes formes: comités de travailleurs, comités de journal, comités d'éducation, etc... Ils constituent de véritables "écoles de la guerre" où le prolétariat d'avant-garde apprend à bâtir une direction prolétarienne dans la lutte des masses. Les travailleurs avancés apprennent ainsi à introduire l'élément conscient dans la lutte des classes et plus particulièrement dans la lutte entre les 2 voies dans le mouvement syndical.

C'est ainsi que les éléments les plus avancés du prolétariat apprennent à construire une véritable direction prolétarienne dans la lutte des masses, dans les petites luttes comme dans les grandes.

Les tâches des révolutionnaires dans la prochaine lutte dans le secteur public

Considérant l'importance de la lutte du "Front Commun" (à cause de l'aspect solidarité et combativité qui s'en dégage, à cause du très grand nombre de travailleurs impliqués, à cause de l'implication particulière des syndicats, à cause de la présence et de l'activité des révolutionnaires dans la plupart des regroupements progressistes qui y seront impliqués), nous avons jugé bon de soumettre immédiatement au débat dans le jeune mouvement révolutionnaire les tâches que nous comptons proposer aux divers éléments avancés dans la prochaine lutte, toujours en fonction de l'objectif stratégique que nous poursuivons: édifier le parti révolutionnaire du prolétariat.

Malgré l'aspect "ébauche" de notre projet, il nous est apparu essentiel que les révolutionnaires prennent fermement la tâche de proposer modestement aux travailleurs les plus avancés des tâches précises et non générales, afin de sortir de la prochaine lutte plus fort et plus avancés. Sinon, nous condamnons les éléments les plus avancés dans les services publics à demeurer à la

traîne des masses combattives et somme toute, à consolider et à appuyer la direction des "labor boss". Les révolutionnaires doivent donc apprendre de la dernière lutte du Front Commun et éviter d'en répéter les erreurs, sans toutefois isoler les éléments les plus avancés de peur de les "corrompre" dans la lutte.

C'est ainsi que nous proposons les tâches suivantes:

1) Dégager les enjeux politiques et économiques de la prochaine lutte en mettant l'aspect politique au poste de commande. Et pour cela:

— analyser le rôle de l'Etat et plus particulièrement la place et le rôle des "services publics" dans le mode de production capitaliste;

— tracer un bilan de la dernière lutte du front Commun

— analyser les rapports de force dans une perspective de classe (stratégie et tactiques des syndicats et de l'Etat)

— analyser les niveaux de conscience et de combativité ainsi que d'organisation en général mais aussi en particulier, en fonction de chaque secteur, de chaque milieu.

2) Commencer à développer un "programme" général de revendications fondamentales dans le secteur public, non pas tant pour offrir une "alternative" autonome des centrales syndicales (compte tenu du rapport de force entre les 2 voies dans le mouvement syndical) que pour mener une propagande et une agitation politique dans la lutte qui concrétise la voie prolétarienne; ce programme pourrait inclure:

— les revendications économiques locales et générales à avancer dans la lutte;

— la nature de l'Etat comme instrument de la bourgeoisie, la médecine au service du capital, l'école comme instrument du capital; l'Etat des "boss" et non l'Etat patron ou "neutre";

— la nécessité de conquérir le pouvoir politique et les conditions pour y parvenir;

— des formes d'organisation à proposer; **organisation de masse** dans une perspective démocratique, combative et unitaire pour que les masses puissent apprendre dans la lutte et de leurs luttes (à examiner certaines formes de lutte et d'organisation nouvelles telles que nous en avons connues récemment dans divers hôpitaux); **organisation progressiste** à caractère principalement politique qui sauront orienter les luttes dans une perspective à plus long terme. (N.B. - Vous trouverez en annexe au présent article une première ébauche constituant les grandes lignes qui pourraient guider un tel "programme").

3) Favoriser, appuyer, soutenir ou même initier des échanges, des rencontres ou même des regroupements de travailleurs de différents milieux ou secteurs, et ce, autant au niveau des éléments progressistes (sur la base d'une plateforme ou d'un "programme" qui pourrait ressembler à celui que nous comptons élaborer avec d'autres éléments progressistes) que des éléments combattifs (sur la base minimale et explicite de la démocratie, de la combativité et de la solidarité).

4) Envisager des formes de mobilisation et l'orientation à donner au soutien à la lutte, au niveau progressiste: faire le lien entre toutes les luttes de la classe ouvrière et celles du Front Commun.

Ces tâches que nous proposons ici, déjà certains groupes progressistes s'en sont emparés, et déjà ils tentent de les mettre en application selon les conditions spécifiques de leurs milieux, mais toujours également selon le point de vue d'ensemble qui leur permet de dépasser le localisme étroit et d'ainsi contribuer à la construction d'une véritable direction prolétarienne dans les luttes du peuple.

La présente ébauche de plateforme ou de "programme de revendications" doit être acceptée pour ce qu'elle est: un guide temporaire et partiel avec lequel nous pouvons déjà entreprendre une première explication des objectifs et des tâches que nous proposons dans la prochaine lutte. Il ne s'agit donc pas d'un programme fini comme tel.

Eléments de programme

—Dans toute société capitaliste il y a une contradiction fondamentale entre la classe capitaliste dominante et le prolétariat.

—Dans toute société capitaliste, l'Etat est le principal instrument de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

—Au Québec en particulier, la classe capitaliste confie à son Etat la responsabilité de certains instruments de domination spécifiques, soit principalement:

- la formation d'une main-d'oeuvre compétente pour travailler dans ses usines et ses bureaux: c'est le rôle principal du système d'éducation;
- le maintien de cette main-d'oeuvre en assez bonne forme pour être capable de travailler à pleine capacité: c'est le rôle principal du système de santé;
- la construction et l'entretien de moyens favorisant directement la production capitaliste: construction de routes, subventions aux entreprises, etc....
- le maintien de l'ordre social capitaliste par la répression: appareil judiciaire, police provinciale et municipales...

—A cause de la pénétration massive du capital américain au Québec et parce que ce sont ses intérêts qui y dominent, l'Etat n'est pas que l'instrument de la bourgeoisie locale, mais aussi celui de l'impérialisme U.S.

—En tant qu'instrument de la classe capitaliste et de l'impérialisme l'Etat ne fait pas de profits; il est plutôt chargé de mettre en place les conditions générales qui permettent aux capitalistes d'en faire.

—Pour cela, il est logique qu'il se finance principalement par les impôts payés par la classe ouvrière, et très peu (10-11%) par les impôts sur les profits des compagnies capitalistes.

—Pour être en mesure de bien jouer son rôle, l'Etat se doit d'engager un très grand nombre de travailleurs; ces travailleurs, il les trouve là où les capitalistes les trouvent aussi, sur le même marché du travail. En fin de compte, l'Etat embauche les mêmes travailleurs pour travailler dans ses hôpitaux et dans ses bureaux que les capitalistes dans leurs usines bureaux et

magasins.

—C'est pourquoi la lutte des travailleurs de la fonction publique est la même lutte que celle des travailleurs des entreprises privées: une lutte du prolétariat dans son entier contre la classe capitaliste dominante, l'impérialisme, et leur principal instrument de domination: l'Etat.

—Plus spécifiquement, si les travailleurs de la fonction publique sont en lutte actuellement, c'est que l'Etat cherche à réduire ses dépenses pour que la classe capitaliste soit en mesure d'exploiter davantage l'ensemble des travailleurs et de là réaliser des profits croissants.

—En effet, on sait que les salaires payés par les capitalistes aux travailleurs sont utilisés pas eux pour vivre et se reproduire, c'est-à-dire pour acheter la nourriture, le vêtement, et l'ensemble des services (dont l'éducation et la santé) nécessaires à leur survie.

—Plus ces biens et services coûtent cher, plus la bourgeoisie doit hausser les salaires; sinon, elle devra se contenter d'une force de travail de qualité inférieure, moins productive.

—En ce sens, baisser le coût d'entretien de certains de ces services permet à la classe capitaliste de verser des salaires moins élevés (ou du moins de faire en sorte qu'ils s'élèvent moins rapidement), tout en s'assurant une force de travail de qualité équivalente et supérieure.

—De plus, si l'Etat réduit ses dépenses, la classe capitaliste verra ses impôts s'élever moins rapidement: elle aura donc plus d'argent à réinvestir dans ses entreprises.

—Pour l'Etat, le meilleur moyen de réduire ses dépenses est le même que la classe capitaliste utilise dans ses usines et ses bureaux: accroître la productivité et l'intensité du travail, c'est-à-dire faire en sorte qu'un travailleur accomplisse les tâches de deux.

—Contre cela, il faut immédiatement:

- lutter pour la sécurité d'emploi réelle et inconditionnelle, c'est-à-dire pour que le personnel par patient, étudiant ou autre et par tâche demeure au moins le même, avec de meilleurs équipements (allègement des tâches et réduction du temps de travail).

- lutter pour des augmentations réelles de salaires, c'est-à-dire avec indexation réduisant les écarts et ajoutée au salaire de base, sans hausse de prix dans les cafétérias, avec stationnement gratuit, etc...

- lutter pour des horaires décents (c.f. congés, rotation, vacances), et de là pour l'augmentation du personnel contre la mobilité.

- lutter pour la protection des droits acquis

- lutter, et ceci concerne plus particulièrement les femmes, pour le salaire égal à travail égal, pour des garderies gratuites payées par l'Etat et contrôlées par les travailleurs, pour des congés de maternité pleinement payés.

- lutter sur les questions de classification et de professionnalisation de la main-d'oeuvre.

—Il faut aussi lutter

- pour le droit pour tous à l'accès à de meilleurs services de santé et d'éducation;

- pour que la note soit payée par la classe capitaliste: que ses impôts soient augmentés, que l'Etat cesse ses politiques de subventions, d'impôts différés, de prêts à taux d'intérêt privilégiés.

- pour la transformation et la démocratisation des syndicats, afin que les travailleurs puissent eux-mêmes prendre en mains et avec vigueur la défense de ces intérêts, et donc ne plus accepter que les syndicats participent à la rentabilisation que veut imposer l'Etat (contre les comités paritaires).

- pour la solidarité et l'unité entre tous les travailleurs, qu'ils soient du secteur privé ou public, afin que leur ennemi commun, la classe bourgeoise et son Etat, ne puisse plus être en mesure de les jouer les uns contre les autres en transformant les gains des uns en pertes pour les autres.

—Enfin, étant donné que l'Etat est au Québec celui de la bourgeoisie, et que par conséquent il ne pourra jamais défendre et mettre de l'avant les intérêts des travailleurs, il faut lutter pour l'organisation de tous les travailleurs dans une même lutte contre la bourgeoisie et son principal instrument d'oppression: l'Etat capitaliste.

Qui sont ces employés de banque

A propos de la grève des employés de banque

Ce texte a été publié par la revue Communisme en août 1974. Nous le reproduisons dans ce numéro pour l'intérêt qu'il comporte quant à l'analyse des conditions de travail de cette couche du prolétariat et qui contribue à l'analyse générale des travailleurs des services.

Le lecteur notera cependant certaines divergences quant à l'analyse de classes par rapport à notre propre analyse qui demeure quant à nous plus juste tout en tenant mieux compte de la situation particulière du Québec.

Mobilisation

Thomas Trudon

La grève des banques de ce début d'année 1974 à laquelle ont participé, sous des formes nouvelles dans ce secteur, plus de 100.000 employés pendant un mois pour le plus grand nombre (plus de 2 mois dans certains services du Crédit Lyonnais) a révélé l'importante évolution de cette couche de travailleurs depuis un certain nombre d'années, tant du point de vue de leurs conditions objectives de travail et de vie, que de celui de leur idéologie.

Elle a révélé également les fortes contradictions qui caractérisent cette fraction de la petite-bourgeoisie, du fait des influences des deux classes antagoniques de notre société — bourgeoisie et prolétariat — qui s'y affrontent.

Elle a révélé enfin — surtout pour les marxistes-léninistes qui y ont participé — la grande ignorance de notre mouvement des caractères spécifiques de cette couche et de son évolution, avec pour conséquence l'incapacité d'avancer des perspectives marxistes-léninistes appropriées.

Or une chose est certaine : ces employés seront dans leur grande majorité des alliés proches du prolétariat dans la révolution. Il est donc essentiel du point de vue de l'avenir pour le prolétariat, son avant-garde marxiste-léniniste, les ouvriers conscients, d'avancer dès maintenant dans la connaissance de ces proches alliés de façon à être en mesure de les diriger demain dans la lutte pour le socialisme.

C'est pourquoi il ne s'agit pas ici de décrire les péripéties de cette grève, ses faiblesses et ses acquis, ni même la nouvelle trahison éclatante des syndicats réformistes (principalement de la CGT) : il s'agit d'apporter quelques éléments d'analyse de cette fraction en pleine transformation de la petite-bourgeoisie que sont les employés de banque.

Le premier point à éclaircir, c'est la fonction du capital bancaire dans l'économie capitaliste et son évolution en France depuis 25 ans : c'est en effet la base de tous les traits caractéristiques et de toutes les transformations intervenues au sein de cette couche de travailleurs.

Lorsqu'un capitaliste investit son capital dans la production d'une marchandise, il s'approprie au cours du processus de production une certaine masse de plus-value correspondant au temps de travail non payé de ses ouvriers.



A ce stade cependant, la plus-value est « enfermée » dans la marchandise. Or, si le capitaliste a réuni toutes les conditions de la production, c'est dans un but unique : réaliser la plus-value en argent, afin que cette somme d'argent s'ajoutant au capital initial lui permette de renouveler la production (c'est-à-dire l'exploitation des ouvriers) sur une plus grande échelle.

Ainsi pour le capitaliste, vendre la marchandise est tout aussi important que la produire : toute marchandise produite et non vendue (conservée en stock) représente pour lui du capital immobilisé qui ne peut être transformé en nouvelle plus-value par les ouvriers qu'il exploite. Qu'il parvienne à produire et à vendre 2.000 marchandises au lieu de 1.000 en une année et son taux de profit — pour un même capital initial et toutes conditions égales par ailleurs — doublera.

Par conséquent, accélérer la vente des marchandises, c'est-à-dire accélérer la rotation du capital, est un moyen qui permet au capitaliste d'accroître fortement le taux de profit.

C'est pourquoi la bourgeoisie consacre une partie du capital total (et concède une partie de la plus-value) qu'elle a accumulés et qu'elle accumule sur le dos de la classe ouvrière à certains capitalistes dont l'activité a pour fonction cette accélération de la rotation du capital : le commerce, la publicité, la banque...

Or depuis son origine, mais de façon plus prononcée depuis un quart de siècle, la bourgeoisie se heurte à une contradiction fondamentale liée aux transformations intervenues dans la sphère de production et qui se traduit par la tendance accélérée à la baisse du taux moyen de profit. C'est précisément pour lutter contre cette tendance à la baisse du taux moyen de profit que la bourgeoisie a cherché par tous les moyens, surtout depuis 25 ans, à accélérer la rotation du capital. Le développement de la publicité, la croissance et la concentration du commerce, le rôle de plus en plus important du secteur bancaire à tous les stades de la production et de la distribution des marchandises résultent de la nécessité pour la bourgeoisie de vendre au plus vite toute marchandise produite, de ne pas laisser un gramme de capital inemployé.

Telles sont les bases fondamentales qui expliquent le développement extrêmement rapide de ce que l'économie bourgeoise appelle le « secteur tertiaire », et plus particulièrement du secteur bancaire.

Dans ce processus d'accélération de la rotation du capital, les banques et les établissements financiers interviennent principalement de deux façons :

- attirer dans leurs coffres toute l'épargne disponible des travailleurs, de façon à la transformer immédiatement en nouveau capital par le crédit consenti aux autres firmes capitalistes ;
- accorder des crédits aux travailleurs pour permettre et accélérer la vente de marchandises telles que les logements, les voitures ou toutes autres dépenses.

Lorsque les banques étalent de telles publicités sur les murs, elles ne parlent pas seulement en leur nom, mais au nom du capital tout entier dont elles favorisent l'accumulation, principalement en fournissant aux trusts capitalistes des crédits d'investissement. C'est au cours des années 1960-1970 que le rôle joué par les banques en France dans le processus d'accumulation du capital a pris une importance considérable (1) : entre 1960 et 1971, les crédits d'investissement accordés par les banques aux entreprises capitalistes ont été multipliés par 30 (de 4,3 milliards de F à 118 milliards de F).

Outre ce concours direct à l'accumulation du capital, les banques favorisent la circulation du capital par les crédits à court



(1) Les données qui suivent sont extraites du rapport du Conseil National du Crédit.

terme aux entreprises (par exemple pour financer les stocks) qui ont également fortement augmenté (de 45 milliards de F en 1960 à 206 milliards en 1971).

Enfin, la position stratégique des banques dans l'économie capitaliste leur permet de s'approprier une part non négligeable de la masse totale de la plus-value (d'une part en prêtant à 12 ou 15 % de l'argent qu'elles empruntent à 3 ou 4 % ; d'autre part en réalisant des opérations fructueuses ou de la spéculation monétaire au moyen des masses énormes de capitaux qui leur passent entre les mains). Elles peuvent ainsi avec les capitaux propres qu'elles accumulent prendre des participations et contrôler des secteurs de plus en plus vastes de l'économie capitaliste. Le montant de leurs participations propres dans les entreprises serait passé de 1,6 milliards de F en 1960 à 6,7 milliards de F en 1970. La Banque de l'Indochine à elle seule possède des participations dans des centaines de sociétés, dont le montant total est estimé (bien en dessous de sa valeur réelle) à plus de 3 milliards de F. Le portefeuille de la Banque de Suez s'élève à 1,7 milliards de F.

Où trouver tout cet argent ?

En organisant de façon de plus en plus systématique un véritable *racket de l'épargne des travailleurs* : l'objectif des banquiers est que tout argent qui n'est pas dépensé immédiatement par le travailleur doit lui être confié. Alors qu'en 1960 la quasi-totalité des comptes en banque étaient ceux des cadres supérieurs et moyens, les banquiers ont fait une percée durant les 10 dernières années en direction des employés, des agriculteurs et des ouvriers. Aujourd'hui, près de 60 % des ménages ouvriers ont un compte en banque (28 % en 1966). Et pour favoriser ce mouvement, on fait passer une loi imposant le paiement par chèque de tous les salaires supérieurs à 1.000 F (aujourd'hui 1.500 F). Ainsi la valeur totale des sommes déposées en compte bancaire est-elle passée de 111 milliards de F en 1965 à 182 milliards de F en 1971.

C'est également dans le but de dénicher l'argent partout où il se trouve que les banques construisent des agences à tour de bras : il y en avait 5.000 en 1968 ; on en compte près de 10.000 aujourd'hui. Il va bientôt y avoir plus d'agences de banque que de cafés en France !

Le capitalisme s'est toujours heurté à une contradiction qu'il ne pourra jamais résoudre : il développe la production de façon illimitée (pour réaliser le maximum de profit), mais il se heurte pour l'écoulement des marchandises produites aux limites du pouvoir d'achat qu'il impose lui-même à la grande majorité des travailleurs.

C'est pourquoi, par l'intermédiaire des banques, il a développé une technique destinée à repousser artificiellement cette limite : c'est le « crédit à la consommation » qui permet au travailleur d'acheter des marchandises qu'il paiera avec son salaire futur.

Les crédits ainsi accordés pour l'achat des voitures, des appareils ménagers ou des meubles est passé de 1,9 milliards de F en 1960 à plus de 8 milliards en 1971 ; les crédits pour l'achat des logements sont passés de 15 milliards en 1964 à près de 60 milliards aujourd'hui.

En réalité cela ne résout en rien la contradiction indiquée plus haut, car si le pouvoir d'achat du travailleur est augmenté brusquement au moment de l'ouverture du crédit, il est limité par la suite non seulement par le remboursement du prêt, mais par le paiement des intérêts extrêmement élevé (15 %, 20 % et même plus) que prélèvent les banques.

L'acquisition de ce type de marchandises est le plus souvent une nécessité pour les travailleurs, compte tenu des conditions de vie et de travail que leur impose la bourgeoisie. Mais ils ne peuvent les acquérir autrement qu'en empruntant et en s'endettant : les banques profitent de cette situation pour accaparer au passage une part non négligeable de la plus-value.



De cette description rapide des fonctions et du développement considérable du capital bancaire depuis 25 ans, une conclusion se dégage : la banque qui, jusqu'à une époque récente était une affaire « entre bourgeois », intervient aujourd'hui dans la vie de presque tous les travailleurs à travers de multiples opérations. Et la « production » de la banque, qui au 19^e siècle était artisanale, est devenue particulièrement depuis 25 ans une « production de masse ». La masse des opérations traitées par le personnel des banques s'est accrue de façon plus rapide encore que le volume des crédits accordés ou de l'épargne collectée indiqués plus haut.

On a calculé qu'en 1972, le personnel des banques avait traité 600 millions de chèques et plus d'un milliard de « petits bouts de papiers » divers.

S'il avait fallu faire ce travail avec les mêmes méthodes et les mêmes techniques qu'il y a 25 ans, le personnel des banques — qui était au nombre de 100.000 au lendemain de la guerre — aurait dû être multiplié par 10.

C'est pourquoi, comme tous les patrons, mais un demi siècle après ceux de l'industrie, les patrons de la banque, afin d'accroître leur capacité concurrentielle et la masse de leur profit, ont introduit en grand les méthodes du *Taylorisme*. La machine qui a rendu possible l'introduction de ces méthodes à un haut degré, c'est l'ordinateur qui permet de réaliser en une seconde ce que deux ou trois cents employés réaliseraient en 6 mois.

L'introduction de l'ordinateur, apparu au milieu des années 60 et qui étend progressivement son domaine d'intervention à toutes les activités de la banque, explique en grande partie les problèmes que connaissent aujourd'hui les employés de banque. Car elle entraîne les mêmes conséquences que celles qui ont accompagné l'application de la mécanisation et du taylorisme dans l'industrie : mise au rebut de bataillons entiers d'employés, mise en place de grandes concentrations d'employés — « serviteurs de la Machine », — division du travail poussée à l'extrême, déqualification, cadences...

Mais avec l'introduction de l'ordinateur et la rationalisation du travail, le capital bancaire a atteint ses objectifs : la productivité et la rentabilité du personnel a fait un bond en avant. Alors qu'en 1958, pour 100 F de frais de personnel, le banquier réalisait en moyenne 197 F de recettes, en 1970 il réalisait 371 F de recette.

Les banques emploient aujourd'hui entre 190.000 et 200.000 personnes (non inclus les Caisses d'Epargne, les organismes publics de crédit, la Banque de France...). Les employés représentent 57 % du personnel, les gradés (1) 32 % et les cadres 11 %. Il s'agit là d'une moyenne : la proportion des cadres dans les banques d'affaires (du type Banque de Paris et des Pays Bas) peut atteindre 30 %.

L'origine ou les affinités de classes des employés de banque a subi une évolution importante depuis 25 ans.

Au 19^e siècle et au début du 20^e siècle, les employés étaient surtout des « fils de famille » : le fils ou le neveu du patron ou de ses clients qui était destiné à « faire carrière ».

Durant la première moitié du 20^e siècle, on a assisté à une relative stabilisation des effectifs, si bien qu'outre les employés d'origine bourgeoise (fils de petits patrons ruinés), bon nombre d'employés étaient fils d'employés, de petits commerçants ou d'artisans : l'essentiel du mouvement était donc un transfert d'une

(1) Les « gradés » dans la banque sont assez proches des techniciens dans l'industrie : anciens employés, très qualifiés dans une technique donnée. Il n'y a pratiquement pas de différence entre les gradés du bas de l'échelle et les employés ; certains gradés ont des fonctions hiérarchiques.



Pour résumer, disons encore que pour chaque travailleur, l'investissement du capitaliste en capital variable est déterminé par la valeur de sa force de travail, ou autrement dit, que le capitaliste tend à payer la force de travail à sa valeur. Or, "pour modifier la nature humaine de manière à lui faire acquérir aptitude, précision et célérité dans un genre de travail déterminé, c'est-à-dire pour en faire une force de travail développée dans un sens spécial, il faut une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalents en marchandises. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe de la force de travail. Les frais d'éducation, très minimes d'ailleurs pour la force de travail simple, rentrent dans le total des marchandises nécessaires à sa production." (c.f. Livre I, pp. 133-134). Or, les frais de ce type (auxquels on peut entre autres ajouter les frais nécessaires à l'entretien des appareils de santé) tendent évidemment à augmenter à mesure que se développent les forces productives; ils font donc augmenter la valeur de la force de travail. Inverse-

ment, réduire les coûts de reproduction de la force de travail (dont ces frais) introduit une **pression** à la baisse générale des salaires, et de là à la baisse générale des coûts de production des marchandises dans les usines capitalistes; donc, une pression à la hausse du taux de profit.

Du point de vue de la bourgeoisie, il y a deux façons de procéder à cette réduction:

- réduire le coût d'entretien des services en question;
- hausser le taux d'imposition sur les revenus des particuliers, donc principalement du prolétariat.

Du point de vue du prolétariat cependant, ces deux méthodes ne sont que deux facettes d'une même médaille, aboutissant à lui en faire porter tout le poids. En effet, dans les appareils de reproduction de la force de travail (comme ailleurs), les deux moyens privilégiés pour réduire les coûts sont l'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail et les conséquences qu'elles engendrent: la réduction de la valeur de la force de travail, le chômage, et la détérioration des

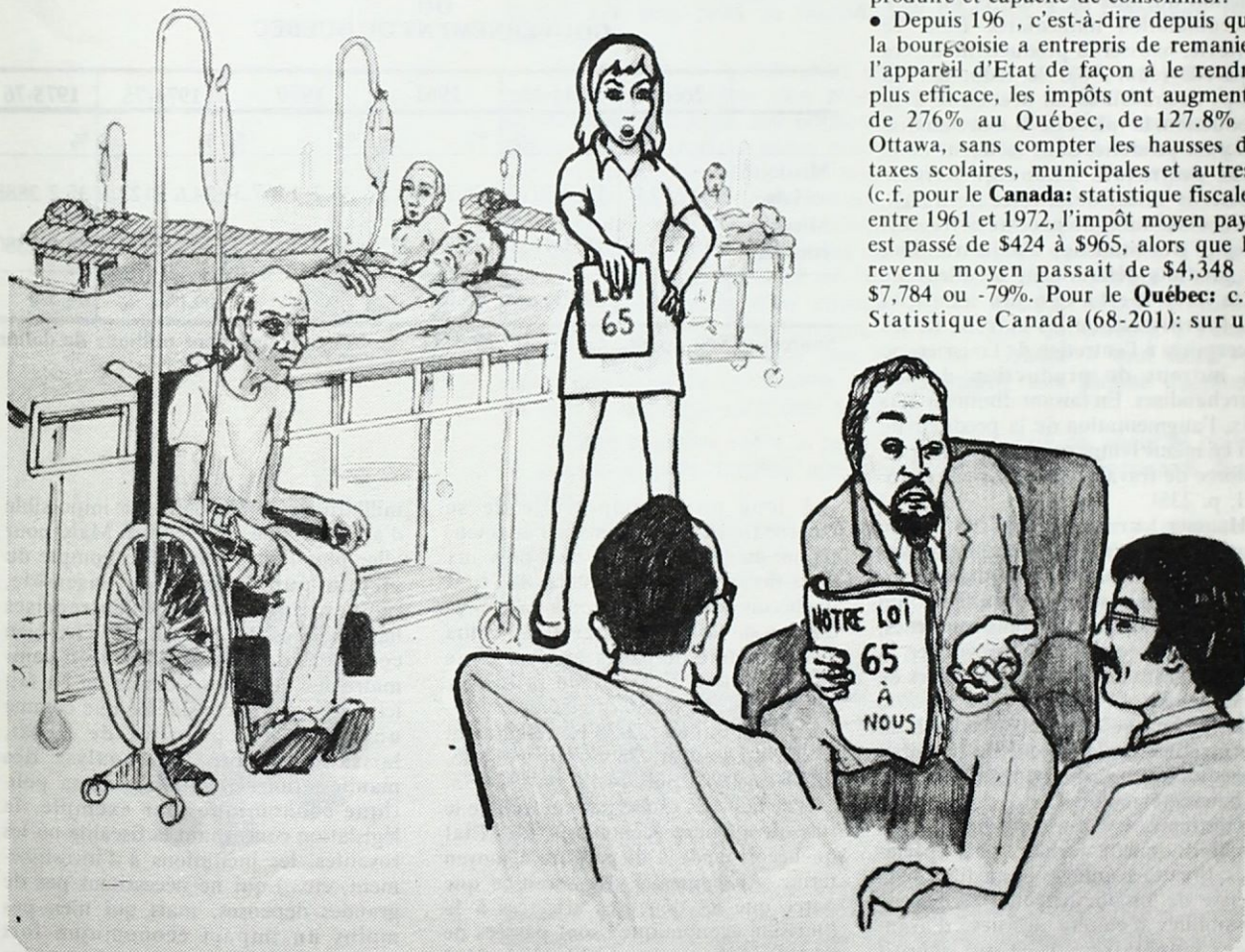
conditions de travail. Autrement dit, c'est toujours le prolétariat qui paye pour sa reproduction en tant que prolétariat.

Au Québec actuellement, la bourgeoisie ne peut utiliser les hausses d'impôts aux particuliers qu'avec précaution, parce que:

- Hausser les impôts du prolétariat peut réduire les dépenses que doivent consentir les capitalistes, mais ne réduit pas nécessairement le coût global d'entretien de ces appareils. Et comme la valeur de la force de travail a tout-de-même augmenté de 36.8% entre 1961 et 1974 (compte tenu de l'inflation; comme indice de la valeur de la force de travail, nous prenons ici l'augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne telle que fournie par statistiques Canada, moins l'augmentation de l'indice général des prix à la consommation entre 1961 et août 1974), cela pourrait avoir pour conséquence de nouvelles tendances à la hausse. C'est la raison **principale**.

- Trop d'impôts réduit la capacité de consommation du prolétariat, et accentue la contradiction entre capacité de produire et capacité de consommer.

- Depuis 196 , c'est-à-dire depuis que la bourgeoisie a entrepris de remanier l'appareil d'Etat de façon à le rendre plus efficace, les impôts ont augmenté de 276% au Québec, de 127.8% à Ottawa, sans compter les hausses de taxes scolaires, municipales et autres. (c.f. pour le **Canada**: statistique fiscale; entre 1961 et 1972, l'impôt moyen payé est passé de \$424 à \$965, alors que le revenu moyen passait de \$4,348 à \$7,784 ou -79%. Pour le **Québec**: c.f. Statistique Canada (68-201): sur un



revenu imposable de \$4,000 on payait \$117 en 1961, et \$440 en 1972.)

- Durant la même période, et plus particulièrement au cours des trois dernières années, l'inflation a considérablement rongé les revenus de la classe ouvrière, et de là sa capacité de payer de nouveaux impôts.

- Hausser les impôts de la classe ouvrière pourrait aussi entraîner une hausse pour les capitalistes.

Dans ce contexte donc, une hausse nominale des impôts (alors que de plus ils sont déjà haussés par l'inflation), risque d'élever encore le niveau de combativité du prolétariat, et de provoquer une crise sociale plus grave que la seule crise économique.

C'est pourquoi actuellement la première solution paraît plus appropriée, et ce pour trois ordres de raisons, selon les priorités suivantes:

I.

- La productivité de l'appareil de reproduction de la force de travail est plus basse que celle des appareils de production et de circulation (c'est normal en effet que les capitalistes haussent la productivité d'abord en fonction du taux de profit et du taux d'accumulation immédiats). Dans ce contexte, hausser la productivité de ces appareils réduit, par la réduction du temps de travail social nécessaire à sa production, la valeur de la marchandise qui y est produite, donc la valeur de la force de travail: "Pour qu'il fasse baisser la valeur de la force de travail, l'accroissement de productivité doit affecter des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire des industries qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier, ou les moyens de production de ces marchandises. En faisant diminuer leur prix, l'augmentation de la productivité fait en même temps tomber la valeur de la force de travail." (c.f. Livre I, chap. XII, p. 235).

- Hausser leur productivité ne touche pas directement à court terme ou immédiatement l'ensemble du prolétariat, mais seulement les travailleurs qui travaillent dans les appareils concernés, avec la conséquence de provoquer la division entre les différentes couches de travailleurs.

- Le chômage ainsi créé accroît la concurrence sur le marché du travail et introduit une pression supplémentaire à la baisse des salaires.

- Une couche de travailleurs de ces appareils, mieux formés, plus spécialisés, tire des avantages immédiats de la hausse de productivité (en termes de possibilités d'emploi accrues, d'avantages monétaires...), ce qui accroît

encore la division au sein du prolétariat, et permet à la bourgeoisie de récolter les fruits des dépenses consenties antérieurement pour leur formation.

II.

- Réduire les coûts d'entretien de la force de travail permet aux capitalistes de réduire leurs impôts et de conserver une plus grande somme de plus-value pour utiliser comme capital productif.

- L'Etat peut, sinon réduire sa dette, du moins l'augmenter moins rapidement; donc des liquidités plus grandes peuvent être prêtées par les institutions financières aux capitalistes propriétaires de moyens de production et de circulation.

- Contrairement aux effets de la hausse des impôts, la petite-bourgeoisie en tire des avantages monétaires (par exemple, plus d'actes posés dans les hôpitaux) ainsi qu'au niveau de certaines de leurs conditions de travail (meilleur équipement, possibilité de se décharger de certaines tâches sur un personnel

subalterne plus spécialisé...), et des possibilités d'emploi. Cela l'éloigne encore plus des intérêts du prolétariat.

III.

- Augmenter la productivité des appareils de reproduction favorise la production capitaliste par les achats supplémentaires d'équipements.

- Cela permet à l'Etat d'affecter des dépenses supérieures à d'autres postes, dont l'importance par rapport à l'appareil de reproduction de la force de travail varie selon la conjoncture (expansion économique, appareil répressif...).

Les principaux appareils de reproduction de la force de travail

Concrètement, on constate la nécessité pour l'Etat capitaliste québécois de procéder à une réduction des frais d'entretien des appareils de reproduction de la force de travail par un examen sommaire des dépenses gouvernementales qui y sont affectées:

**DEPENSES GENERALES
DU
GOUVERNEMENT DU QUEBEC**

	?céc-èi		1944-45		1961		1970		1974-75		1975-76	
	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
Mission sociale	10.2	2.9	19.6	21.1	36.2	403.5	36.2	1467.3	34.6	2123.1	35.2	2888.2
Mission éducative	9.7	2.8	15.3	16.3	26.5	275	30.3	1225.3	30	1842.7	29.1	2380.9
	19.9%		34.9%		65.5%				64.6%		64.3%	

Sources: CSN: op.cit., La Presse, 29 3 74.

Les \$ signifient millions de dollars.

A long terme, impossible de se méprendre sur la tendance à l'augmentation: du cinquième, au tiers puis aux deux-tiers des dépenses totales de l'Etat québécois sont consacrées à la reproduction de la force de travail, au cours des cinquante dernières années. Cette augmentation s'est même faite aux dépens des dépenses directement économiques, qui en '22-23 représentaient 51.2% du budget, 35.9% en 1944-45, 21.2% en 1961, puis 14.1% en 1974-75.

Il ne faut pas croire par contre que le rôle directement économique de l'Etat québécois tende à disparaître à moyen terme. Au contraire. Ne serait-ce que parce que les dépenses affectées à la "mission économique" sont passées de \$14.9 millions en 1922-23 à \$1.3

milliard en 1975-76, il est impossible d'affirmer une telle chose. Mais pour aller plus loin, il faut tenir compte du secteur public dans son ensemble, incluant entre autres les entreprises nationalisées. De plus, il faut être bien conscient qu'une présentation sommaire des dépenses, comme on l'a fait ici, ne peut être considérée que comme un indice des priorités de l'Etat, laissant de côté une analyse des manifestations qualitatives de sa politique économique (par exemple, la législation concernant la fiscalité ou les royautés, les incitations à l'investissement, etc...) qui ne nécessitent pas de grandes dépenses, mais qui n'en pas moins un impact économique fort important. Enfin, pour pousser plus

En raison de la spéculation immobilière effrénée (à laquelle par ailleurs les banques prennent une part active), le prix du mètre carré de bureau dans le centre de Paris atteint des prix faramineux. Aussi les banquiers ont-ils commencé à déporter des services entiers en grande banlieue ou même dans les villes de province proche, avec toutes les conséquences qu'on imagine pour les employés : difficulté de trouver un nouveau logement ou temps de transport fortement allongés.

Mais par ailleurs, pour les services qui ne peuvent être décentralisés, les patrons de la banque, afin d'économiser des mètres carrés, d'une part n'augmentent pas les effectifs autant que l'accroissement du volume de travail l'exigerait, d'autre part entassent les employés dans des locaux trop exigus. C'est ainsi que, tout au début de la dernière grève, dans un service de 211 personnes au Crédit Lyonnais, les employés ont obtenu un renforcement de 45 personnes (ce qui permet de mesurer l'insuffisance de personnel qui existait).

Les conditions de travail dans les agences sont assez différentes de celles existant dans les services administratifs centraux. Elles sont caractérisées entre autre par le petit nombre des employés dans une agence (ce qui détermine des rapports différents entre eux et entre eux et la hiérarchie) et par le contact avec la clientèle (ce qui tend à déterminer certaines attitudes plus proches de celles du commerçant). Ce sont ces conditions différentes qui ont fait que la participation à la grève était moins élevée dans les agences (estimée à 20 % de grévistes en moyenne) que dans les sièges centraux (60 %). Les employés d'agence forment à peu près la moitié des effectifs des employés de banque.

Cependant la concurrence acharnée que se font les banques pour attirer l'épargne des travailleurs a une influence sur les conditions de travail des employés d'agence. En effet, comme les banquiers s'entendent entre eux pour ne pas se faire concurrence sur les taux d'intérêts (en augmentant les taux d'épargne, en abaissant les taux des prêts), la concurrence se fait sur de nombreux « gadgets » qui n'ont plus rien à voir avec l'activité des banques : outre les formes de plus en plus complexes d'épargnes, on aguiche le client en lui proposant des contrats d'assurance, l'organisation d'un voyage, ou la location d'une voiture. Dans ces conditions les patrons de la banque demandent à l'employé d'agence de devenir une sorte de « bonne à tout faire », sans qualification ni salaire correspondant aux tâches de plus en plus complexes qu'il doit assurer.

Il faut signaler enfin le problème du manque de sécurité pour le personnel des petites agences face à la recrudescence des hold-up.

D'une façon générale, ce sont les femmes et les jeunes qui supportent les conditions de travail les plus pénibles, parce que les unes et les autres forment l'essentiel du personnel non qualifié ou peu qualifié.

Les salaires des employés de banque sont légèrement supérieurs à ceux de l'ensemble des employés : la moyenne mensuelle s'établirait autour de 1.900 F à Paris et 1.500 à 1.600 F en province. Les salaires les plus bas étaient (avant la grève) ceux des jeunes sans qualification ni ancienneté à l'embauche dans les banques nationalisées : 1.050 F par mois. Après plus de deux mois de grève au Crédit Lyonnais, ce minimum a été porté à 1.200 F environ.

Cependant le salaire mensuel ne reflète pas exactement la totalité des revenus des employés de banque. En effet diverses primes réparties au cours de l'année et surtout en fin d'année font que les employés touchent 14 à 15 mensualités par an.



La base correcte de comparaison est donc le salaire annuel.

Sur cette base, les dernières statistiques de l'INSEE (portant sur 1969) indiquaient que les salaires moyens des employés de banque et d'assurance étaient supérieurs de 11 % à ceux de l'ensemble des employés et de 20 % à ceux de l'ensemble des ouvriers. La différence de rémunération entre employés et ouvriers est plus élevée en réalité, si l'on considère que la semaine de 40 heures est effective pour la grande majorité des employés, alors que le salaire moyen des ouvriers résulte pour une partie non négligeable de la rémunération des heures supplémentaires.

Cependant la tendance depuis une dizaine d'années est très nettement à la baisse du salaire moyen des employés de banque pour toute une série de raisons :

- l'embauche récente et importante de jeunes permet aux patrons de la banque de faire l'économie des primes d'ancienneté. Or ces primes peuvent représenter jusqu'à 30 % du salaire des employés les plus anciens ;
- l'augmentation de l'effectif féminin permet au patron de bénéficier de la différence de rémunération existant entre les hommes et les femmes (cette différence est cependant moindre dans le secteur bancaire que dans d'autres secteurs) ;
- la décentralisation en province contribue à réduire également les frais de personnel des banques (les salaires en province sont de 20 à 25 % inférieurs aux salaires dans la région parisienne) ;
- enfin la tendance à la déqualification d'un très grand nombre d'emplois renforce la baisse du salaire moyen des employés de banque.

Ainsi, si l'on considère la grande majorité des employés de banque, on constate que la bourgeoisie en raison de l'évolution nécessaire du mode de production capitaliste, ne peut plus autant qu'autrefois accorder à ses employés un statut matériel relativement privilégié (par rapport à la classe ouvrière). C'est pourquoi une fraction des employés de banque, un *semi-prolétariat* de plus en plus nombreux, dont les conditions de travail et de rémunération se rapprochent sans cesse de celles du prolétariat, au sein duquel l'influence idéologique directe ou indirecte du prolétariat se renforce, commence à bouleverser les rapports de classe traditionnels que le patronat bancaire impose depuis plus d'un siècle au sein de ses établissements. La grève récente, longue et opiniâtre dans des conditions difficiles, est l'expression de cette nouvelle couche d'employés en formation et elle a certainement contribué à amorcer sa propre prise de conscience en tant que semi-prolétariat.

Les patrons de la banque ont depuis fort longtemps et avec minutie mis en place toute une série de mesures et imposé des modèles de rapports dans le travail dont l'objectif précis est le suivant :

Pour ce faire il cherche à développer le carriérisme, l'individualisme et l'esprit de soumission.

Le carriérisme repose d'une part sur la mise en place d'une hiérarchie aux nombreux échelons (4 « classes » chez les employés, 2 « classes » chez les gradés...) et d'autre part sur le fait de répandre l'illusion qu'il existe des différences qualitatives importantes d'un échelon à l'autre.

Un exemple illustre bien cette tactique du patronat de la banque : dans un établissement de nombreux employés ont révélé que, lors de leur nomination à un échelon supérieur, leur chef de service leur avait « conseillé » de cesser de tutoyer leurs anciens collègues de même échelon et de les vouvoyer « pour marquer la différence »...



Le but de l'idéologie ainsi répandue est que d'une part l'employé ait l'ambition de « grimper », mais que d'autre part cette ambition soit limitée, c'est à dire que l'employé considère comme une réussite personnelle le fait de passer de la classe 1 à la classe 4 au cours de toute une vie de travail (et à condition d'un travail assidu).

L'individualisme et l'esprit de soumission sont développés par un certain nombre de mesures pratiques et par un type de rapport hiérarchique dont l'expression générale est le paternalisme : à travail égal, salaires « à la tête du client » ; primes de fin d'année établies par le chef de service sur des critères délibérément subjectifs... Tout cela a pour but d'organiser la compétition entre les employés pour l'estime de la direction, et ainsi de briser l'esprit de solidarité et l'esprit de lutte.

La plus belle expression du paternalisme est l'existence dans certaines banques de carnets individuels d'appréciation dans lesquels chaque année le chef de service note si l'employé a été assidu ou non, aimable ou désagréable avec ses collègues ou ses chefs, s'il ne s'absente pas trop souvent pour aller aux toilettes.. et autres remarques du même acabit. Une employée de 45 ans racontait lors de la grève qu'elle avait déclaré à son chef de service que, contrairement à elle-même, sa fille de 10 ans n'avait plus depuis longtemps de tels « carnets d'appréciation » à l'école !

Il est certain que l'idéologie paternaliste, individualiste et carriériste ainsi répandue par les patrons de la banque, domine encore une fraction relativement importante des employés. Les patrons sont d'ailleurs aidés dans ce domaine par les syndicats de collaboration de classe tels que le Syndicat National des Banques ou certaines sections de Force Ouvrière, dont c'est la fonction principale.

Cependant la dernière grève a montré clairement que les nouvelles conditions objectives et subjectives qui ont été analysées plus haut contribuent à démystifier largement le paternalisme traditionnel auprès d'un grand nombre d'employés et qu'il n'est plus une arme efficace pour briser leurs luttes.

Aussi faut-il s'attendre — à la mesure du développement des luttes — à un changement de tactique du patronat au profit de méthodes plus classiques et plus brutales de répression. Cela renforcera parmi les employés la conscience des contradictions qui les opposent à la bourgeoisie dans son ensemble.

La situation matérielle des employés de banque fait de cette couche, comme nous l'avons vu, une alliée proche de la classe ouvrière. Il faut souligner enfin l'importance de leur place à un point névralgique du système, qui leur permet éventuellement de bloquer ou de contrôler un lieu sensible pour le capital. Au Portugal, par exemple, lors du renversement de Caetano, les employés de banque ont empêché et bloqué en partie les sorties de capitaux.

En conclusion, il convient de poser quelques questions qui n'ont pas été abordées. Les faibles acquis politiques et théoriques du mouvement marxiste-léniniste ne permettent pas encore d'y répondre. Il est pourtant nécessaire de les formuler clairement et de chercher à y répondre partiellement déjà par l'étude et l'enquête, car la tactique du prolétariat vis-à-vis de cette couche de travailleurs en dépend.

— Quelle est la conception des différentes couches au sein des employés de banque vis-à-vis de la révolution socialiste ? Quels sont les courants politiques principaux par lesquels ils s'expriment, et quels courants seront renforcés par le développement de la crise capitaliste (courant authentiquement prolétarien, courant gauchiste, courant fascisant) ?

— Quel programme, quelle tactique le mouvement marxiste-léniniste doit-il mettre en avant pour rallier cette fraction de la petite-bourgeoisie à l'œuvre de destruction de la société impérialiste, pour la construction de la société socialiste en France ?



Nouvelles stratégie et tactiques de la révolution Porto-Ricaine

TRICONTINENTAL

Tiré de "Organe théorique du Secrétariat Exécutif de l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine."

Le Parti Socialiste Porto-Ricain a tenu, les 23 et 24 février et le 3 mars derniers, un Congrès Extraordinaire auquel assistèrent environ quatre cents délégués des organismes de base de tout le pays. Cette réunion marquait l'aboutissement d'un processus très intense d'évaluation des importantes expériences accumulées durant plus de quinze ans de lutte, d'abord en tant que Mouvement Pro-Indépendance de Porto Rico, et depuis 1971, en tant que Parti Socialiste Porto Ricain. Le résultat de ces analyses et discussions menées par chaque militant de l'Organisation a été recueilli en un document qui, après avoir été approuvé par cette Assemblée, est devenu la nouvelle thèse politique. Sous le titre de "L'Alternative Socialiste", il représente un remarquable saut qualitatif pour notre Organisation et pour toutes les forces révolutionnaires porto-ricaines en général. Le but de cet article est de divulguer le plus possible les questions fondamentales qu'analyse ce document, qui étudie en profondeur la situation actuelle du peuple porto-ricain et présente les stratégies et les tactiques mises au point par son avant-garde, le Parti Socialiste Porto-Ricain.

La réalité nationale

Structure de classe

PORTO RICO EST UNE CLASSIQUE COLONIE de l'impérialisme yankee en Amérique Latine. Les Nord-Américains contrôlent et dominent directement nos structures juridico-politique, sociale et économique. La fonction de bastion économique et militaire assignée par l'impérialisme à sa colonie, en tant que fer de lance pour sa pénétration économique, politique et militaire en Amérique Latine, y a fait du capitalisme moderne le mode de production dominant. Notre nature coloniale capitaliste nous différencie en ce sens du classique processus colonial. La forme d'exploitation économique caractéristique d'une situation de colonialisme classique dépend du niveau de développement des forces productives et des rapports de production atteint par le pays colonisateur. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions comprendre, par exemple, les différences entre les colonies portugaises et la colonie yankee de Porto Rico.

Cette caractérisation de notre société comme colonie capitaliste de l'empire bourgeois le plus développé qu'ait jamais connu l'humanité a engendré, en corrélation avec les forces de production et les rapports sociaux agraires qui nous caractérisaient dans des phases historiques antérieures, une structure de classes qui voit s'affronter deux groupes sociaux fondamentaux et antagoniques: la bourgeoisie et le prolétariat. Non que nous niions l'existence d'autres groupes ou d'autres classes sociales au sein de notre société, sinon que nous nous arrêtons aux principaux protagonistes et antagonistes de la société porto-ricaine.

A Porto Rico, en raison de la domination quasiment absolue qu'exerce la bourgeoisie monopolistique yankee sur tous les moyens de production, il n'existe pas de bourgeoisie nationale. Le développement colonial capitaliste a engendré une bourgeoisie intermédiaire et une bureaucratie exécutive coloniale complètement dépendantes de l'impérialisme en ce qui concerne la défense de

leurs intérêts de classe. Ce qui explique que les bourgeois porto-ricains n'aient jamais rien fait pour impulser un processus indépendant dans notre pays. Ayant une base matérielle relativement faible, ils prennent directement part, en tant qu'alliés mineurs, à l'exploitation de notre patrie, devenant ainsi les principaux alliés et administrateurs des intérêts yankees. Ce sont les Etats-Unis, en dernière instance, qui possèdent effectivement tout l'appareil économique et politique existant. Ce qui explique pourquoi les contradictions qui se font jour, de temps à autre, entre capitalistes yankees et porto-ricains n'en soient jamais arrivées jusqu'à présent à un point d'antagonisme ou de rupture.

La petite bourgeoisie (petits agriculteurs, artisans, petits commerçants et industriels) possède des moyens de production réduits qui, forcément soumis aux lois du marché capitaliste, subissent l'assaut et la concurrence inégale des grands monopoles. Cette classe se trouve aussi insérée dans le secteur des services. Acculée par les grandes pieuvres économiques, elle se débat désespérément pour ne pas disparaître, contrôlant un secteur toujours plus insignifiant de l'économie nationale. Dans la grande majorité des cas, elle se trouve en contradiction fondamentale avec l'impérialisme en raison de cette dynamique de disparition virtuelle ou de déplacement. Au cours de phases historique antérieures, ce sont principalement des fractions de cette classe qui ont dirigé la lutte indépendantiste, en raison de la relative faiblesse politique des autres classes. C'est une des raisons de la faiblesse de notre lutte au cours des années précédentes.

Entre la bourgeoisie et le prolétariat, il existe d'autres groupes intermédiaires, les secteurs qui ne sont pas directement liés à la production mais aux activités de la superstructure, principalement: membres des professions libérales, bureaucratie de l'Etat, étudiants, professeurs, etc. Sauf les étudiants, ce sont tous en majorité des salariés touchés par les fléaux de l'inflation, du coût élevé de la vie, des exécrables services de l'Etat et des autres problèmes qu'ils partagent avec le peuple en général. Au sein de ce groupe, les étudiants se sont toujours signalés comme un des plus importants éléments de la lutte révolutionnaire.

Le prolétariat ou classe ouvrière n'est pas limité aux travailleurs salariés qui produisent une plus-value et sont liés à la production de marchandises; il inclue également ceux qui interviennent dans le procès de circulation des marchandises et qui permettent que la plus-value qu'elles renferment se réalise et cristallise sous sa forme de capital. Ce qui nous donne un prolétariat lié aux quatre secteurs économiques fondamentaux du processus capitaliste: industriel, commercial, financier et agricole.

Parce qu'il est lié à la grande production des richesses matérielles et qu'il est le plus nombreux (250 000 environ), le prolétariat industriel est la principale fraction de la classe ouvrière. Le prolétariat lié à l'activité financière est formellement écarté de la production de marchandises, obscurcissant ainsi la véritable

nature de sa situation de classe et de son rapport de subordination au patron, le capitaliste financier. De son côté, le prolétariat commercial est fondamentalement concentré dans les grands centres commerciaux, où opèrent les gigantesques établissements qui déversent sur notre marché une part considérable de la production yankee. La dernière fraction est constituée par les ouvriers agricoles, secteur faible et instable en raison de sa liaison à un secteur économique en franche décadence dans le système colonial capitaliste. Toutes ces fractions réunies de la classe ouvrière représentent 63% d'une masse travailleuse salariée d'environ 800 000 membres. Cet aspect quantitatif, joint à l'aspect qualitatif — autrement dit, sa position déterminante face aux moyens de production — fait objectivement du prolétariat la principale base sociale de tout changement révolutionnaire dans notre pays.

Il faudrait mentionner les chômeurs, qui constituent la part inactive de la force de travail disponible pour les besoins croissants du capital. Bien que le chômage soit une des caractéristiques spécifiques de toute société capitaliste en raison des déséquilibres et des fluctuations du capital, le fait que Porto Rico soit une colonie l'aggrave encore. Le capital engendré par notre processus productif abandonne le pays pour couvrir les besoins du développement des Etats-Unis, engendrant ainsi des déséquilibres brutaux qui interdisent le réinvestissement du capital aux niveaux que les besoins de notre population exigent. Voilà pourquoi, à Porto Rico, les taux de chômage et de sous-emploi atteignent 30% (selon des sources du gouvernement des Etats-Unis), autrement dit, plus de 300 000 personnes, utilisées par les capitalistes comme arme de chantage contre les ouvriers qui réclament des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. La propagande coloniale se sert de ce fait pour attirer le capital étranger, quand elle signale qu'il existe de quatre à dix personnes disponibles pour chaque nouvel emploi. Les capitalistes imposent une concurrence destructrice entre les ouvriers afin d'engager ceux qui acceptent les salaires les plus bas.

Cependant, devant la crise économique croissante qui frappe le pays, des ouvriers autrefois actifs finiront par grossir les rangs des chômeurs et verront empirer brutalement leur situation économique. En raison de leur expérience organisationnelle et de leur discipline acquises durant des années de travail dans un atelier et/ou grâce à leur affiliation syndicale, ils pourront servir de catalyseurs à une plus grande incorporation des chômeurs à la lutte indépendantiste et socialiste.

Comme dernier élément — faute de quoi il serait impossible de comprendre pleinement la réalité sociale porto-ricaine —, nous avons l'émigration massive des travailleurs porto-ricains aux Etats-Unis, qui dure depuis 1945 et fait partie du processus de formation de notre classe ouvrière. La "Déclaration Générale de l'Assemblée Constituante du PSP" signalait :

Rien de plus approchant au trafic international d'esclaves pratiqué par les empires européens du XVIe au XIXe siècle que la politique d'exportation de travailleurs non qualifiés de l'île vers les Etats-Unis pour couvrir les besoins des industries, des services et des travaux agricoles qui croissent en marge du développement technologique de ce pays.

Il existe aux Etats-Unis des bourses de main-d'œuvre bon marché pour des tâches qu'en raison de leur moindre productivité il ne serait pas rentable de couvrir avec des travailleurs hautement qualifiés.

Plus de 2 000 000 de Porto-Ricains, soit 40% de notre population nationale, vivent aux Etats-Unis. Contrairement à d'autres émigrants, le Porto-Ricain ne rompt pas avec son passé; il envisage son déplacement comme temporaire. Mais il y a plus important: l'exploitation, l'oppression, la discrimination et l'agression culturelle aussi crues et violentes que souffre le Porto-Ricain aux Etats-Unis le convainquent de la nécessité de lutter contre les yankees qui, à Porto Rico comme aux Etats-Unis, ne l'utilisent qu'en fonction de leurs besoins en main-d'œuvre bon marché.

La structure économique

Les pays capitalistes les plus développés ont été poussés à la conquête d'autres pays principalement par la recherche de nouveaux marchés, leur production ayant dépassé leur propre demande interne. Ils cherchaient en outre des matières premières qui alimentent leur développement accéléré et une force de travail meilleur marché qui leur permette des bénéfices plus importants que dans leurs propres pays. Porto Rico est une victime de ce processus de conquête et d'appropriation.

En tant que colonie, nous avons aussi traversé l'étape d'entreprise agricole quand l'impérialisme concentra ses capitaux dans l'industrie sucrière. C'est ainsi qu'en 1952, 75% du sucre consommé aux Etats-Unis venait de Porto Rico, des Philippines, de Cuba et d'Hawaï. Etant donné que l'activité économique d'une colonie est toujours fonction des besoins des classes dominantes de la métropole, l'économie porto-ricaine s'est toujours caracté-

risée par le développement inégal des différents secteurs qui la composent: l'activité sucrière déplaça ainsi toutes les autres branches agricoles tandis que se développait une économie étroitement dépendante du capital étranger.

La décadence de l'industrie sucrière à Porto Rico, dès la fin des années 40, provient de la réduction des taux de profits des yankees. A un moment donné, Cuba et Saint-Domingue, où il existait une force de travail meilleur marché qu'à Porto Rico, offrirent des conditions d'exploitation plus favorables. Hawaï, ayant mené à bien un rapide processus de mécanisation, offrit également une agriculture plus productive que chez nous.

A partir de 1948, nous assistons à un processus d'industrialisation, engendrant dans une première étape un développement ascendant de l'industrie légère en dépendance du capital yankee, industrialisation stimulée par une force de travail bon marché, des exemptions d'impôts et les garanties offertes par un faible niveau de syndicalisation, fruit de la désarticulation de notre mouvement ouvrier par le régime. Tout ceci garantit des taux de profits dans ces secteurs bien plus élevés à Porto Rico qu'aux Etats-Unis. Au milieu des années 60, la situation s'altère, entre autres raisons, parce que notre position de marché capitait aboutit à ce que l'inflation galopante que souffraient les Etats-Unis affectât Porto Rico à un taux supérieur de 25% à celui de la métropole. Les hausses des frets, fruit de notre dépendance absolue envers la marine marchande yankee — la plus chère du monde —, atteignaient proportionnellement notre économie vingt-et-une fois plus que celle des Etats-Unis. Les accords tarifaires du Kennedy Round par lesquels les Etats-Unis accordaient quelques concessions aux pays européens rendirent de nombreux produits de l'industrie légère européenne plus compétitifs sur le marché nord-américain que les produits porto-ricains. Il y eut de surcroît une hausse de la valeur de la force de travail en raison du combatif mouvement ouvrier qui commença à se développer dans le pays contre le coût élevé de la vie et les salaires de famine. L'augmentation des salaires impliqua à son tour une réduction des fabuleux taux de profits antérieurs. Les investisseurs nord-américains commencent donc à chercher de nouvelles sources de main-d'œuvre bon marché dans les pays européens, asiatiques et latino-américains.

La troisième étape de la stratégie impérialiste, l'industrie lourde, commence à Porto Rico dans les années 60. Celle-ci, en raison de son caractère hautement technifié, requiert moins de main-d'œuvre. Les raffineries de pétrole, les usines pétrochimiques et chimiques commencent à polluer le processus productif. Porto Rico devient le déversoir des substances gazeuses vénéneuses que les yankees ne désirent pas rejeter dans leurs eaux, leur terre et leur air. Les nouvelles exigences du pétrole et des autres ressources naturelles nécessaires au développement accéléré de l'économie nord-américaine déterminent l'intérêt que montrent actuellement les yankees à agrandir ces industries, à établir un port en eaux profondes pour le transbordement du pétrole et des autres minerais, et à constituer un complexe métallurgique qui utilise comme matières premières fondamentales le cuivre et les autres minerais existant en abondance sur notre île. Il y a plus: les autorités coloniales ont récemment fait connaître leur intention de créer à Porto Rico un complexe international de commerce afin de transformer Porto Rico en un des principaux centres commerciaux et financiers d'Amérique Latine, et spécialement des Caraïbes.

Et pourtant le modèle économique colonial capitaliste a de moins en moins de chances de survie. Notre économie, caractérisée par un haut degré de concentration monopolistique, de dépendance, de déséquilibres sectoriels, par un chômage persistant, une inflation continue et une injuste distribution des revenus, entre dans une de ses pires crises. Le capital yankee possède à Porto Rico des investissements évalués à 8 milliards de dollars. Il contrôle environ 81% des actifs de la manufacture, 85% des ventes commerciales au détail, 100% des transports aériens et maritimes, 81% de la main-d'œuvre et 90% des produits industriels d'exportation. Nous importons 65% de nos aliments. Notre dépendance technologique est totale. En 1972, notre déficit commercial a atteint 1 153 millions de dollars. Notre dette extérieure, publique et privée, a atteint 2 800 millions de dollars en 1973, et nous avons dû payer près de 200 millions de dollars d'intérêts. Rien qu'en 1972, les Etats-Unis ont retiré de Porto Rico environ 2 milliards de dollars de bénéfices. Leurs investissements chez nous leur permettent de faire des bénéfices supérieurs de 40% à ceux faits aux Etats-Unis. Les miettes qui nous reviennent de cette surexploitation font que 60% de notre population n'a pas le revenu minimum nécessaire pour vivre (selon des chiffres du gouvernement des Etats-Unis). Les plans économiques actuels prévoient d'élever la quantité d'investissements yankees de 30 milliards au cours de la présente décennie.

La superstructure politique

L'invasion militaire de Porto Rico par les Etats-Unis en 1898 a permis d'établir, de façon répressive, la structure juridico-politique qui garantisse une exploitation éhontée. L'Etat colonial capitaliste, structure purement administrative des intérêts de l'Etat bourgeois yankee se définit de la façon suivante:

- 1) Domination militaire des Etats-Unis sur Porto Rico moyen-nant toutes sortes d'armement et de bases d'opération.
- 2) Monopole absolu du marché porto-ricain par le marché nord-américain.
- 3) Citoyenneté nord-américaine imposée aux Porto-Ricains qui sont soumis à toutes les lois des Etats-Unis...
- 4) Implantation de la monnaie nord-américaine à Porto Rico, impliquant sa sujétion à toute la structure économique et financière du gouvernement nord-américain et aux fluctuations de son grand capital.
- 5) L'extension et le complément de ces quatre secteurs fondamentaux de la superstructure politique coloniale de Porto Rico se retrouvent dans la juridiction nord-américaine sur: l'émigration, la douane, les postes, les conflits ouvriers-patrons, les communications, les décisions judiciaires, les faillites, l'espace aérien et maritime, le pouvoir d'expropriation, les lois de cabotage, les organismes de répression (FBI, CIA, etc.)¹

Nous devons signaler en outre le rôle assigné par l'impérialisme à Porto Rico comme base stratégique de sa politique militaire interventionniste contre d'autres peuples.

La superstructure coloniale est retouchée chaque fois qu'elle devient un obstacle au développement du grand capital investi chez nous. Nous le voyons actuellement, devant la crise économique progressive qui frappe le pays, dans les nouvelles sommations et assignations que nous fait l'économie impérialiste. A quoi il faut ajouter le développement ascendant de la lutte populaire dans notre pays et les grandes victoires remportées l'an dernier sur le plan international: les dénonciations du cas colonial de Porto Rico à l'ONU et durant la IVe Conférence au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est tenue à Alger. Tout ceci oblige l'impérialisme à faire quelques réajustements et changements dans la superstructure coloniale afin de confondre l'opinion publique mondiale, spécialement l'ONU, et de conférer à Porto Rico une plus grande souplesse économique et politique qui lui permette de jouer son rôle d'intermédiaire entre le marché nord-américain et les marchés latino-américains, spécialement caraïbéens. C'est la modernisation de la "théorie du pont" et une sérieuse tentative de réactiver l'anti-Cuba, autrement dit le modèle latino-américain du "progrès dans la liberté", dans une amitié et une collaboration étroites avec les Etats-Unis.

Cet essai d'adaptation de la structure juridico-politique actuelle à la nouvelle situation nationale et internationale pourrait déboucher sur une apparente délégation de pouvoirs politiques et économiques, sans que cela affaiblisse dans leur essence les structures fondamentales de domination coloniale classique. S'il fait ce pas, l'impérialisme sera obligé de réprimer plus ou moins durement les secteurs les plus révolutionnaires de l'indépendantisme, et tout particulièrement notre Parti, principale organisation d'opposition révolutionnaire dans notre pays, afin de garantir que le processus de "libéralisation" ne lui échappe pas des mains. De toute façon, la garantie maxima est la répression violente qui a toujours caractérisé sa domination. Dans ce but, il augmente, modernise et spécialise les organes de répression qui opèrent chez nous.

L'alternative socialiste

Bases programmatiques

Lors de la fondation de notre Parti en 1971, les bases de notre programme comprenaient quatre droits inaliénables:

- 1) le droit inaliénable de notre Patrie à l'indépendance et à la pleine souveraineté;
- 2) le droit, également inaliénable, du peuple porto-ricain à récupérer totalement le patrimoine aliéné par toute personne, corporation ou forces étrangères ou tout gouvernement étranger;
- 3) le droit des travailleurs porto-ricains à socialiser progressivement tous les moyens de production aux mains d'étrangers ou de nationaux, ainsi qu'à construire une société socialiste dans laquelle disparaissent finalement exploités et exploités;
- 4) le droit des travailleurs et du reste du peuple patriote de Porto Rico à utiliser toutes les formes de lutte à leur portée, y compris la violence révolutionnaire, contre la violence répressive du système, pour valider les droits fondamentaux signalés précédemment.²

La construction d'une nouvelle société n'est pas le résultat d'un décret, mais d'un long processus de transformation révolutionnaire. Elle aboutit à l'élimination de la rareté grâce au développement, jusqu'alors inconnu dans nos pays exploités, des forces productives, de la production et des services et des rapports de production. Elle implique la destruction des bases du pouvoir bourgeois et la consolidation du pouvoir prolétarien. Mais elle requiert également l'application d'un programme de transition qui, partant d'une connaissance scientifique et juste de la réalité que nous prétendons transformer, pose peu à peu les bases d'une organisation sociale supérieure, la société sans classes.

¹ L'Alternative Socialiste.

² Déclaration Générale du P.S.P.

Un programme de transition

La nouvelle stratégie de développement économique que nous proposons se situe dans le cadre de la conception marxiste-léniniste, autrement dit, elle se définit comme une lutte pour supprimer le capitalisme comme mode de production dominant et le remplacer par une socialisation progressive de tous les moyens de production. Une telle stratégie se basera sur l'action et la participation directes des ouvriers porto-ricains à la construction de cet ordre nouveau. Le pouvoir ouvrier progressif sur les moyens de production et les institutions du pays, voilà ce qui définit le caractère révolutionnaire de notre programme.

Afin d'éliminer l'anarchie qui caractérise l'économie coloniale capitaliste, nous impulserons la planification socialiste basée sur une politique claire d'objectifs à court et à long terme qui comprennent une hiérarchisation et une coordination de tous ses aspects. Les principaux critères qui nous serviront de guide seront: les bénéfices sociaux et l'efficacité économique.

La nouvelle économie

L'aire de propriété sociale sera le secteur dominant de l'économie. Elle sera fondamentalement constituée par les grandes entreprises et les grands monopoles appartenant à l'ennemi de classe que nous aurons à nationaliser et socialiser. En termes d'activité industrielle, commerciale et financière, cela voudra dire que nous contrôlerons environ 80% de l'économie du pays. De par son importance stratégique, cette aire sera la principale accumulatrice du capital nécessaire au développement des secteurs les plus retardataires de l'économie.

Un secteur de propriété coopérative et un secteur de propriété privée, tous deux à caractère transitoire, seront organisés avec quelques entreprises ou propriétés moyennes ou petites. Ces formes d'organisation, restreintes et sous le contrôle de la planification socialiste, pourront offrir les stimulants nécessaires pour que les secteurs patriotiques de la petite bourgeoisie travaillent au développement d'une série d'activités non stratégiques, mais tout aussi indispensables, qui ont été maintenues dans le passé à des niveaux techniques presque artisanaux.

L'ensemble de ces trois aires de propriété sera subordonné au Plan Economique National et bénéficiera de la participation des travailleurs. L'expression concrète du pouvoir ouvrier variera dans chacune des aires, mais, fondamentalement, celles-ci reflèteront l'effort et la direction combinée des travailleurs, des syndicats, du gouvernement et du Parti.

La construction et la consolidation du socialisme seront guidées par le principe: "de chacun selon ses capacités et à chacun selon son travail". Ce n'est que lorsque la société aura atteint une étape supérieure de développement matériel et social que pourra s'imposer la maxime: "de chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins". Tout ceci est dirigé vers notre but final: la société communiste.

Bref, "notre propos n'est pas de refuser le développement des forces productives; bien au contraire, il est de savoir comment développer ces formes à un niveau supérieur à celui d'aujourd'hui pour ainsi résoudre les graves problèmes de notre société".

La stratégie de la libération porto-ricaine

Les cinq piliers de base

La stratégie pour réaliser pleinement notre programme destinée à l'établissement de la République Démocratique des Travailleurs reposera sur les piliers de base suivants:

- 1) le développement du Parti de la classe ouvrière;
- 2) l'unité patriotique de toutes les forces anti-impérialistes;
- 3) l'unité syndicale au sein d'une Centrale Unique des Travailleurs Porto-Ricains de caractère progressiste et indéfectiblement prolétarien;
- 4) la solidarité internationale;
- 5) l'organisation et le développement de Forces Armées.

Notre premier objectif stratégique sera la proclamation de la République stimulée par la prise d'initiative stratégique dans chacun des cinq secteurs mentionnés. Nous devons arracher l'indépendance aux yankees, pour exercer pleinement le pouvoir, sans tenir compte de leurs désirs et de leurs manœuvres. La seule manière d'y parvenir est l'accentuation du processus prolongé et sacrifié que nous avons mis en marche concernant la conscientisation, l'organisation et la mobilisation en vue d'actions révolutionnaires plus vigoureuses du prolétariat, en particulier, et du peuple, en général. Ceci devra aboutir à la formation progressive

¹ L'Alternative Socialiste.

de structures de pouvoir parallèles qui ouvrent toujours plus le chemin à la prise totale du pouvoir par les travailleurs. La conjugaison des éléments dits subjectifs et des éléments constitutifs de la crise économique, sociale et politique de la colonie, débouchera sur la situation révolutionnaire indispensable. Il est évident que l'érosion du régime devra atteindre un tel niveau d'exacerbation des contradictions qu'il provoque la désarticulation des pouvoirs dominants et stimule en même temps la croissante adhésion politique des masses. C'est la carence d'alternatives, la répression croissante et l'impossibilité de continuer à vivre sans un changement radical qui pousseront les masses travailleuses, sous la direction de leur avant-garde prolétarienne, à participer activement à des actions plus audacieuses pour renverser le régime et prendre le pouvoir.

Nous affirmons — et l'histoire l'a prouvé en innombrables occasions — que ce processus ne sera pas pacifique. Nous aurons à développer des forces armées populaires capables de faire face avec succès à l'appareil militaire et répressif de l'ennemi. Des rapports d'exploitation qui ne se perpétuent que par la violence la plus réactionnaire ne peuvent être brisés que par la violence révolutionnaire organisée. Sans compter que la violence révolutionnaire possède des qualités didactiques, conscientisatrices et décolonisatrices. Il s'agit d'une condition indispensable pour atteindre l'objectif stratégique.

Notre politique d'union de toutes les forces patriotes devra être menée sur la base de cette conception stratégique qui refuse l'illusion réformiste de la voie pacifique et légale. Notre tentative d'agglutiner en un front élargi et combatif l'immense majorité du peuple porto-ricain exploité part de bases idéologiques anti-impérialistes et révolutionnaires. En ce qui nous concerne, l'unité devra se faire sous la direction de la classe ouvrière et compter sur ces secteurs des couches moyennes et des masses travailleuses qui s'identifient aux intérêts anti-impérialistes. Le principal objectif du front sera l'indépendance nationale basée sur la République Démocratique des Travailleurs. Tant que l'indépendantisme sera divisé, nous serons incapables de présenter au peuple une alternative de pouvoir véritable et convaincante.

Le développement et la consolidation d'un mouvement ouvrier qui représente réellement les intérêts prolétariens au-delà des pures revendications économiques immédiates est un objectif cardinal de la stratégie libératrice. Nous devons faire ce travail dans les centres de production, à la base du mouvement ouvrier, et établir une liaison avec les syndicats et les dirigeants ouvriers les plus progressistes et combatifs.

Les grèves du mouvement ouvrier ont permis ces dernières années de démasquer et de discréditer tous les éléments bureaucratés, opportunistes et révisionnistes du syndicalisme "jaune" qui a envahi notre pays il y a plusieurs années en même temps que les investisseurs yankees. Ces nouvelles perspectives de faillite du colonialisme syndical devront déboucher sur l'établissement de la Centrale Unique des Travailleurs, en tant qu'organisation unitaire de tous les syndicats.

Dans le secteur étudiant, nous avons à mener une lutte pour la démocratisation et la portoricisation de l'éducation. Le mouvement étudiant a été historiquement lié au mouvement indépendantiste; dans les difficiles moments de reflux de la lutte nationale, c'est lui qui s'est chargé de perpétuer la combativité politique. Il a toujours été une des principales pépinières de cadres de notre Organisation.

La stratégie de la lutte étudiante repose sur les objectifs suivants:

- 1) Le développement et la consolidation, à Porto-Rico, de la Fédération des Universitaires Pro-Indépendance et de la Fédération Etudiante Pro-Indépendance; et, aux Etats-Unis, de la Fédération des Universitaires Socialistes Porto-Ricains, en tant qu'avant-garde étudiante dans leurs centres d'études respectifs;
- 2) l'unité de toutes les forces étudiantes;
- 3) l'unité des différents secteurs qui composent les centres d'études: étudiants, professeurs et travailleurs;
- 4) le développement d'une Union Nationale des Etudiants qui agglutine les étudiants et leur offre une ligne anti-impérialiste.

Les Porto-Ricains résidant aux Etats-Unis ont une énorme responsabilité dans la réussite de tous nos objectifs stratégiques. Dirigés par la Section de notre parti, qui croît vertigineusement dans les villes où vivent nos compatriotes (spécialement dans le Nord-Est), ils devront conjuguer leur pleine participation à la lutte pour transformer révolutionnairement la société nord-américaine en alliance avec les principales organisations révolutionnaires du peuple nord-américain, avec la lutte de libération nationale de leur patrie porto-ricaine depuis les propres entrailles du monstre et la déclencher dans toute son ampleur.

Parce qu'elle représente un coup destructeur assés au pouvoir de la bourgeoisie impérialiste yankee, l'indépendance de Porto Rico est un élément essentiel des intérêts de la classe ouvrière nord-américaine et de la transformation révolutionnaire de cette société.

Notre pays se caractérise comme une nation frontalière entre le monde yankee et le monde latino-américain. Nous sommes "une nation latino-américaine placée au point central de conflit entre l'impérialisme nord-américain et les peuples qui luttent pour se libérer. . . Nous sommes la frontière entre le présent de la domination coloniale et néo-coloniale et l'avenir de la libération socialiste. . ." En tant que principale colonie classique de l'impérialisme yankee, fer de lance de sa domination sur d'autres peuples, et en tant que nation frontalière, les contradictions et les luttes caractéristiques de cette époque de libération prennent chez nous un tour plus violent. Nous sommes le maillon faible de la chaîne colonialiste de l'impérialisme nord-américain. Le résultat de notre lutte sera donc décisif pour l'avenir de la lutte internationale pour se libérer définitivement du joug yankee.

Porto Rico s'est inscrit définitivement sur l'agenda de la décolonisation du monde contemporain et bénéficie de la reconnaissance et de l'appui universels dans sa juste lutte anticoloniale. C'est le fruit du travail intensif de notre Parti guidé par les principes de l'internationalisme prolétarien et par une ligne politique indépendante dans le domaine international. Nous reconnaissons en outre la solidarité militante et l'appui inconditionnel de la révolution cubaine, sans laquelle nous aurions rencontré des difficultés bien supérieures dans cette dure tâche. Indubitablement, le camp socialiste est l'allié naturel et le plus ferme des aspirations révolutionnaires de nos peuples exploités.

Bases tactiques de notre lutte

Un des principaux postulats de la direction tactique d'un parti marxiste-léniniste concerne l'analyse permanente de la réalité concrète, l'étude du général et du particulier dans le développement historique et une constante évaluation du rapport de forces entre les différentes classes et les différents groupes sociaux qui la composent, spécialement entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cette estimation est la base solide sur laquelle repose le travail politique quotidien et à long terme. Elle permet, au sein de la complexe réalité, de repérer à tout moment les points faibles de l'ennemi.

Notre Parti déploie une intense politique de masses destinée à faire comprendre la nécessité d'un changement révolutionnaire et la possibilité réelle de l'obtenir. Nous devons agglutiner en notre sein et autour de nous les couches les plus amples du peuple, unissant dialectiquement le caractère sélectif et d'avant-garde de notre organisation à cette politique de masses, pour pouvoir ainsi être tous préparés à livrer les combats les plus sanglants contre l'impérialisme. Nous ne pouvons refuser aucune forme de lutte qui soit possible et nécessaire devant les conditions concrètes du moment et nous devons adapter nos structures organisationnelles pour garantir l'efficacité et la mobilité nécessaires à des passages rapides d'une forme de lutte à l'autre.

Notre nouvelle thèse politique "L'Alternative Socialiste" est destinée à démontrer en dernière analyse la capacité des socialistes porto-ricains à résoudre concrètement et positivement pour le peuple la crise qui frappe le pays dans tous les domaines.

Bien que ce document n'envisage pas encore tous les aspects que comprend un programme de transformation révolutionnaire, il devient peu à peu le thème général de discussion dans les usines, les communautés et les écoles, autrement dit dans tous les recoins du pays. De cette discussion avec le peuple, naîtront ses compléments nécessaires. Décidés à diffuser les bases programmatiques de notre Parti, nous n'épargnerons aucun effort pour utiliser toutes les formes possibles de propagande. Voilà pourquoi nous avons baptisé cette année "Année de la Divulgation Socialiste". Cette campagne de divulgation massive, de pair avec la mobilisation des masses pour des revendications spécifiques du moment, ouvrira le chemin permettant que notre lutte plus que centenaire pour la libération définitive de notre patrie atteigne dans l'avenir des phases supérieures.

"Plus de temps à perdre. A présent, il nous faut faire les choses en grand, construire une patrie libre et socialiste. Le point de départ, c'est l'expulsion des envahisseurs".

Lolita Lebrón, prisonnière politique porto-ricaine dans un pénitencier yankee depuis plus de vingt ans.



notes de lectures

LA NECESSITE HISTORIQUE DE LA DIRECTION ORGANISEE DE LA REVOLUTION, réédition **Librairie progressiste**. Il s'agit d'un recueil de textes publiés dans la revue **Albanie Aujourd'hui** en 1972-1973. Les textes réunis sont; La direction organisée de la révolution: nécessité historique, La classe ouvrière et sa mission historique mondiale, La lutte de classe est un fait réel et inévitable dans chaque pays capitaliste évolué, Pour le renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière et le perfectionnement des rapports parti-classe-masse, Le contrôle de la classe ouvrière, La dictature du prolétariat et la lutte contre la bureaucratie, La démocratie et la dictature en régime socialiste, 57 pages. **\$1.00**

FACE A LA CRISE, UNE CRISE PROLONGEE DE L'IMPERIALISME* réédition de la **Librairie Progressiste**. Ce petit document, publié originellement par les Cahiers pour le Communisme, explique la crise actuelle dans le cadre du développement des contradictions propre au système capitaliste. Il ne faut donc pas isoler la crise en tant que telle. Elle n'est que la manifestation de la contradiction fondamentale propre au capitalisme, entre la socialisation des moyens de production et l'appropriation privée des produits du travail social. Le document analyse donc quand même l'ensemble de cette contradiction et replace la crise économique mondiale actuelle dans le cadre de cette contradiction fondamentale. 38 pages. **\$0.40**

A PROPOS DES GREVES, de Lénine. Court texte de Lénine situant le rapport entre la lutte économique et la lutte politique, de même qu'entre le mouve-

ment gréviste et le mouvement socialiste. 12 pages **\$0.10**

LE SOCIALISME EN ALBANIE de **Enver Hoxa**. Il s'agit de deux tomes de recueils de textes du chef du Parti du Travail d'Albanie. Le premier livre couvre la période de lutte contre le fascisme et de la victoire de la révolution socialiste en Albanie. Il y a de nombreux textes sur la stratégie de la prise du pouvoir et la tactique du front uni contre le fascisme dirigé par le Parti communiste; il y a aussi des textes intéressants sur la nécessité de la ligne de masse, et de justes méthodes de travail et de direction. Le deuxième livre couvre la période de 1960 à 1974. Les textes portent surtout sur la question de la construction de l'homme nouveau, empreint de l'idéologie prolétarienne, donc la nécessité de la lutte continue sur le front idéologique. Il y a aussi quelques articles sur le développement et la construction du socialisme et sur la nécessité de la direction du Parti communiste dans tous les aspects du développement du pays. 2 livres de 500 pages. **\$4.50 ch.**

DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL par **Filip Kota**. Traduit de l'albanais, le livre retrace la lutte historique qui a opposé et oppose toujours aujourd'hui la voie prolétarienne à la voie de la bourgeoisie dans le mouvement syndical. Concernant la voie bourgeoise, Filip Kota en retrace les origines et les fondements de classe ainsi que les différentes formes qu'elle a prise au cours des 100 dernières années. Un excellent document. 135 pages. **\$3.40**

ALBANIE AUJOURD'HUI, (janvier-février 1975), Les syndicalistes réformistes et révisionnistes au service de la bourgeoisie et **La classe ouvrière dans la société capitaliste actuelle**; deux articles qui complètent le maintenant célèbre livre de Filip Kota, **DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICALE MONDIAL**.

POUR UNE JOURNEE AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIERE par **la CEQ**. Mieux connu sous le nom du **manuel du 1er mai**, ce texte propose à tous les enseignants du Québec une nouvelle pédagogie axée sur une dénonciation de l'exploitation capitaliste dans tous les domaines de la vie, aussi bien au niveau de l'extorsion de la plus-value des ouvriers de la production qu'au niveau des diverses formes d'exploitation comme la question du logement, des services sociaux, etc. 76 pages **\$0.30**

MAO TSE TOUNG ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME, Recueil de textes écrits par Mao dans les

années cinquante sur les problèmes de la construction du socialisme en Chine. Dans ces textes, Mao critique les deux oeuvres essentielles de Staline sur l'économie, **A propos des problèmes économiques du socialisme en URSS**, et le **Manuel d'économie politique**. Mao s'attache particulièrement à retracer les erreurs économistes qui ont prévalu dans la conception du Parti Bolchévique d'URSS sur la question de comment construire le socialisme, et fait souvent des parallèles entre les contradictions affrontées en URSS et les moyens pris pour les résoudre, et celles présentes en Chine et comment l'expérience de l'URSS a pu servir d'exemple pour éviter de nombreuses erreurs. Ce livre apporte beaucoup sur la question du révisionnisme en URSS et de ses sources historiques. 188 pages. **\$2.60**

A PARAITRE

LES LOIS FONDAMENTALES DE L'ECONOMIE CAPITALISTE par **Jean Baby**. En réimpression actuellement, sera disponible vers la mi-août. 200 pages **\$2.00**

LENINE SUR LES QUESTIONS DE PROGRAMME. Textes recueillis par la librairie progressiste, constitués d'articles et d'extraits datant de l'époque précédant la création du parti bolchévique. Lénine y expose le rôle du programme socialiste, notamment dans l'unification des marxistes russes à l'époque: y sont également les principes fondamentaux guidant un tel programme ainsi que les grandes questions devant y être soulevées. Disponible au début de septembre. 60pages. **\$0.60**

Deux documents classiques du mouvement communiste international sont attendus en réimpression d'ici un ou deux mois:

HISTOIRE DU PARTI BOLCHEVIK D'URSS, qui était épuisé sera disponible d'ici la mi-juillet.

LES QUATRE PREMIERS CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE qui était épuisé depuis plus d'un an est sur le point de sortir des presses de la librairie progressiste et sera disponible vers la fin juin, mi-juillet au plus tard. Ce recueil des textes intégraux des manifestes, thèses et résolutions adoptés lors des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, constitue un document historique inappréciable tout en demeurant un guide d'action encore d'époque. 224 pages **\$3.25**

numéros précédents disponibles

Vol.2, no.3: Les fonds de pension, 4ième congrès du PQ.....\$0.25
Vol.2, no.4: La lutte à l'UQUAM, les luttes de libération en Afrique, le travail idéologique.....\$0.25
Vol.2, no.5: Numéro spécial sur la propagande \$0.25
Vol.3, no.2: Lutte des femmes dans une usine, Bilan d'un noyau de militants ouvriers socialistes, Firestone, Chili.....\$0.25
Vol.3, no.3: Canadian Steel Foundries, la question nationale au Québec, Parti Communiste Chinois, Chili (suite).....\$0.25
Vol.3, no.5: Enquête dans une entreprise de transport, l'enquête économique, entrevue avec le CIP, le mouvement révolutionnaire en Espagne, le mouvement ouvrier américain (suite), le parti, avant-garde du prolétariat.....\$0.50
Vol.3, no.6: Le premier mai, bilan du Cap service social, enquête avec des militants de l'ADDS, Vietnam, Lotta Continua.....\$0.50
Vol.3, no.7: Les mineurs de Thetford, Asbestos 1949, les mines au Québec, la grève générale de Winnipeg, Apropos de la ligne de masse.....\$0.50
Vol.3, no.8: Bilan de Rémi Carrier, Sur le travail de formation, entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, textes sur la Chine.....\$0.50
Vol.3, no.9: Bilan du Cap St-Michel, lutte de syndicalisation, entrevue avec des militants du MPAL (Angola).....\$0.50

Vol.4, no.1: Social démocratie et réformisme, le RCM à Montréal, Le NPD en Colombie Britannique, le programme commun en France, les nouvelles formes d'organisation du travail.....\$0.50
Vol.4, no.2: Histoire du mouvement étudiant au Québec, plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant, les professeurs de Cegep à Montréal.....\$0.50
Vol.4, no.3: Les journaux d'entreprise et de quartier, le travail idéologique à l'étape actuelle, évaluation de **Mobilisation**, critique et autocritique à propos de l'analyse de la conjoncture mondiale, un journal révolutionnaire aux Etats-Unis, Lénine et l'Iskra.....\$0.50
Vol.4, no.4: Histoire du Parti Communiste au Canada, Les facteurs objectifs et subjectifs dans la révolution, Lénine et l'organisation.....\$0.50
Vol.4, no.5: Bilan "Servir le peuple", La grève de Murdochville, Programme d'action syndicale, le Parti Communiste des Etats-Unis et les syndicats dans les années '30, etc...
Vol.4, no.6: Enquête avec des femmes, L'organisation des femmes et l'édification du parti communiste de type nouveau, les femmes au Vietnam.
Vol.4, no.7: Un premier regard sur l'immigration au Canada. La lutte des travailleurs haïtiens. L'internationalisme prolétarien. Bilan d'un travail sur le Vietnam. Philippines. Entrevue avec le Comité Québec-Chili. Déclaration du MIR.

prochains numéros

- Le Mouvement des Comités d'action politique au Québec (1971-1974). Bilan et perspectives.
- La crise de l'impérialisme: une crise prolongée. Ses effets politiques et économiques au Québec
- L'Internationale Syndicale Rouge et la ligne de masse
- Sur l'édification du Parti du Travail en Albanie

à paraître bientôt!!!

RECUEIL D'ARTICLES PARUS DANS MOBILISATION entre 1969 et 1971. Cette anthologie de la plupart des articles publiés au cours des cinq premiers numéros de la revue **Mobilisation**, constitue un apport important à une meilleure connaissance du développement du mouvement révolutionnaire au Québec. La publication de **Mobilisation** était assumée à cette époque par les militants du **Front de Libération Populaire (FLP)**. Chaque article est introduit en le situant dans la conjoncture de l'époque. La publication est prévue pour la fin de l'été.

formule d'abonnement

- \$5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
 \$.....pourabonnements collectifs à 10 numéros [\$5.00 chacun, frais de poste inclus]
 \$.....pour les numéros précédents suivants.....
 \$0.50 pour les DOSSIERS suivants.....
 \$10.00 pour.....abonnements de soutien
 \$10.00 pourabonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION

1867 Amherst, Montréal,
 tel.: 522-1373

Nom.....

Adresse.....

.....

Vient de paraître!!!

\$0.40



FACE A LA CRISE

**UNE CRISE
PROLONGÉE
DE L'IMPERIALISME**

librairie progressiste

Ce petit document, publié originellement par les Cahiers pour le Communisme, explique la crise actuelle dans le cadre du développement des contradictions propre au système capitaliste. Il ne faut donc pas isoler la crise en tant que telle. Elle n'est que la manifestation de la contradiction fondamentale propre au capitalisme, entre la socialisation des moyens de production et l'appropriation privée des produits du travail social. Le document analyse donc quand même l'ensemble de cette contradiction et replace la crise économique mondiale actuelle dans le cadre de cette contradiction fondamentale. 38 pages.

\$0.40

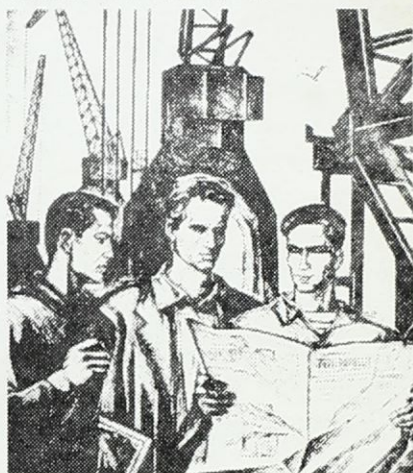
DOCUMENT DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

La nécessité historique de la direction organisée de la révolution

\$1.00

la mission historique mondiale de la classe ouvrière

- L'expérience albanaise sur l'unité nécessaire des communistes
- La classe ouvrière, son rôle et sa mission historique
- La lutte des classes, un fait réel et inévitable
- Le Parti
- Le rôle dirigeant de la classe ouvrière
- Les rapports Parti classe-masse
- Le socialisme
- La dictature contre la bourgeoisie
- La dictature du prolétariat sur la bourgeoisie et la démocratie au sein du peuple
- La lutte contre la bureaucratie



réédition de 7 textes albanaïses tirés de la revue
ALBANIE AUJOURD'HUI (1972-1973)

LIBRAIRIE PROGRESSISTE
Montréal

Il s'agit d'un recueil de textes publiés dans la revue **Albanie Aujourd'hui** en 1972-1973. Les textes réunis sont; La direction organisée de la révolution; nécessité historique, La classe ouvrière et sa mission historique mondiale, La lutte de classe est un fait réel et inévitable dans chaque pays capitaliste évolué, Pour le renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière et le perfectionnement des rapports parti-classe-masse, Le contrôle de la classe ouvrière, La dictature du prolétariat et la lutte contre la bureaucratie, La démocratie et la dictature en régime socialiste, 57 pages.

\$1.00